



# BNP PARIBAS

**TROISIEME ACTUALISATION  
DU DOCUMENT DE REFERENCE 2016  
DEPOSEE AUPRES DE L'AMF LE 31 OCTOBRE 2017**

Document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2017 sous le numéro D.17-0132.

Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mai 2017 sous le numéro D.17-0132-A01.

Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 juillet 2017 sous le numéro D.17-0132-A02.

Société anonyme au capital de 2 496 865 996 euros  
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75 009 PARIS  
R.C.S. : PARIS 662 042 449

1. RAPPORT D'ACTIVITE TRIMESTRIEL .....	3
2. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE .....	78
3. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3 [NON AUDITE] .....	79
4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....	94
5. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES .....	97
6. RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE .....	98
7. TABLE DE CONCORDANCE .....	99



La présente actualisation du Document de référence 2016 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 octobre 2017 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée d'une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

# 1. Rapport d'activité trimestriel

## 1.1 Le groupe BNP Paribas

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg. Le Groupe est présent dans 74 pays et compte plus de 189 000 collaborateurs, dont près de 147 000 en Europe. Il détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité :

- Retail Banking and Services regroupant :
  - un ensemble Domestic Markets composé de :
    - Banque De Détail en France (BDDF),
    - BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie,
    - Banque De Détail en Belgique (BDDB),
    - Autres activités de Domestic Markets qui comprend la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
  - un ensemble International Financial Services composé de :
    - Europe Méditerranée,
    - BancWest,
    - Personal Finance,
    - Assurance,
    - Gestion Institutionnelle et Privée ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant :
  - Corporate Banking,
  - Global Markets,
  - Securities Services.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

## 1.2 Résultats du 3<sup>ème</sup> trimestre 2017

### **BON NIVEAU DE RESULTAT**

Au troisième trimestre, BNP Paribas a développé son activité commerciale dans une conjoncture économique européenne plus porteuse mais dans un contexte peu favorable pour les activités de marché.

Le produit net bancaire, à 10 394 millions d'euros, baisse de 1,8% par rapport au troisième trimestre 2016 du fait d'un effet de change défavorable : il est à peu près stable à périmètre et change constants (-0,1%). Il intègre l'impact exceptionnel de la réévaluation de dette propre (« OCA ») et du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (« DVA ») pour +21 millions d'euros contre -202 millions d'euros au troisième trimestre 2016.

Dans les pôles opérationnels, le produit net bancaire résiste bien mais baisse de 2,5% (-0,7% à périmètre et change constants) : il baisse légèrement de -0,1% dans Domestic Markets<sup>1</sup> du fait de l'environnement de taux bas, malgré le bon développement de l'activité ; il est en hausse sensible de 3,4%<sup>2</sup> dans International Financial Services et il diminue de 8,5% dans CIB du fait d'un contexte de marché des capitaux peu favorable.

Les frais de gestion du Groupe, à 7 133 millions d'euros, sont en baisse de 1,2% par rapport au troisième trimestre 2016 (+0,4% à périmètre et change constants). Ils incluent l'impact exceptionnel des coûts de restructuration des acquisitions<sup>3</sup> pour 17 millions d'euros (37 millions d'euros au troisième trimestre 2016) et des coûts de transformation des métiers pour 205 millions d'euros (216 millions au troisième trimestre 2016).

Les frais de gestion des pôles opérationnels baissent de 1,2% par rapport au troisième trimestre 2016 grâce aux effets des mesures d'économies de coûts. Ils baissent ainsi de 6,2% chez CIB où le plan de transformation a été lancé dès 2016. Ils augmentent de 1,2% pour Domestic Markets<sup>1</sup>, en lien avec le développement des métiers spécialisés (baisse de 0,1% en moyenne pour BDDF, BNL bc et BDDB), et de 4,3%<sup>4</sup> pour International Financial Services du fait de la hausse de l'activité.

Le résultat brut d'exploitation du Groupe baisse ainsi de 3,3% (-1,1% à périmètre et change constants), à 3 261 millions d'euros. Il est en baisse de 4,6% pour les pôles opérationnels (-2,7% à périmètre et change constants).

Le coût du risque s'établit à un niveau bas ce trimestre, à 668 millions d'euros (764 millions d'euros au troisième trimestre 2016) soit 36 points de base des encours de crédit à la clientèle. Cette baisse de 12,6% tient notamment à la bonne maîtrise du risque à l'origination, à l'environnement de taux bas et à la poursuite de l'amélioration en Italie à la suite du repositionnement sur les meilleures clientèles d'entreprises.

Le résultat d'exploitation du Groupe, à 2 593 millions d'euros (2 608 millions d'euros au troisième trimestre 2016), diminue ainsi légèrement de 0,6% à périmètre et change historiques (-1,7% pour les pôles opérationnels) mais est en hausse de 1,5% à périmètre et change constants (+0,2% pour les pôles opérationnels).

Les éléments hors exploitation s'élèvent à 380 millions d'euros (172 millions d'euros au troisième trimestre 2016). Ils intègrent ce trimestre l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de

<sup>1</sup> Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques (hors effets PEL/CEL)

<sup>2</sup> A périmètre et change constants (-0,5% à périmètre et change historiques)

<sup>3</sup> Notamment LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD

<sup>4</sup> A périmètre et change constants (+0,5% à périmètre et change historiques)

326 millions d'euros réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de SBI Life<sup>1</sup>. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance en Turquie a conduit à déprécier la totalité de la survalueur de TEB pour 172 millions d'euros.

Le résultat avant impôt, à 2 973 millions d'euros (2 780 millions d'euros au troisième trimestre 2016), est ainsi en hausse de 6,9% (-3,1% à périmètre et change constants). Il est en hausse de 10,3% pour les pôles opérationnels (+0,7% à périmètre et change constants).

Le résultat net part du Groupe s'élève à 2 043 millions d'euros, en hausse de 8,3% par rapport au troisième trimestre 2016. Hors effet des éléments exceptionnels<sup>2</sup>, il s'établit à 2 045 millions d'euros (-6,7%).

Au 30 septembre 2017, le ratio « common equity Tier 1 » de Bâle 3 plein<sup>3</sup> s'élève à 11,8% (11,7% au 30 juin 2017). Le ratio de levier de Bâle 3 plein<sup>4</sup> s'établit à 4,1%. Le ratio de liquidité (« Liquidity Coverage Ratio ») s'établit pour sa part à 111% au 30 septembre 2017. Enfin, la réserve de liquidité du Groupe, instantanément mobilisable, est de 324 milliards d'euros, soit plus d'un an de marge de manœuvre par rapport aux ressources de marché.

L'actif net comptable par action s'élève à 74,3 euros, soit un taux de croissance moyen annualisé de 5,7% depuis le 31 décembre 2008, illustrant la création de valeur continue au travers du cycle.

Le Groupe met en œuvre activement le plan de transformation 2020, programme ambitieux de nouvelles expériences pour les clients, de transformation digitale et d'efficacité opérationnelle. Il poursuit par ailleurs le renforcement de son système de contrôle interne et de conformité. Enfin, il mène une politique ambitieuse d'engagement dans la société visant notamment à financer l'économie de manière éthique, favoriser le développement de ses collaborateurs et agir contre le changement climatique : le Groupe vient ainsi d'annoncer l'arrêt du financement des entreprises et infrastructures dont l'activité principale est le gaz ou le pétrole de schiste, le pétrole issu des sables bitumineux ou l'exploration / production de gaz et de pétrole en Arctique.

\*  
\* \*

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire s'élève à 32 629 millions d'euros, en baisse de 0,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2016 (+0,3% à périmètre et change constants). Il intègre l'impact exceptionnel de la réévaluation de dette propre (« OCA ») et du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (« DVA ») pour -186 millions d'euros (contre -41 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016) ainsi que des plus-values de cession de titres Shinhan et Euronext pour un montant total de +233 millions d'euros. Il intégrait sur les neuf premiers mois de 2016 une plus-value de cession des titres Visa Europe pour +597 millions d'euros.

Le produit net bancaire progresse de 2,3% dans les pôles opérationnels (+3,1% à périmètre et change constants). Il baisse légèrement de 0,2% dans Domestic Markets<sup>5</sup> du fait de l'environnement de taux bas, partiellement compensé par le bon développement de l'activité, augmente de 4,5%<sup>6</sup> dans International Financial Services et est en progression de 5,0% dans CIB.

<sup>1</sup> Cession de 4% de SBI Life à un prix de 700 roupies par action

<sup>2</sup> Effet des éléments exceptionnels après impôts : -2 millions d'euros (-306 millions d'euros au troisième trimestre 2016)

<sup>3</sup> Ratio tenant compte de l'ensemble des règles de la CRD4 sans disposition transitoire

<sup>4</sup> Ratio tenant compte de l'ensemble des règles de la CRD4 à 2019 sans disposition transitoire, calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014

<sup>5</sup> Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques (hors effets PEL/CEL)

<sup>6</sup> A périmètre et change constants (+2,8% à périmètre et change historiques)

Les frais de gestion, à 22 323 millions d'euros, sont en hausse de 1,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2016 (+2,5% à périmètre et change constants). Ils incluent l'impact exceptionnel des coûts de restructuration des acquisitions<sup>1</sup> pour 53 millions d'euros (111 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016) et des coûts de transformation des métiers pour 448 millions d'euros (297 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016) dont le montant est encore limité sur les neuf premiers mois de l'année du fait du lancement progressif des programmes du plan de transformation 2020.

Les frais de gestion des pôles opérationnels augmentent de 1,2% par rapport aux neuf premiers mois de 2016 (+2,1% à périmètre et change constants) : +1,7% pour Domestic Markets<sup>2</sup>, +3,8% pour International Financial Services<sup>3</sup> et -0,1% pour CIB.

Le résultat brut d'exploitation du Groupe baisse ainsi de 4,8%, à 10 306 millions d'euros (-4,2% à périmètre et change constants). Il est en hausse de 4,4% pour les pôles opérationnels (+5,1% à périmètre et change constants).

Le coût du risque s'établit à un niveau bas, à 1 922 millions d'euros (2 312 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016) soit 35 points de base des encours de crédit à la clientèle. Cette baisse de 16,9% tient notamment à la bonne maîtrise du risque à l'origination, à l'environnement de taux bas et à la poursuite de l'amélioration en Italie à la suite notamment du repositionnement sur les meilleures clientèles d'entreprises.

Le résultat d'exploitation du Groupe, à 8 384 millions d'euros (8 509 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016), baisse de 1,5% (-0,8% à périmètre et change constants). Il est en forte hausse de 12,1% pour les pôles opérationnels (+13,0% à périmètre et change constants).

Les éléments hors exploitation s'élèvent à 804 millions d'euros (434 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016 qui intégraient des dépréciations de titres). Ils intègrent l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 326 millions d'euros réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de SBI Life<sup>4</sup> et la dépréciation de la totalité de la survaleur de TEB pour 172 millions d'euros.

Le résultat avant impôt, à 9 188 millions d'euros contre 8 943 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016, augmente ainsi de 2,7% (-0,2% à périmètre et change constants). Il est en forte hausse de 17,0% pour les pôles opérationnels (+13,6% à périmètre et change constants).

Le résultat net part du Groupe s'élève à 6 333 millions d'euros, en hausse de 1,2% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Hors effet des éléments exceptionnels<sup>5</sup>, il s'établit à 6 430 millions d'euros, en hausse sensible de 7,4%, traduisant la bonne performance opérationnelle du Groupe depuis le début de l'année.

La rentabilité annualisée des fonds propres est égale à 9,8%. La rentabilité annualisée des fonds propres tangibles est de 11,6%.

<sup>1</sup> Notamment LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD

<sup>2</sup> Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques

<sup>3</sup> A périmètre et change constants (+2,0% à périmètre et change historiques)

<sup>4</sup> Cession de 4% de SBI Life à un prix de 700 roupies par action

<sup>5</sup> Effet des éléments exceptionnels après impôts : -97 millions d'euros (+272 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016)

## **RETAIL BANKING & SERVICES**

### **DOMESTIC MARKETS**

Domestic Markets montre une bonne dynamique commerciale. Les encours de crédit sont en hausse de 6,1% par rapport au troisième trimestre 2016 avec une bonne progression des crédits tant dans les réseaux de banque de détail que pour les métiers spécialisés. Les dépôts augmentent de 8,0% avec une forte hausse dans tous les pays. La banque privée enregistre pour sa part une hausse de ses actifs sous gestion de 5,8% par rapport au 30 septembre 2016. Hello bank! poursuit sa croissance avec notamment une bonne augmentation du nombre de clients en France (+18,4%) et en Italie (+17,1%) par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le pôle a bouclé ce trimestre l'acquisition de Compte-Nickel en France<sup>1</sup> qui vient compléter le dispositif dédié aux nouveaux usages bancaires et s'adresse aux clients à la recherche d'une offre bancaire très simple, facilement accessible et peu onéreuse.

Domestic Markets poursuit par ailleurs la transformation digitale et le développement des nouveaux parcours clients en lançant ce trimestre plusieurs nouveaux services digitaux dans ses différents métiers : *Welcome* (entrée en relation pour les entreprises) et *Finsy* (affacturation) chez BDDF, *MyAccounts@OneBank* (ouverture de comptes pour les filiales de groupe client) chez BNL bc et *Itsme* (identification digitale) chez BDDB.

Le produit net bancaire<sup>2</sup>, à 3 918 millions d'euros, est en légère baisse (-0,1%) par rapport au troisième trimestre 2016, l'effet de la hausse de l'activité étant compensé par l'impact des taux bas. Le pôle enregistre une hausse des commissions dans tous ses réseaux.

Les frais de gestion<sup>2</sup> (2 599 millions d'euros) sont en hausse de 1,2% par rapport au même trimestre de l'année dernière, en lien avec le développement de l'activité des métiers spécialisés qui s'accompagne ce trimestre de frais de lancement de plusieurs nouveaux services digitaux. Ils baissent en revanche de 0,1% en moyenne pour BDDF, BNL bc et BDDB.

Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup> diminue ainsi de 2,7%, à 1 319 millions d'euros, par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque est en baisse de 5,3% par rapport au troisième trimestre 2016, notamment du fait de la poursuite de la baisse chez BNL bc.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), le pôle enregistre une baisse de son résultat avant impôt<sup>3</sup> de 2,3% par rapport au troisième trimestre 2016, à 970 millions d'euros.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire<sup>2</sup>, à 11 821 millions d'euros, est en légère baisse (-0,2%) par rapport aux neuf premiers mois de 2016, l'effet de la hausse de l'activité étant compensé par l'impact des taux bas. Le pôle enregistre une hausse des commissions dans tous ses réseaux. Les frais de gestion<sup>2</sup> (7 967 millions d'euros) sont en hausse de 1,7% par rapport à la même période de l'année dernière. Hors impact d'un élément non récurrent à la même période de l'année dernière, ils n'augmentent que de 1,3% en lien avec le développement des métiers spécialisés (+0,4% seulement en moyenne pour BDDF, BNL bc et BDDB). Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup> diminue ainsi de 4,0%, à 3 854 millions d'euros, par rapport à la même période de l'année dernière. Le coût du risque est en baisse sensible (-11,7%

<sup>1</sup> Transaction bouclée le 12 juillet 2017

<sup>2</sup> Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg

<sup>3</sup> Hors effets PEL/CEL de +7 millions d'euros contre -7 millions d'euros au troisième trimestre 2016

par rapport aux neuf premiers mois de 2016), notamment du fait de la baisse significative chez BNL bc. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), le pôle enregistre une baisse de son résultat avant impôt<sup>1</sup> limitée à 1,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 2 729 millions d'euros.

### **Banque De Détail en France (BDDF)**

BDDF montre une très bonne dynamique commerciale. Les encours de crédit augmentent de 8,7% par rapport au niveau faible du troisième trimestre 2016, avec une croissance soutenue des crédits aux particuliers et aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de 11,8% par rapport au troisième trimestre 2016, tirés par la forte croissance des dépôts à vue. L'assurance-vie enregistre une bonne croissance (hausse des encours de 3,5% par rapport au 30 septembre 2016) de même que les actifs sous gestion de la banque privée (+7,6% par rapport au 30 septembre 2016).

Le métier poursuit la transformation digitale et le développement des nouveaux parcours clients en lançant ce trimestre *Welcome*, nouvelle application d'entrée en relation pour les entreprises et *Finsy*, solution 100% digitale de financement de créances à destination des PME et ETI.

Le produit net bancaire<sup>2</sup> s'élève à 1 585 millions d'euros, en baisse de 1,0% par rapport au troisième trimestre 2016. Les revenus d'intérêt<sup>2</sup> sont en recul de 2,8%, l'effet de l'environnement de taux bas persistant étant partiellement compensé par la progression de l'activité. Les commissions<sup>2</sup> augmentent pour leur part de 1,4% avec notamment une hausse des commissions financières.

Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 1 183 millions d'euros, augmentent de 0,5% par rapport au troisième trimestre 2016, traduisant la bonne maîtrise des coûts.

Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup> s'élève ainsi à 402 millions d'euros, en baisse de 5,0% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque<sup>2</sup> est toujours bas, à 65 millions d'euros (72 millions d'euros au troisième trimestre 2016). Il s'élève à 17 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en France au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDF dégage un résultat avant impôt<sup>3</sup> de 302 millions d'euros en baisse de 4,9% par rapport au troisième trimestre 2016.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire<sup>2</sup> s'élève à 4 811 millions d'euros, en baisse de 0,9% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Les revenus d'intérêt<sup>2</sup> sont en recul de 3,0% compte tenu de l'impact des taux bas persistants partiellement compensé par la progression de l'activité. Les commissions<sup>2</sup> augmentent pour leur part de 2,0% avec notamment une hausse des commissions financières en lien avec la bonne performance de la banque privée. Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 3 482 millions d'euros, augmentent de 0,7% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup> s'élève ainsi à 1 329 millions d'euros, en baisse de 4,8% par rapport à la même période de l'année dernière. Le coût du risque<sup>2</sup> est toujours bas, à 224 millions d'euros (218 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016). Il s'élève à 20 points de base des encours de crédit à la clientèle. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en France au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDF dégage un résultat avant impôt<sup>1</sup> de 992 millions d'euros en baisse de 7,7% par rapport aux neuf premiers mois de 2016.

<sup>1</sup> Hors effets PEL/CEL de +6 million d'euros contre -10 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016

<sup>2</sup> Avec 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL)

<sup>3</sup> Hors effets PEL/CEL de +7 millions d'euros contre -7 millions d'euros au troisième trimestre 2016



**BNL banca commerciale (BNL bc)**

Les encours de crédit de BNL bc sont en baisse de 0,2% par rapport au troisième trimestre 2016. Hors impact de la cession d'un portefeuille de crédits douteux au premier trimestre 2017<sup>1</sup>, ils augmentent de 1%, en progression sur la clientèle des particuliers. Les dépôts augmentent de 8,9% avec une forte hausse des dépôts à vue. BNL bc réalise une bonne performance en épargne hors-bilan : les encours d'assurance-vie progressent de 5,4% et ceux des OPCVM de 11,5% par rapport au 30 septembre 2016.

BNL bc poursuit par ailleurs le développement des nouveaux parcours clients et la transformation digitale en lançant ce trimestre *MyAccounts@OneBank*, nouvelle application pour l'ouverture de comptes à destination des filiales de groupes. Le métier développe en outre des *chatbots*, outils digitaux permettant une réponse automatisée à certaines requêtes standards des clients.

Le produit net bancaire<sup>2</sup> est en recul de 2,8% par rapport au troisième trimestre 2016, à 719 millions d'euros. Les revenus d'intérêt<sup>2</sup> sont en baisse de 5,2% du fait de l'environnement de taux bas persistant. Les commissions<sup>2</sup> sont en hausse de 1,5% en lien avec le bon développement de l'épargne hors-bilan et de la banque privée.

Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 445 millions d'euros, baissent de 0,6%, grâce à l'effet des mesures d'économies de coûts.

Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup> s'établit ainsi à 274 millions d'euros, en recul de 6,3% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque<sup>2</sup>, à 105 points de base des encours de crédit à la clientèle, poursuit sa baisse (-12 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2016) avec une amélioration progressive de la qualité du portefeuille de crédit.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Italie au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BNL bc dégage un résultat avant impôt de 63 millions d'euros (-10,2% par rapport au troisième trimestre 2016).

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire<sup>2</sup> est en recul de 2,3% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 2 175 millions d'euros. Les revenus d'intérêt<sup>2</sup> sont en baisse de 5,8% du fait de l'environnement de taux bas persistant. Les commissions<sup>2</sup> sont en hausse de 4,2% en lien avec le bon développement de l'épargne hors-bilan et de la banque privée. Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 1 344 millions d'euros, augmentent de seulement 0,1%. Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup> s'établit ainsi à 831 millions d'euros, en recul de 6,1% par rapport à la même période de l'année dernière. Le coût du risque<sup>2</sup>, à 111 points de base des encours de crédit à la clientèle, baisse de 78 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2016 avec une amélioration progressive de la qualité du portefeuille de crédit. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Italie au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BNL bc dégage un résultat avant impôt de 146 millions d'euros, en forte hausse par rapport aux neuf premiers mois de 2016 (+15,3%).

<sup>1</sup> Cession d'un portefeuille de crédits douteux aux entreprises et de prêts immobiliers de 1 milliard d'euros

<sup>2</sup> Avec 100% de la Banque Privée en Italie

## **Banque de Détail en Belgique**

BDDB déploie une activité commerciale soutenue. Les crédits sont en hausse de 5,8% par rapport au troisième trimestre 2016 avec une bonne progression des crédits aux entreprises et une hausse des crédits immobiliers. Les dépôts augmentent de 2,2% grâce notamment à la croissance des dépôts à vue. Les encours d'OPCVM montrent aussi une bonne croissance (+6,2% par rapport au 30 septembre 2016).

Le métier poursuit par ailleurs la transformation digitale et le développement des nouveaux parcours clients en lançant ce trimestre *Itsme*<sup>1</sup>, application permettant au client d'avoir une identité numérique unique pour l'accès sécurisé à un très grand nombre de services mobiles.

Le produit net bancaire<sup>2</sup> de BDDB est en hausse de 0,9% par rapport au troisième trimestre 2016, à 921 millions d'euros : les revenus d'intérêt<sup>2</sup> augmentent de 1,1%, la croissance des volumes étant partiellement compensée par l'impact de l'environnement de taux bas persistant. Les commissions<sup>2</sup> sont en hausse de 0,2% en lien avec la progression des commissions financières.

Les frais de gestion<sup>2</sup> baissent de 0,7% par rapport au troisième trimestre 2016, à 570 millions d'euros, grâce à l'effet des mesures de réduction des coûts.

Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup>, à 351 millions d'euros, est en hausse de 3,6% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque<sup>2</sup> s'établit à 9 points de base des encours de crédit à la clientèle (23 millions d'euros). Il s'élevait à 19 millions d'euros au troisième trimestre 2016.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Belgique au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDB dégage ainsi un résultat avant impôt de 329 millions d'euros, en augmentation de 7,7% par rapport au troisième trimestre 2016.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire<sup>2</sup> est en hausse de 1,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 2 783 millions d'euros : les revenus d'intérêt<sup>2</sup> baissent de 0,6%, l'impact de l'environnement de taux bas persistant n'étant que partiellement compensé par la croissance des volumes. Les commissions<sup>2</sup> sont en hausse de 6,2% par rapport à un niveau faible à la même période de l'année précédente. Les frais de gestion<sup>2</sup> augmentent de 1,7% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 1 953 millions d'euros. Hors impact d'un élément non récurrent sur la même période de l'année dernière, ils n'augmentent que de 0,1%, traduisant une bonne maîtrise. Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup>, à 830 millions d'euros, est en baisse de 0,3% par rapport à la même période de l'année dernière. Le coût du risque<sup>2</sup> baisse fortement, à 50 millions d'euros (89 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016), compte tenu notamment de reprises de provisions sur la période. Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Belgique au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDB dégage ainsi un résultat avant impôt de 751 millions d'euros, en augmentation de 8,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2016.

<sup>1</sup> Développée dans le cadre du consortium Belgian Mobile ID réunissant plusieurs opérateurs télécoms et acteurs bancaires

<sup>2</sup> Avec 100% de la Banque Privée en Belgique

**Autres métiers de Domestic Markets (Arval, Leasing Solutions, Personal Investors, Compte Nickel et Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg)**

Les métiers spécialisés de Domestic Markets se développent activement : la croissance d'Arval est soutenue et le parc financé connaît une bonne progression (+7,9%<sup>1</sup> par rapport au troisième trimestre 2016), les encours de financement de Leasing Solutions montrent une croissance solide (+5,7%<sup>2</sup> par rapport au troisième trimestre 2016), le recrutement de nouveaux clients chez Personal Investors est à un bon niveau, le métier réalisant une forte collecte (+3,4 Md€ au 30 septembre 2017) et enfin Compte-Nickel, dont l'acquisition a été bouclée le 12 juillet 2017, enregistre plus de 80 000 ouvertures de comptes, en hausse de 25% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Les encours de crédit de la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg augmentent de 10,5% par rapport au troisième trimestre 2016, avec une bonne progression des crédits aux entreprises et des crédits immobiliers, et les dépôts sont en hausse de 13,5% avec une bonne collecte notamment auprès des entreprises.

Le produit net bancaire<sup>3</sup> des cinq métiers est au total en hausse de 3,6% par rapport au troisième trimestre 2016, à 692 millions d'euros.

Les frais de gestion<sup>3</sup> augmentent cependant de 9,1% par rapport au troisième trimestre 2016, à 400 millions d'euros, en lien avec le développement des métiers et les frais de lancement de nouveaux services digitaux, notamment chez Leasing Solutions.

Le coût du risque<sup>3</sup> est en baisse de 4 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2016, à 19 millions d'euros.

Ainsi, le résultat avant impôt de ces cinq métiers, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée domestique au Luxembourg au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), s'établit à 277 millions d'euros, en baisse de 8,1% par rapport au troisième trimestre 2016.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire<sup>3</sup> est au total en hausse de 1,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 2 052 millions d'euros. Hors élément non récurrent, il est en hausse de 2,3%. Les frais de gestion<sup>3</sup> augmentent de 6,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 1 188 millions d'euros, en lien avec le développement des métiers et les frais de lancement de nouveaux services digitaux chez Arval et Leasing Solutions. Le coût du risque<sup>3</sup> est en baisse de 20 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 59 millions d'euros. Ainsi, le résultat avant impôt de ces cinq métiers, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée domestique au Luxembourg au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), s'établit à 841 millions d'euros, en baisse de 2,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2016.

\*  
\* \*

<sup>1</sup> A périmètre constant

<sup>2</sup> A périmètre et change constants

<sup>3</sup> Avec 100% de la Banque Privée au Luxembourg

## **INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES**

Les métiers d'International Financial Services connaissent tous une bonne activité commerciale : Personal Finance montre toujours une forte dynamique, Europe Méditerranée et BancWest enregistrent une bonne croissance de leur activité et les actifs sous gestion des métiers Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée sont en hausse de +3,7% par rapport au 30 septembre 2016 en lien avec une bonne collecte.

Le pôle poursuit par ailleurs la transformation digitale et le développement des nouveaux parcours clients avec le lancement de nouvelles applications dans ses différents métiers, le développement de ses banques en ligne en Turquie (*Cepteteb*) et en Pologne (*BGZ Optima*) et l'acquisition dans l'Asset Management de Gambit, fournisseur de solutions digitales de conseil en investissements (*robo-advisory*).

Le produit net bancaire, à 3 928 millions d'euros, est en baisse de 0,5% par rapport au troisième trimestre 2016 compte tenu d'effets de change défavorables ce trimestre. Il est en hausse de 3,4% à périmètre et change constants.

Les frais de gestion (2 330 millions d'euros) sont en hausse de 0,5% par rapport au même trimestre de l'année dernière (+4,3% à périmètre et change constants), en lien avec le développement des métiers.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 1 598 millions d'euros, en baisse de 1,8% par rapport au même trimestre de l'année dernière mais en hausse de 2,1% à périmètre et change constants.

Le coût du risque est à un niveau bas, à 352 millions d'euros, en baisse de 24 millions par rapport au troisième trimestre 2016.

Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 358 millions d'euros (négligeables au troisième trimestre 2016). Ils intègrent ce trimestre l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 326 millions d'euros réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de SBI Life, acteur majeur de l'assurance-vie en Inde<sup>1</sup>.

Le résultat avant impôt d'International Financial Services s'établit ainsi en forte hausse, à 1 744 millions d'euros : +27,0% par rapport au troisième trimestre 2016 (+4,0% à périmètre et change constants).

Pour les neuf premiers mois de 2017, International Financial Services réalise une bonne performance. Le produit net bancaire, à 11 773 millions d'euros, est en hausse de 2,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Il est en hausse de 4,5% à périmètre et change constants avec une progression dans tous les métiers. Les frais de gestion (7 203 millions d'euros) sont en hausse de 2,0% par rapport à la même période de l'année dernière (+3,8% à périmètre et change constants), permettant de dégager un effet de ciseau largement positif. Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 4 570 millions d'euros, en hausse de 4,1% par rapport à la même période de l'année dernière (+5,8% à périmètre et change constants). Le coût du risque est à un niveau bas, à 998 millions d'euros, en baisse de 73 millions par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 379 millions d'euros (7 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016). Ils intègrent l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 326 millions d'euros réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de SBI Life<sup>1</sup>. Le résultat avant impôt d'International Financial Services s'établit ainsi en forte hausse de 18,5% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 4 371 millions d'euros (+10,4% à périmètre et change constants).

<sup>1</sup> Cession de 4% des titres (cours d'introduction de 700 roupies par action) ; participation dans SBI Life de 22% à l'issue de l'introduction

## **Personal Finance**

Personal Finance poursuit sa très bonne dynamique. Les encours de crédit progressent de 8,8% par rapport au troisième trimestre 2016, tirés par la hausse de la demande dans un contexte porteur en Europe et l'effet des nouveaux partenariats. Le métier poursuit le développement de ces derniers avec la signature d'un accord commercial avec Masmovil en Espagne et l'élargissement du partenariat avec Mediaworld en Italie.

Il poursuit aussi le développement du digital avec déjà plus de 70% des dossiers signés électroniquement en Espagne et le lancement de la signature électronique *Quick Sign* en Belgique.

Le produit net bancaire de Personal Finance est en hausse de 3,9% par rapport au troisième trimestre 2016, à 1 222 millions d'euros, en lien avec la hausse des volumes et le positionnement sur les produits offrant un meilleur profil de risque. Il est tiré notamment par une bonne dynamique en Italie et en Espagne.

Les frais de gestion sont en hausse de 5,7% par rapport au troisième trimestre 2016, à 575 millions d'euros, en lien avec le bon développement de l'activité.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 647 millions d'euros, en hausse de 2,4% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque s'élève à 273 millions d'euros (240 millions d'euros au troisième trimestre 2016), en hausse de 33 millions d'euros du fait de la hausse des encours de crédit à la clientèle. A 154 points de base des encours, il est à un niveau peu élevé pour une activité de crédit à la consommation du fait de l'environnement de taux bas et du positionnement croissant sur des produits offrant un meilleur profil de risque.

Le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 420 millions d'euros, en hausse de 2,2% par rapport au troisième trimestre 2016.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire est en hausse de 4,3% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 3 643 millions d'euros, en lien avec la hausse des volumes et le positionnement croissant sur les produits offrant un meilleur profil de risque. Les frais de gestion sont en hausse de 5,2% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 1 788 millions d'euros. Hors impact d'éléments non récurrents<sup>1</sup>, ils sont en hausse de 4,3% en lien avec le bon développement de l'activité. Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 1 855 millions d'euros, en hausse de 3,4% par rapport à la même période de l'année dernière. Le coût du risque s'élève à 738 millions d'euros (710 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016). A 144 points de base des encours de crédit à la clientèle, il est à un niveau peu élevé du fait de l'environnement de taux bas et du positionnement croissant sur des produits offrant un meilleur profil de risque. Après prise en compte du résultat des sociétés mises en équivalence, en augmentation sensible<sup>2</sup>, le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 1 218 millions d'euros, en hausse de 10,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2016.

<sup>1</sup> Comptabilisation notamment sur la période de la hausse de la contribution au Fonds de Résolution Unique enregistrée au deuxième trimestre 2016 en Autres Activités

<sup>2</sup> Rappel : dépréciation notamment des titres d'une filiale au deuxième trimestre 2016

## **Europe Méditerranée**

Europe Méditerranée poursuit sa croissance. Les encours de crédit augmentent de 5,3%<sup>1</sup> par rapport au troisième trimestre 2016 avec une hausse dans toutes les régions et les dépôts progressent de 5,0%<sup>1</sup>. L'offre digitale connaît un bon développement avec déjà plus de 440 000 clients pour CEPTETEB en Turquie et plus de 205 000 clients pour BGZ OPTIMA en Pologne. Le métier poursuit par ailleurs ses innovations avec notamment le lancement en Pologne du paiement sans contact par téléphone.

Le produit net bancaire<sup>2</sup>, à 573 millions d'euros, est en baisse de 3,7%<sup>1</sup> par rapport au troisième trimestre 2016. Il enregistre l'impact en Turquie de la hausse des taux des dépôts non encore compensé par la retarification progressive des crédits. Le produit net bancaire progresse dans les autres régions en lien avec la hausse des volumes.

Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 403 millions d'euros, augmentent de 4,8%<sup>1</sup> par rapport au même trimestre de l'année dernière, du fait du bon développement de l'activité.

Le coût du risque<sup>2</sup> s'élève à 60 millions d'euros (127 millions d'euros au troisième trimestre 2016), soit 62 points de base des encours de crédit à la clientèle. Il bénéficie de l'amélioration du risque et de l'impact positif d'une reprise de provisions.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Turquie au métier Wealth Management, Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt de 158 millions d'euros en hausse de 7,3%<sup>3</sup> par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire<sup>2</sup>, à 1 755 millions d'euros, est en hausse de 2,1%<sup>1</sup> par rapport aux neuf premiers mois de 2016, en lien avec la hausse des volumes. Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 1 247 millions d'euros, augmentent de 4,7%<sup>1</sup> par rapport à la même période de l'année dernière, du fait du bon développement de l'activité. Le coût du risque<sup>2</sup> s'élève à 197 millions d'euros (310 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016), soit 68 points de base des encours de crédit à la clientèle. Il bénéficie de reprises de provisions pour 78 millions d'euros. Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Turquie au métier Wealth Management, Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt de 459 millions d'euros en forte hausse (+15,1%<sup>4</sup>) par rapport à la même période de l'année précédente.

## **BancWest**

BancWest poursuit sa bonne dynamique commerciale. Les crédits sont en hausse de 6,2%<sup>1</sup> par rapport au troisième trimestre 2016 avec une croissance soutenue des crédits aux particuliers et aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de 9,1%<sup>1</sup> avec une forte progression des dépôts à vue et des comptes d'épargne. Les actifs sous gestion de la banque privée (13,0 milliards de dollars au 30 septembre 2017) sont en hausse de 13,0%<sup>1</sup> par rapport au 30 septembre 2016.

BancWest poursuit par ailleurs le développement de la banque digitale (déjà plus de 410 000 utilisateurs de ses services en ligne) et étend les coopérations avec l'ensemble du Groupe (« One Bank for Corporates », Leasing Solutions, Personal Finance...).

<sup>1</sup> A périmètre et change constants

<sup>2</sup> Avec 100% de la Banque Privée en Turquie

<sup>3</sup> A périmètre et change constants (-4,2% à périmètre et change historiques compte tenu d'un effet change défavorable)

<sup>4</sup> A périmètre et change constants (+3,0% à périmètre et change historiques compte tenu d'un effet change défavorable)

Le produit net bancaire<sup>1</sup>, à 734 millions d'euros, est en hausse de 6,1%<sup>2</sup> par rapport au troisième trimestre 2016 en lien avec la croissance des volumes.

Les frais de gestion<sup>1</sup>, à 482 millions d'euros, augmentent de 1,2%<sup>2</sup> par rapport au troisième trimestre 2016, traduisant la bonne maîtrise des coûts et générant un effet de ciseau largement positif.

Le coût du risque<sup>1</sup> (32 millions d'euros) est toujours faible, à 20 points de base des encours de crédit à la clientèle (14 millions d'euros au troisième trimestre 2016).

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée aux États-Unis au métier Wealth Management, BancWest dégage un résultat avant impôt de 217 millions d'euros (+9,5%<sup>3</sup> par rapport au troisième trimestre 2016), traduisant sa très bonne performance opérationnelle.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire<sup>1</sup>, à 2 256 millions d'euros, est en hausse de 2,6%<sup>2</sup> par rapport aux neuf premiers mois de 2016 qui avaient enregistré d'importantes plus-values de cession de titres et de crédits. Hors cet effet, il est en hausse de 6,0%<sup>2</sup>, du fait de la croissance des volumes et de la hausse des taux. Les frais de gestion<sup>1</sup>, à 1 552 millions d'euros, augmentent de 1,9%<sup>2</sup> par rapport aux neuf premiers mois de 2016, traduisant la maîtrise des coûts. Le coût du risque<sup>1</sup> (92 millions d'euros) est toujours faible, à 19 points de base des encours de crédit à la clientèle (62 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016). Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée aux États-Unis au métier Wealth Management, BancWest dégage un résultat avant impôt de 601 millions d'euros (-2,3%<sup>4</sup> par rapport aux neuf premiers mois de 2016 mais +10,3%<sup>5</sup> hors les plus-values de cession de titres et de crédits des neuf premiers mois de 2016).

### **Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée**

Les actifs sous gestion<sup>6</sup> de l'Assurance et de la Gestion Institutionnelle et Privée atteignent 1 041 milliards d'euros au 30 septembre 2017 (+3,7% par rapport au 30 septembre 2016). Ils augmentent de 31 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2016 en raison notamment d'une bonne collecte nette de 20,7 milliards d'euros (bonne collecte de Wealth Management en particulier en France et en Asie ; collecte nette positive en Gestion d'Actifs notamment sur les fonds diversifiés et obligataires ; bonne collecte de l'Assurance concentrée sur les unités de compte) ainsi que d'un fort effet de performance (33,6 milliards d'euros) partiellement compensé par un effet de change défavorable (-22,1 milliards d'euros).

Au 30 septembre 2017, les actifs sous gestion<sup>6</sup> se répartissent entre : 425 milliards d'euros pour la Gestion d'actifs, 358 milliards d'euros pour Wealth Management, 235 milliards d'euros pour l'Assurance et 24 milliards d'euros pour Real Estate.

L'Assurance poursuit le bon développement de son activité commerciale. Le métier réalise en outre ce trimestre l'introduction en bourse dans d'excellentes conditions de SBI Life<sup>7</sup>, acteur majeur dans l'assurance en Inde, valorisant ainsi la participation restante de 22% (qui reste consolidée par mise en équivalence) à 2 milliards d'euros<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> Avec 100% de la Banque Privée aux États-Unis

<sup>2</sup> A périmètre et change constants

<sup>3</sup> A périmètre et change constants (+3,4% à périmètre et change historiques compte tenu d'un effet change défavorable)

<sup>4</sup> A périmètre et change constants (-1,8% à périmètre et change historiques)

<sup>5</sup> A périmètre et change constants (+11,9% à périmètre et change historiques)

<sup>6</sup> Y compris les actifs distribués

<sup>7</sup> Cession de 4% des titres sur la base d'un cours d'introduction de 700 roupies par action

<sup>8</sup> Sur la base du cours d'introduction

Les revenus de l'Assurance, à 662 millions d'euros, baissent de 2,5% par rapport à une base élevée au troisième trimestre 2016 (qui intégrait un niveau important de plus-values réalisées), la protection et l'épargne en France ainsi qu'en Asie enregistrant une bonne performance. Les frais de gestion, à 311 millions d'euros, augmentent de 4,0%, en lien avec le bon développement du métier. Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 325 millions d'euros (rien au troisième trimestre 2016) du fait de l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 4% de SBI Life. Le résultat avant impôt est ainsi en hausse de 73,4% par rapport au même trimestre de l'année dernière, à 740 millions d'euros.

L'activité commerciale de la Gestion Institutionnelle et Privée connaît une bonne progression. Le métier poursuit par ailleurs la transformation digitale et le développement de nouvelles expériences clients avec l'acquisition de Gambit, fournisseur de solutions digitales expertes de conseil en investissement (robo-advisory) à destination des banques de détail et des banques privées en Europe.

Les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée (753 millions d'euros) progressent de 4,9% par rapport au troisième trimestre 2016 malgré un effet de change défavorable. Ils augmentent de 8,3% à périmètre et change constants, en hausse dans tous les métiers. Les frais de gestion, à 569 millions d'euros, baissent de 0,4% (hausse de 3,8% à périmètre et change constants), ce qui permet de dégager un effet de ciseau largement positif. Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée, après prise en compte d'un tiers des résultats de la banque privée dans les marchés domestiques, en Turquie et aux Etats-Unis, est ainsi, à 208 millions d'euros, en hausse de 29,7% par rapport au troisième trimestre 2016 (+26,5% à périmètre et change constants), reflétant la très bonne performance d'ensemble des métiers de la Gestion Institutionnelle et Privée.

Pour les neuf premiers mois de 2017, les revenus de l'Assurance, à 1 878 millions d'euros, sont en hausse de 7,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Le métier enregistre l'effet de l'évolution favorable des marchés ainsi qu'une bonne performance de l'activité, notamment de la Protection et de l'Epargne. Les frais de gestion, à 934 millions d'euros, augmentent de 5,4%, en lien avec le bon développement du métier. Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 326 millions d'euros (négligeables pour les neuf premiers mois de 2016) du fait de l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 4% de SBI Life. Le résultat avant impôt est ainsi en forte hausse de 42,3% par rapport à la même période de l'année dernière, à 1 442 millions d'euros.

Les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée (2 286 millions d'euros) progressent de 4,7% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Ils sont en hausse de 6,7% à périmètre et change constants avec une hausse dans tous les métiers. Les frais de gestion sont bien maîtrisés et baissent de 0,2%, à 1 712 millions d'euros (+2,3% à périmètre et change constants). Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée, après prise en compte d'un tiers des résultats de la banque privée dans les marchés domestiques, en Turquie et aux Etats-Unis, est ainsi en forte hausse (+27,9%) par rapport aux neuf premiers mois de 2016, à 651 millions d'euros (+27,1% à périmètre et change constants).

\*  
\* \* \*



## **CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING (CIB)**

CIB poursuit ses bonnes performances commerciales mais évolue ce trimestre dans un contexte de marché peu porteur.

Les revenus du pôle, à 2 658 millions d'euros, sont ainsi en baisse de 8,5% par rapport à une base élevée au troisième trimestre 2016, pénalisés en outre par un effet de change défavorable (la baisse des revenus n'est que de 5,9% à périmètre et change constants).

Les revenus de Global Markets, à 1 234 millions d'euros, sont en baisse sensible de 17,2% (-14,6% à périmètre et change constants) par rapport au troisième trimestre 2016 du fait d'un contexte défavorable pour FICC<sup>1</sup>. La VaR, qui mesure le niveau des risques de marché, est toujours très faible (22 millions d'euros).

Les revenus de FICC<sup>1</sup>, à 801 millions d'euros, sont en baisse de 23,6%<sup>2</sup> par rapport au troisième trimestre 2016 avec un niveau d'activité de la clientèle faible dans tous les segments, contrastant avec le contexte favorable du troisième trimestre 2016. Le métier confirme cependant sa position de leader sur les émissions obligataires où il se classe n°1 pour l'ensemble des émissions en euros et n°9 pour l'ensemble des émissions internationales. Les revenus d'Equity and Prime Services, à 433 millions d'euros, augmentent en revanche de 9,4%<sup>2</sup> avec une bonne performance de Prime Services et des activités de dérivés d'actions.

Les revenus de Securities Services, à 476 millions d'euros, augmentent de 4,2% par rapport au troisième trimestre 2016 (+5,4% à périmètre et change constants), en lien avec la bonne dynamique de l'activité et l'effet positif des nouveaux mandats. Les actifs en conservation sont ainsi en hausse de 9,1% et le nombre de transactions de 7,8% par rapport au troisième trimestre 2016. Le métier continue par ailleurs à gagner de nouveaux mandats significatifs.

Les revenus de Corporate Banking, à 948 millions d'euros, sont en baisse de 1,1% par rapport au troisième trimestre 2016 du fait d'un effet de change défavorable. Ils augmentent de 2,1% à périmètre et change constants, tirés par la croissance de la zone Asie-Pacifique et par la progression de la zone EMEA<sup>3</sup>. Le métier montre une croissance solide des activités de transaction : il se classe ainsi n°1 pour la troisième année consécutive en Trade Finance en Europe et n°3 pour la première fois en Asie<sup>4</sup>. Les crédits, à 128,7 milliards d'euros, sont en hausse de 0,9%<sup>2</sup> par rapport au troisième trimestre 2016. Les dépôts poursuivent leur progression, à 128,3 milliards d'euros (+8,3%<sup>2</sup> par rapport au troisième trimestre 2016), en lien avec le bon développement du cash management. Le métier connaît un très bon développement de son offre digitale avec le succès de la plateforme *Centric* qui compte déjà plus de 7700 clients entreprises (+23,2% par rapport au 31 décembre 2016).

Les frais de gestion de CIB, à 1 897 millions d'euros, baissent de 6,2% (-3,3% à périmètre et change constants) par rapport au troisième trimestre 2016 grâce à l'effet des mesures d'économies de coûts mises en place dans le cadre du plan de transformation de CIB lancé dès le début 2016. Le pôle poursuit activement la mise en oeuvre du plan et a identifié 200 processus automatisables d'ici fin 2018.

Le résultat brut d'exploitation de CIB est ainsi en baisse de 13,8%, à 761 millions d'euros.

CIB enregistre une reprise nette de provisions de 10 millions d'euros (contre une dotation nette de 74 millions d'euros au troisième trimestre 2016) : Corporate Banking enregistre une reprise nette de provisions de 4 millions d'euros (dotation nette de 79 millions d'euros au troisième trimestre 2016) et Global Markets de 6 millions d'euros (reprise nette de 5 millions d'euros au troisième trimestre 2016).

<sup>1</sup> Fixed Income, Currencies, and Commodities

<sup>2</sup> A périmètre et change constants

<sup>3</sup> Europe, Moyen-Orient, Afrique

<sup>4</sup> Etude Greenwich (Global Large Corporate Trade Finance - octobre 2017)

CIB dégage ainsi un résultat avant impôt de 778 millions d'euros, en baisse de seulement 4,2% par rapport au même trimestre de l'année dernière, reflétant la résilience du résultat grâce à la baisse des coûts dans un contexte de marché peu porteur ce trimestre.

Pour les neuf premiers mois de 2017, les revenus de CIB, à 9 078 millions d'euros, sont en hausse de 5,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2016 avec une bonne progression dans tous les métiers. Les revenus de Global Markets, à 4 511 millions d'euros, sont en hausse de 3,3% par rapport aux neuf premiers mois de 2016 : les revenus d'Equity and Prime Services, à 1 653 millions d'euros, sont en forte croissance de 22,9% tirés par le rebond de l'activité de la clientèle sur les dérivés d'actions et le bon développement de Prime Services tandis que les revenus de FICC<sup>1</sup>, à 2 858 millions d'euros, sont en baisse de 5,4% en raison d'un contexte de marché peu porteur aux deuxième et troisième trimestres cette année. Les revenus de Securities Services, à 1 452 millions d'euros, augmentent de 6,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, en lien avec la hausse des volumes et l'effet des nouveaux mandats. Les revenus de Corporate Banking, à 3 115 millions d'euros, sont en augmentation de 6,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2016, avec une progression dans toutes les zones géographiques<sup>2</sup>.

Les frais de gestion de CIB, à 6 390 millions d'euros, baissent de 0,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2016. Ils bénéficient des mesures d'économies de coûts mises en œuvre depuis le lancement du plan de transformation de CIB dès le début 2016. CIB dégage ainsi un effet de ciseau largement positif, traduisant la forte amélioration de son efficacité opérationnelle. Le résultat brut d'exploitation de CIB est ainsi en très forte hausse de 19,3%, à 2 688 millions d'euros. CIB enregistre une reprise nette de provisions de 182 millions d'euros (dotation nette de 148 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016) : Corporate Banking enregistre ainsi une reprise nette de provisions de 139 millions d'euros (dotation nette de 177 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016) et Global Markets de 42 millions d'euros (reprise nette de 28 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016). CIB réalise ainsi une excellente performance et dégage un résultat avant impôt de 2 904 millions d'euros, en fort rebond (+36,9%) par rapport à la même période de l'année dernière.

\*  
\* \*

## **AUTRES ACTIVITÉS**

Le produit net bancaire des « Autres Activités » s'élève à 22 millions d'euros contre -45 millions d'euros au troisième trimestre 2016. Il intègre l'impact exceptionnel de la réévaluation de dette propre (« OCA ») et du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (« DVA ») pour +21 millions d'euros (-202 millions d'euros au troisième trimestre 2016). Pour rappel, il enregistrait au troisième trimestre 2016 une très bonne contribution de Principal Investments.

Les frais de gestion s'élèvent à 382 millions d'euros contre 381 millions d'euros au troisième trimestre 2016. Ils incluent l'impact exceptionnel des coûts de restructuration des acquisitions<sup>3</sup> pour 17 millions d'euros (37 millions d'euros au troisième trimestre 2016) et des coûts de transformation des métiers pour 205 millions d'euros (216 millions au troisième trimestre 2016).

Le coût du risque s'élève à 16 millions d'euros (reprise nette de 13 millions d'euros au troisième trimestre 2016).

<sup>1</sup> Fixed Income, Currencies, and Commodities

<sup>2</sup> A périmètre et change constants

<sup>3</sup> Notamment LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD

Les éléments hors exploitation s'élèvent à -149 millions d'euros (+22 millions d'euros au troisième trimestre 2016). Ils intègrent l'impact exceptionnel de la dépréciation de la totalité de la survaleur de TEB pour 172 millions d'euros.

Le résultat avant impôt des « Autres Activités » s'établit ainsi à -525 millions d'euros contre -391 millions d'euros au troisième trimestre 2016.

Pour les neuf premiers mois de 2017, le produit net bancaire des « Autres Activités » s'élève à 382 millions d'euros contre 1 223 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016. Il intègre notamment l'impact exceptionnel de la réévaluation de dette propre (« OCA ») et du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (« DVA ») pour -186 millions d'euros (contre -41 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2016) ainsi que des plus-values de cessions de titres Shinhan et Euronext pour un montant total de +233 millions d'euros (contre une plus-value de cession des titres Visa Europe pour +597 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016). Il inclut par ailleurs, comme sur la même période de l'année dernière, une très bonne contribution de Principal Investments. Les frais de gestion s'élèvent à 990 millions d'euros contre 859 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016. Ils incluent l'impact exceptionnel des coûts de restructuration des acquisitions<sup>1</sup> pour 53 millions d'euros (111 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016) et des coûts de transformation des métiers pour 448 millions d'euros (297 millions pour les neuf premiers mois de 2016). Le coût du risque s'élève à 122 millions d'euros (reprise nette de 17 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016). Les éléments hors exploitation s'élèvent à -92 millions d'euros (négligeables pour les neuf premiers mois de 2016). Ils intègrent l'impact exceptionnel de la dépréciation de la totalité de la survaleur de TEB pour 172 millions d'euros et intégraient à la même période de l'année dernière une dépréciation de survaleur sur les titres d'une filiale pour 54 millions d'euros. Le résultat avant impôt des « Autres Activités » s'établit ainsi à -822 millions d'euros contre +384 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2016.

\*  
\* \*

## **STRUCTURE FINANCIÈRE**

Le Groupe a un bilan très solide.

Le ratio « common equity Tier 1 de Bâle 3 plein<sup>2</sup> » s'élève à 11,8% au 30 septembre 2017, en hausse de 10 pb par rapport au 30 juin 2017, du fait principalement du résultat net du trimestre après prise en compte d'un taux de distribution de dividende de 50% (+15 pb) et de la hausse des actifs pondérés hors effet de change (-5 pb). L'effet de change et les autres effets sont au global négligeables sur le ratio.

Le ratio de levier de Bâle 3 plein<sup>3</sup>, calculé sur l'ensemble des fonds propres « Tier 1 », s'élève à 4,1% au 30 septembre 2017.

Le ratio de liquidité (« Liquidity Coverage Ratio ») s'établit à 111% au 30 septembre 2017.

Les réserves de liquidité disponibles instantanément s'élèvent à 324 milliards d'euros et représentent une marge de manœuvre de plus d'un an par rapport aux ressources de marchés.

<sup>1</sup> Notamment LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD

<sup>2</sup> Tenant compte de l'ensemble des règles de la CRD4 sans disposition transitoire. Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du règlement (UE) n°575/2013

<sup>3</sup> Tenant compte de l'ensemble des règles de la CRD4 à 2019 sans disposition transitoire, calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014

L'évolution de ces ratios illustre la capacité du Groupe à gérer son bilan de façon disciplinée dans le cadre des contraintes réglementaires.

\*  
\* \*

# BNP PARIBAS

## RÉSULTATS AU

### 30 SEPTEMBRE 2017



31 OCTOBRE 2017



**BNP PARIBAS**

La banque d'un monde qui change

## Avertissement

Les chiffres figurant dans cette présentation ne sont pas audités.

Cette présentation contient des prévisions fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Ces prévisions comportent des projections et des estimations financières qui se fondent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces prévisions qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à BNP Paribas, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de BNP Paribas et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de BNP Paribas, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats actuels pourraient différer significativement de ceux qui sont projetés ou impliqués dans les prévisions. BNP Paribas ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces prévisions. Il est rappelé dans ce cadre que le «Supervisory Review and Evaluation Process» est un processus conduit annuellement par la Banque Centrale Européenne, celle-ci pouvant modifier chaque année ses exigences relatives aux ratios réglementaires pour BNP Paribas.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que BNP Paribas, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni BNP Paribas ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

La somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté en raison des arrondis.



**BNP PARIBAS** La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 2

## Messages clés 3T17

Légère baisse des revenus Effet change défavorable ce trimestre	PNB : -1,8% / 3T16 (stable à périmètre & change constants)
Bonne maîtrise des coûts grâce aux mesures d'efficacité	-1,2% / 3T16 (+0,4% à périmètre et change constants)
Diminution sensible du coût du risque	-12,6% / 3T16 36 pb*
Succès de l'introduction en bourse de SBI Life**	Plus-value de 326 M€
Résultat net en hausse sensible	RNPG : 2,0 Md€ (+8,3% / 3T16)
Poursuite de l'augmentation du ratio de CET1***	11,8% (11,7% au 30.06.17)



**Bon niveau de résultat**

\* Coût du risque / encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés) ; \*\* Cession de 4% de SBI Life à un prix de 700 roupies par action ; \*\*\* Au 30 septembre 2017, CRD4 (ratio « fully loaded »)



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 3

## Résultats du Groupe

Résultats des pôles

Résultats détaillés du 9M17

Annexes



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 4

## Principaux éléments exceptionnels - 3T17

	3T17	3T16
● <b>PNB</b>		
■ Réévaluation de dette propre et DVA («Autres activités»)	+21 M€	-202 M€
<b>Total PNB exceptionnel</b>	<b>+21 M€</b>	<b>-202 M€</b>
● <b>Frais de gestion</b>		
■ Coûts de restructuration des acquisitions* («Autres activités»)	-17 M€	-37 M€
■ Coûts de transformation des Métiers («Autres activités»)	-205 M€	-216 M€
<b>Total frais de gestion exceptionnels</b>	<b>-222 M€</b>	<b>-253 M€</b>
● <b>Autres éléments hors exploitation</b>		
■ Plus-value de cession de 4% de SBI Life («Assurance»)	+326 M€	
■ Dépréciation de la totalité de la survaleur de TEB («Autres activités»)	-172 M€	
<b>Total autres éléments hors exploitation</b>	<b>+154 M€</b>	
● <b>Total des éléments exceptionnels (avant impôt)</b>	<b>-48 M€</b>	<b>-455 M€</b>
● <b>Total des éléments exceptionnels (après impôt)**</b>	<b>-2 M€</b>	<b>-306 M€</b>

\* Coûts de restructuration notamment de LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD ; \*\* Part du Groupe

## Groupe consolidé - 3T17

	3T17	3T16	%		%	
			Périmètre & change historiques	Périmètre & change constants	Pôles opérationnels	Périmètre & change constants
<b>Produit net bancaire</b>	<b>10 394 M€</b>	<b>10 589 M€</b>	<b>-1,8%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-0,7%</b>
Frais de gestion	-7 133 M€	-7 217 M€	-1,2%	+0,4%	-1,2%	+0,4%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 261 M€</b>	<b>3 372 M€</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-4,6%</b>	<b>-2,7%</b>
Coût du risque	-668 M€	-764 M€	-12,6%	-10,1%	-16,1%	-13,8%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 593 M€</b>	<b>2 608 M€</b>	<b>-0,6%</b>	<b>+1,5%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>+0,2%</b>
Eléments hors exploitation	380 M€	172 M€	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 973 M€</b>	<b>2 780 M€</b>	<b>+6,9%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>+10,3%</b>	<b>+0,7%</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 043 M€</b>	<b>1 886 M€</b>	<b>+8,3%</b>			
<b>Résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels*</b>	<b>2 045 M€</b>	<b>2 192 M€</b>	<b>-6,7%</b>			



**Effet change défavorable ce trimestre  
Bon niveau de résultat**

\* Cf. diapositive 5

## Groupe consolidé - 9M17

	9M17	9M16	%		%	
			Périmètre & change historiques	Périmètre & change constants	Pôles opérationnels	Périmètre & change constants
<b>Produit net bancaire</b>	<b>32 629 M€</b>	<b>32 755 M€</b>	<b>-0,4%</b>	<b>+0,3%</b>	<b>+2,3%</b>	<b>+3,1%</b>
Frais de gestion	-22 323 M€	-21 934 M€	+1,8%	+2,5%	+1,2%	+2,1%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>10 306 M€</b>	<b>10 821 M€</b>	<b>-4,8%</b>	<b>-4,2%</b>	<b>+4,4%</b>	<b>+5,1%</b>
Coût du risque	-1 922 M€	-2 312 M€	-16,9%	-16,5%	-22,7%	-22,4%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>8 384 M€</b>	<b>8 509 M€</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>+12,1%</b>	<b>+13,0%</b>
Éléments hors exploitation	804 M€	434 M€	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>9 188 M€</b>	<b>8 943 M€</b>	<b>+2,7%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>+17,0%</b>	<b>+13,6%</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>6 333 M€</b>	<b>6 260 M€</b>	<b>+1,2%</b>			
<b>Résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels*</b>	<b>6 430 M€</b>	<b>5 989 M€</b>	<b>+7,4%</b>			

Rentabilité des fonds propres (ROE)\*\* : 9,8%

Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)\*\* : 11,6%



## Bonne performance opérationnelle

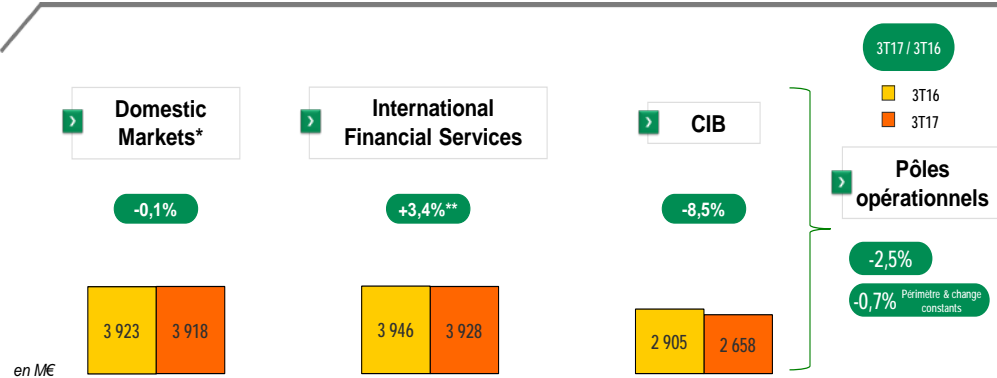
\* Cf. diapositive 37 ; \*\* Contribution au Fonds de Résolution Unique, taxes systémiques et éléments exceptionnels non annualisés



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 7

## Revenus des pôles opérationnels - 3T17



- Effet change défavorable ce trimestre
- Légère baisse des revenus de Domestic Markets du fait de l'environnement de taux bas mais bon développement de l'activité
- Progression sensible d'IFS à périmètre et change constants
- CIB : contexte de marché peu favorable pour Global Markets mais progression de Corporate Banking\*\*\* et de Securities Services



## Bonne résistance des pôles opérationnels malgré un environnement peu favorable ce trimestre

\* Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEU/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg ; \*\* A périmètre et change constants (-0,5% à périmètre et change historiques) ; \*\*\* A périmètre et change constants

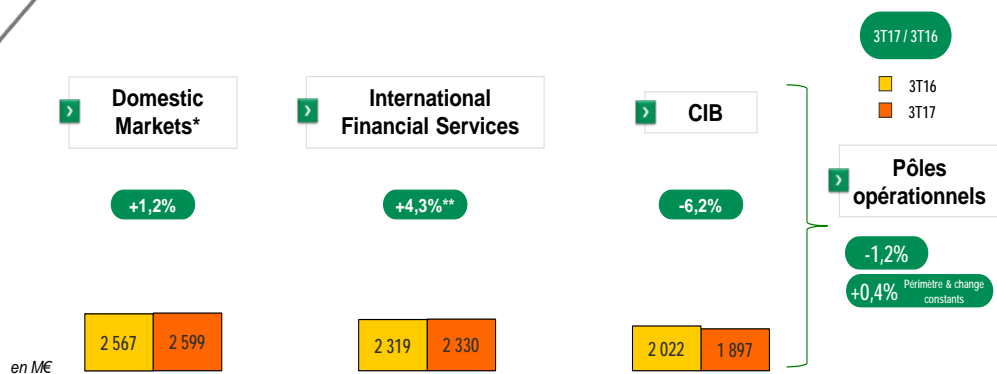


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 8



## Frais de gestion des pôles opérationnels - 3T17



- Effets des mesures d'économies de coûts
- Baisse chez CIB (rappel : plan de transformation de CIB lancé dès 2016)
- Impact de la hausse de l'activité chez IFS
- Domestic Markets : hausse en lien avec le développement des métiers spécialisés (-0,1% en moyenne pour BDDF, BNL bc et BDDB)

### Bonne maîtrise des coûts grâce au plan d'efficacité opérationnelle

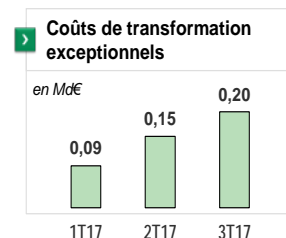
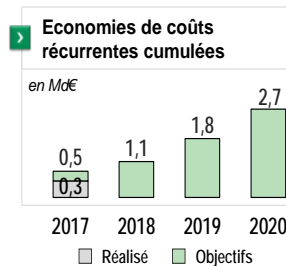
\* Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors PEL/CEL), Italie, Belgique, et Luxembourg ; \*\* A périmètre et change constants (+0.5% à périmètre et change historiques)

## Plan de transformation 2020

5 leviers pour une nouvelle expérience clients & une banque plus digitale et efficace

1. Nouveaux parcours clients
2. Faire évoluer le modèle opérationnel
3. Adapter les systèmes d'informations
4. Mieux utiliser les données au service des clients
5. Travailler différemment

- Un programme ambitieux de nouvelle expérience clients, de transformation digitale & d'économies
  - Construire la banque de demain en accélérant la transformation digitale
- Mise en œuvre active du plan de transformation dans l'ensemble du Groupe
  - ~150 programmes significatifs identifiés\*
- Economies de coûts : 309 M€ depuis le lancement du projet
  - Dont 123 M€ enregistrés au 3T17
  - Répartition des économies de coût par pôle : 54% chez CIB (rappel : lancement du plan d'économies dès 2016 dans CIB) ; 22% chez Domestic Markets ; 24% chez IFS
  - Rappel : objectif de 0,5 Md€ d'économies dès cette année
- Coûts de transformation : 205 M€ au 3T17\*\*
  - 448 M€ au 9M17
  - Montée en charge progressive vers un niveau moyen d'environ 250 M€ par trimestre
  - Rappel : 3 Md€ de coûts de transformation dans le cadre du plan 2020



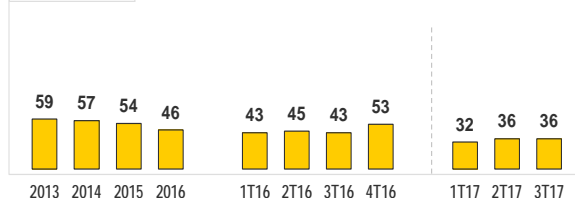
### Mise en œuvre active du plan de transformation 2020

\* Economies générées > 5 M€ ; \*\* Répartition des coûts de transformation des métiers présentés en Autres Activités : diapositive 71

## Evolution du coût du risque par métier (1/3)

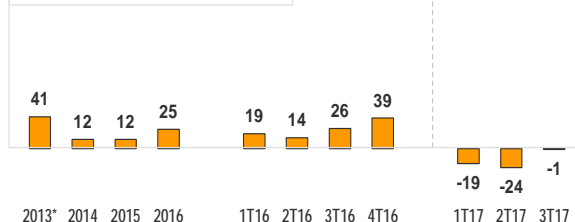
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

### Groupe



- Coût du risque : 668 M€
- +6 M€ / 2T17
- -96 M€ / 3T16
- Coût du risque à un niveau bas

### CIB - Corporate Banking



- Coût du risque : -4 M€
- +74 M€ / 2T17
- -83 M€ / 3T16
- Dotations aux provisions compensées par des reprises ce trimestre
- Rappel : reprises nettes de provisions au 1T17 et au 2T17

\* Reconstitué



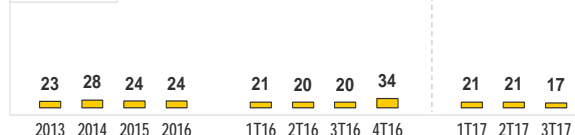
BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 11

## Evolution du coût du risque par métier (2/3)

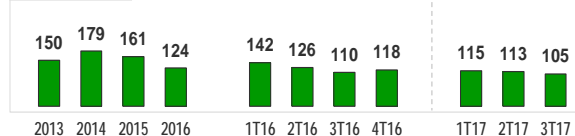
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

### BDDF



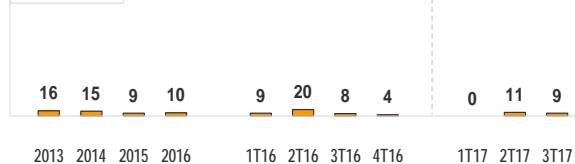
- Coût du risque : 65 M€
- -14 M€ / 2T17
- -7 M€ / 3T16
- Coût du risque toujours bas

### BNL bc



- Coût du risque : 203 M€
- -19 M€ / 2T17
- -12 M€ / 3T16
- Poursuite de la baisse du coût du risque

### Bddb



- Coût du risque : 23 M€
- -5 M€ / 2T17
- +4 M€ / 3T16
- Coût du risque très faible



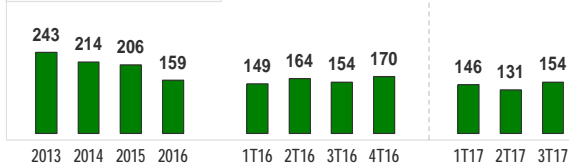
BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 12

## Evolution du coût du risque par métier (3/3)

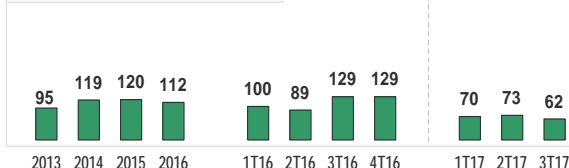
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

### Personal Finance



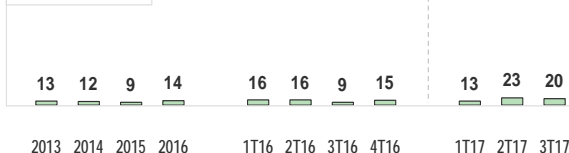
- Coût du risque : 273 M€
  - +47 M€ / 2T17
  - +33 M€ / 3T16 (du fait de la hausse des encours de crédit)
- Coût du risque bas
  - Effet des taux bas et du positionnement croissant sur des produits offrant un meilleur profil de risque
  - Rappel 2T17 : reprise de provisions sur cession d'encours douteux

### Europe Méditerranée



- Coût du risque : 60 M€
  - -11 M€ / 2T17
  - -68 M€ / 3T16
- Baisse du coût du risque et impact positif d'une reprise de provision ce trimestre

### BancWest

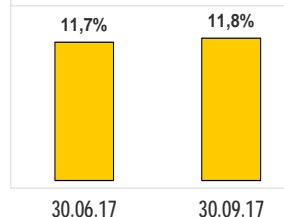


- Coût du risque : 32 M€
  - -5 M€ / 2T17
  - +18 M€ / 3T16
- Coût du risque toujours bas

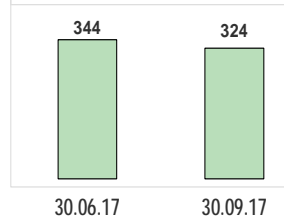
## Structure financière

- Ratio CET1 Bâle 3 plein\* : 11,8% au 30.09.17 (+10 pb / 30.06.17)
  - Résultat du 3T17 après prise en compte d'un taux de distribution de 50% (+15 pb)
  - Augmentation des actifs pondérés hors effet change (-5 pb)
  - Effet change et autres effets négligeables au global sur le ratio
- Ratio de levier Bâle 3 plein\*\* : 4,1% au 30.09.17
- Liquidity Coverage Ratio : 111% au 30.09.17
- Réserve de liquidité immédiatement disponible : 324 Md€\*\*\* (344 Md€ au 30.06.17)
  - Soit une marge de manœuvre de plus d'un an par rapport aux ressources de marchés

### Ratio CET1 Bâle 3 plein\*



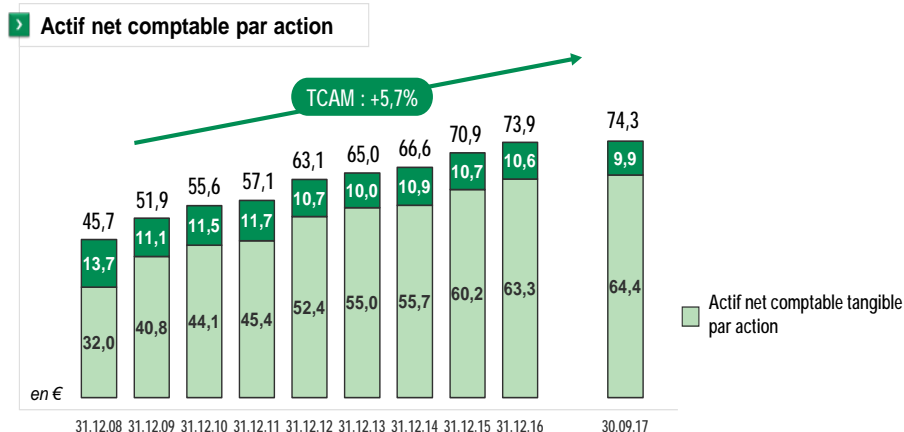
### Réserve de liquidité (Md€)\*\*\*



### Augmentation du ratio CET1 de Bâle 3 plein

\* CRD4 « fully loaded 2019 » ; \*\* CRD4 « fully loaded 2019 », calculé conformément à l'acte délégué de la CE du 10.10.2014 sur l'ensemble des fonds propres Tier 1 et traitement des titres en date de valeur ;  
 \*\*\* Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, et diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement

## Actif net par action



### Croissance continue de l'actif net par action au travers du cycle

## Un Contrôle Interne Renforcé

- Des procédures renforcées en matière de conformité et de contrôle
  - Poursuite de l'insertion opérationnelle d'une culture de conformité renforcée (nouveau Code de Conduite diffusé à tous les collaborateurs)
  - Lancement ce trimestre de la nouvelle campagne de 3 formations obligatoires en e-learning pour l'ensemble des collaborateurs (Code de Conduite, Sanctions et Embargos, Lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme) après la réalisation complète de la 1<sup>ère</sup> campagne en 2016
  - Poursuite de la mise en œuvre des mesures visant à renforcer les systèmes de contrôle et de conformité dans le cadre des activités de change
  - Augmentation des contrôles de l'Inspection Générale : 2<sup>ème</sup> cycle d'audit des entités centralisant leurs flux en dollars chez BNP Paribas New York en cours de finalisation après la réalisation du 1<sup>er</sup> cycle d'audit en juillet 2016 (objectif de réalisation : décembre 2017)
- Poursuite de la mise en œuvre du plan de remédiation décidé dans le cadre de l'accord global de juin 2014 avec les autorités des Etats-Unis
  - Près de 80% des 47 projets déjà achevés, avec un objectif de 90% pour la fin de l'année 2017

## Une politique ambitieuse d'engagement dans la société

### NOTRE RESPONSABILITÉ ECONOMIQUE

Financer l'économie de manière éthique

### NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIALE

Favoriser le développement et l'engagement de nos collaborateurs

### NOTRE RESPONSABILITÉ CIVIQUE

Etre un acteur engagé de la société

### NOTRE RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Agir contre le changement climatique

#### Un rôle moteur dans la transition vers une économie bas carbone

- **Transition énergétique** : arrêt du financement des entreprises & infrastructures dont l'activité principale est le gaz ou le pétrole de schiste ou le pétrole issu des sables bitumineux, ainsi que des projets d'exploration / production de gaz et de pétrole en Arctique
- **Gestion d'actifs** : lancement de Parvest Green Bond, un fonds de 100 M€ investissant dans des obligations finançant des projets conçus pour lutter contre le réchauffement climatique



#### Une culture d'entreprise marquée par un sens profond de la responsabilité éthique

- **Indices responsables** : sélection dans les indices *Monde* et *Europe* du Dow Jones, 1<sup>ère</sup> banque française du classement avec un score de 86/100



#### Une accélération dans le financement de l'innovation sociale et environnementale

- **Crédit indexé sur le développement durable** : 1<sup>er</sup> crédit en Belgique pour 300 M€\*
- **Financement des entrepreneurs sociaux** : Siel Bleu (prévention santé de personnes fragiles), Groupe ID'EES (insertion professionnelle), Moulinot (économie circulaire)

\* Crédit en faveur de Bpost (BNP Paribas Fortis coordinateur avec ING)



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 17

## Résultats du Groupe

## Résultats des pôles

## Résultats détaillés du 9M17

## Annexes

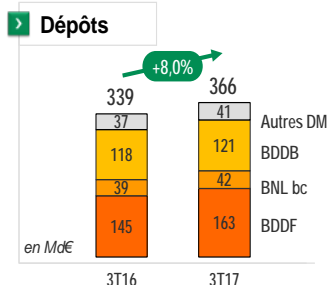
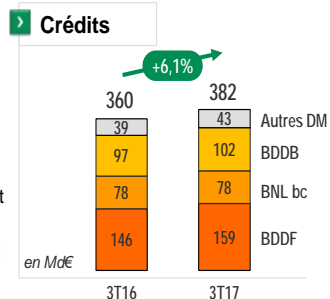


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 18

## Domestic Markets - 3T17

- Hausse de l'activité commerciale
  - Crédits : +6,1% / 3T16, bonne progression des crédits dans les réseaux de banque de détail et les métiers spécialisés
  - Dépôts : +8,0% / 3T16, forte hausse dans tous les pays
  - Banque privée : hausse des actifs sous gestion (+5,8% / 30.09.16)
  - Hello bank! : poursuite de l'augmentation du nombre de clients, notamment en France (+18,4% / 3T16) et en Italie (+17,1% / 3T16)
  - Nouvelles expériences clients et accélération de la transformation digitale : lancement de nouveaux services digitaux dans tous les métiers
- PNB\* : 3 918 M€ (-0,1% / 3T16)
  - Hausse de l'activité mais impact de l'environnement de taux bas
  - Progression des commissions dans tous les réseaux
- Frais de gestion\* : 2 599 M€ (+1,2% / 3T16)
  - En lien avec le développement des métiers spécialisés
  - -0,1% en moyenne pour BDDF, BNL bc et BDDB
- Résultat avant impôt\*\* : 970 M€ (-2,3% / 3T16)
  - Baisse du coût du risque en Italie



**Bonne dynamique commerciale**  
Poursuite du développement de l'offre digitale

\* Intégrant 100% de la Banque Privée, hors effets PEU/CCEL ; \*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée, hors effets PEU/CCEL



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 19

## Domestic Markets - Nouvelles expériences clients et transformation digitale

Acquisition en juillet 2017 de Compte-Nickel qui s'ajoute au dispositif du Groupe en France

→ Un ensemble complet de solutions adaptées aux besoins des clients et aux nouveaux usages bancaires

Des modèles de service adaptés aux besoins des clients  
→ Exemple : 4 offres distinctives au service des clients en France



### À DISTANCE

Clients à la recherche d'autonomie, de simplicité et d'accessibilité

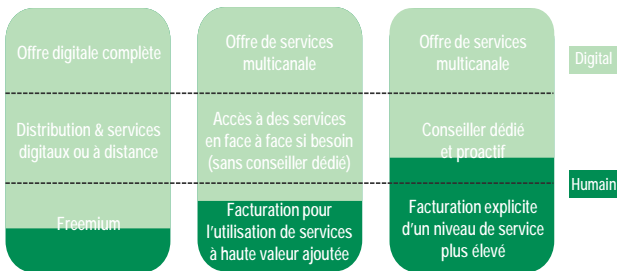
### HYBRIDE

Clients combinant des modes d'interaction en face à face & canaux à distance

### CONSEIL

Clients souhaitant des services d'experts et/ou sur mesure et prêts à payer un prix supérieur

- ▶ Adaptation des modèles de vente et de service aux comportements et aux besoins des clients
- ▶ Modes d'interactions et tarification adaptés aux besoins et aux préférences des clients: à distance ou face à face (conseiller dédié ou non)



PLATEFORMES COMMUNES : Produits & services – Canaux – Expertise à distance

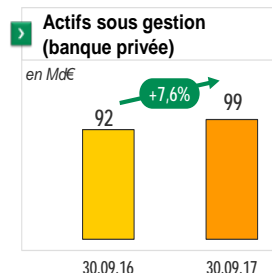
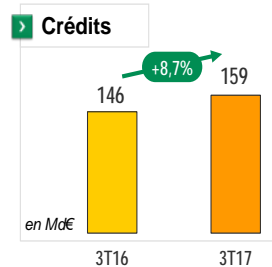


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 20

## Domestic Markets Banque De Détail en France - 3T17

- Très bonne dynamique commerciale
  - Crédits : +8,7% / base faible au 3T16, croissance soutenue des crédits aux particuliers et aux entreprises
  - Dépôts : +11,8% / 3T16, forte croissance des dépôts à vue
  - Epargne hors-bilan : bonne croissance des encours d'assurance-vie (+3,5% / 30.09.16)
  - Banque privée : bonne progression des actifs sous gestion (+7,6% / 30.09.16)
  - Digital : nouvelle application *Welcome* d'entrée en relation pour les entreprises et lancement par BNP Paribas Factor de *FINSY*, solution de financement de créances 100% digitale à destination des PME et ETI
- PNB\* : -1,0% / 3T16
  - Revenus d'intérêt : -2,8%, effet de l'environnement de taux bas partiellement compensé par la progression de l'activité
  - Commissions : +1,4%, hausse des commissions financières
- Frais de gestion\* : +0,5% / 3T16
  - Bonne maîtrise des coûts
- Résultat avant impôt\*\* : 302 M€ (-4,9% / 3T16)



### Bon dynamisme de l'activité commerciale

\* Intégrant 100% de la Banque Privée hors effets PEU/CEL ; \*\* Intégrant 2/3 de la BPF, hors effets PEU/CEL

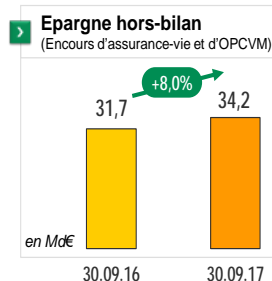
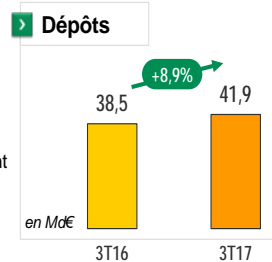


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 21

## Domestic Markets BNL banca commerciale - 3T17

- Progression de l'activité commerciale
  - Crédits : -0,2% / 3T16 (+1% hors impact de la cession d'un portefeuille de crédits douteux au 1T17\*), progression sur la clientèle des particuliers
  - Dépôts : +8,9% / 3T16, forte hausse des dépôts à vue
  - Epargne hors-bilan : bonne performance (encours d'assurance-vie : +5,4% / 30.09.16, encours d'OPCVM : +11,5% / 30.09.16) ; bon développement de la distribution via le réseau de courtiers *Life Banker*
  - Digital : développement des "chatbots" (services automatisés de réponses aux requêtes des clients) ; nouvelle application pour les ouvertures de comptes des entreprises : *My Accounts@OneBank*
- PNB\*\* : -2,8% / 3T16
  - Revenus d'intérêt : -5,2% / 3T16, impact de l'environnement de taux bas
  - Commissions : +1,5% / 3T16, progression en lien avec le bon développement de l'épargne hors-bilan et de la banque privée
- Frais de gestion\*\* : -0,6% / 3T16
  - Effet des mesures de réduction des coûts
- Résultat avant impôt\*\*\* : 63 M€ (-10,2% / 3T16)
  - Poursuite de la baisse du coût du risque



### Progression de l'activité commerciale Baisse continue du coût du risque

\* Cession d'un portefeuille de crédits douteux aux entreprises et de prêts immobiliers de 1 M€ ; \*\* Intégrant 100% de la Banque Privée Italie ; \*\*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée Italie

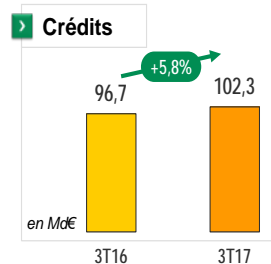


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

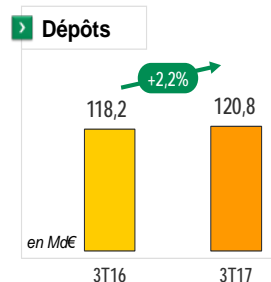
Résultats au 30.09.2017 | 22

## Domestic Markets Banque De Détail en Belgique - 3T17

- **Activité commerciale soutenue**
  - Crédits : +5,8% / 3T16, bonne progression des crédits aux entreprises ; hausse des crédits immobiliers
  - Dépôts : +2,2% / 3T16, croissance notamment des dépôts à vue
  - Epargne hors-bilan : bonne croissance des encours d'OPCVM (+6,2% / 30.09.16)
  - Digital : lancement de l'application "itsme" (identité numérique unique permettant l'accès sécurisé à un très grand nombre de services mobiles)\*



- **PNB\*\* : +0,9% / 3T16**
  - Revenus d'intérêt : +1,1% / 3T16, progression des volumes mais impact de l'environnement de taux bas
  - Commissions : +0,2% / 3T16, hausse des commissions financières
- **Frais de gestion\*\* : -0,7% / 3T16**
  - Effet des mesures de réduction des coûts
- **Résultat avant impôt\*\*\* : 329 M€ (+7,7% / 3T16)**



**Bonne dynamique commerciale  
mais impact de l'environnement de taux bas**

\* Développée dans le cadre du consortium Belgian Mobile ID ; \*\* Intégrant 100% de la Banque Privée Belgique ; \*\*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée en Belgique

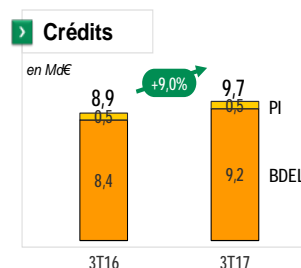
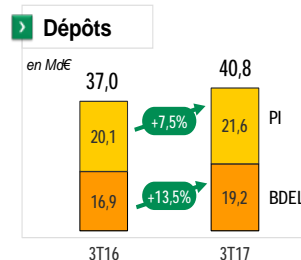


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 23

## Domestic Markets Autres Activités - 3T17

- **Bonne dynamique d'ensemble des métiers spécialisés**
  - Arval : bonne croissance du parc financé / 3T16
  - Leasing Solutions : solide progression des encours
  - Personal Investors (PI) : bon niveau de recrutement de clients ; forte collecte (+3,4 Md€ au 30 septembre 2017)
  - Compte Nickel : acquisition finalisée le 12 juillet 2017 ; > 80 000 ouvertures de comptes au 3T17 (+25% / 3T16)
- **Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL)**
  - Bonne collecte de dépôts
  - Hausse des crédits immobiliers et aux entreprises
- **PNB\* : +3,6% / 3T16**
- **Frais de gestion\* : +9,1% / 3T16**
  - En lien avec le développement de l'activité et les frais de lancement de nouveaux services digitaux, notamment chez Leasing Solutions (So Easy : demande de financement, suivi & signature en ligne; Switch ON : aide à la décision et simulation de financement)
- **Résultat avant impôt\*\* : 277 M€ (-8,1% / 3T16)**



**Poursuite de la bonne dynamique commerciale**

\* Intégrant 100% de la Banque Privée au Luxembourg ; \*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée au Luxembourg



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 24



## International Financial Services - 3T17

### Bonne activité commerciale

- Personal Finance : poursuite de la forte dynamique
- International Retail Banking\* : bonne croissance de l'activité
- Assurance et GIP : hausse des actifs sous gestion (+3,7% / 30.09.16) en lien avec une bonne collecte (4,5 Md€)
- Bon développement du digital : succès des banques en ligne chez IRB\*, lancement de nouvelles applications dans les métiers et acquisition de Gambit (solutions digitales de conseil en investissement en gestion d'actifs)



### PNB : 3 928 M€ (-0,5% / 3T16)

- Effet change défavorable ce trimestre
- +3,4% à périmètre et change constants

### Résultat d'exploitation : 1 246 M€ (-0,4% / 3T16)

- +2,8% à périmètre et change constants

### Autres éléments hors exploitation : 358 M€ (n.s. au 3T16)

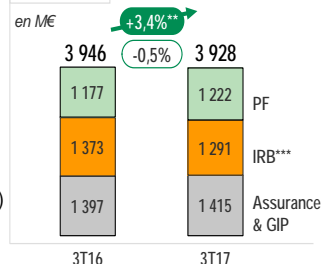


- Plus-value de 326 M€ réalisée à l'occasion de l'introduction en bourse de SBI Life (cession de 4% du capital)

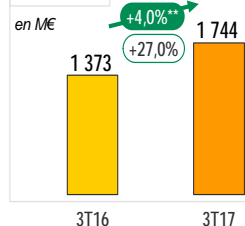
### Résultat avant impôt : 1 744 M€ (+27,0% / 3T16)

- +4,0% à périmètre et change constants

#### PNB



#### RNAI



### Bonne croissance de l'activité et hausse du résultat

\* Europe Med et BancWest ; \*\* A périmètre et change constants ; \*\*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée en Turquie et aux Etats-Unis



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 25

## International Financial Services Personal Finance - 3T17



### Poursuite de la très bonne dynamique commerciale

- Encours de crédits : +8,8%, hausse de la demande dans un contexte porteur en Europe et effets des nouveaux partenariats
- Signature de nouveaux accords commerciaux : Masmovil (opérateur télécom) en Espagne et élargissement du partenariat avec Mediaworld (électroménager & multimédia) en Italie
- Développement du digital : déjà plus de 70% des dossiers signés électroniquement en Espagne ; lancement de la signature électronique « Quick Sign » en Belgique



### PNB : +3,9% / 3T16

- En lien avec la hausse des volumes et le positionnement sur les produits offrant le meilleur profil de risque
- Bonne croissance des revenus notamment en Italie et en Espagne

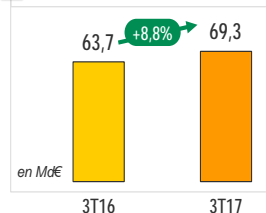
### Frais de gestion : +5,7% / 3T16

- En lien avec le bon développement de l'activité

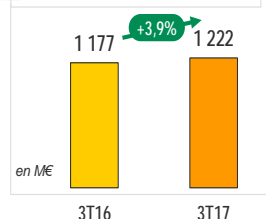
### Résultat avant impôt : 420 M€ (+2,2% / 3T16)



#### Encours consolidés



#### PNB



### Poursuite de la très bonne dynamique



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

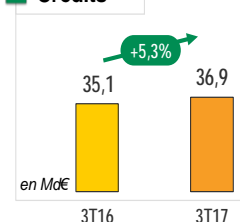
Résultats au 30.09.2017 | 26

## International Financial Services Europe Méditerranée - 3T17

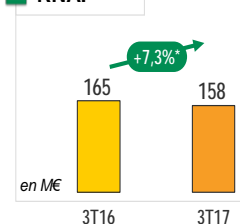
- Bonne croissance de l'activité
  - Crédits : +5,3%\* / 3T16, en hausse dans toutes les régions
  - Dépôts : +5,0%\* / 3T16, bonne progression
  - Bon développement des banques digitales : > 440 000 clients pour *Cepteteb* en Turquie (nommé *Bank Standard of Excellence* au Webaward 2017) et >205 000 clients pour *BGZ Optima* en Pologne (n°1 sur l'épargne en ligne)
  - Innovations : lancement par *BGZ BNP Paribas* du paiement sans contact par téléphone via l'application Android Pay et Prix de la Meilleure Banque Commerciale et de la Meilleure Innovation\*\* pour la BICICI (Côte d'Ivoire)
- PNB\*\*\* : -3,7%\* / 3T16
  - Impact en Turquie de la hausse des taux sur la marge des dépôts non encore compensé par le repricing progressif sur les crédits
  - Progression dans les autres régions en lien avec la hausse des volumes
- Frais de gestion\*\*\* : +4,8%\* / 3T16
  - En lien avec le bon développement de l'activité
- Résultat avant impôt\*\*\*\* : 158 M€ (+7,3%\* / 3T16)
  - -4,2% à périmètre et change historique (effet change défavorable)
  - Baisse du coût du risque



### Crédits\*



### RNAI\*\*\*\*



### Poursuite de la croissance de l'activité

\* A périmètre et change constants (cf. données à périmètre et change historiques en annexe) ; \*\* International Banking Awards ; \*\*\* Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie ; \*\*\*\* Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

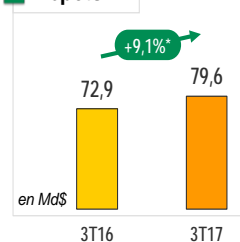
Résultats au 30.09.2017 | 27

## International Financial Services BancWest - 3T17

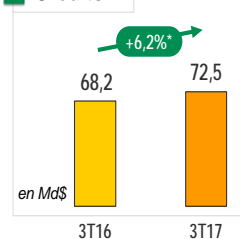
- Poursuite de la bonne dynamique commerciale
  - Dépôts : +9,1%\* / 3T16, forte progression des dépôts à vue et des comptes d'épargne
  - Crédits : +6,2%\* / 3T16, croissance soutenue des crédits aux particuliers et aux entreprises
  - Banque Privée : hausse de +13,0%\* des actifs sous gestion / 30.09.16 (13,0 Md\$ au 30.09.17)
  - Digital : déjà plus de 410 000 clients utilisateurs des services en ligne
  - Développement des coopérations avec l'ensemble du Groupe (*One Bank for Corporates, Leasing Solutions et Personal Finance*)
- PNB\*\* : +6,1%\* / 3T16
  - En lien avec la croissance des volumes
- Frais de gestion\*\* : +1,2%\* / 3T16
  - Bonne maîtrise des coûts
  - Effet de ciseau largement positif
- Résultat avant impôt\*\*\* : 217 M€ (+9,5%\* / 3T16)
  - +3,4% à périmètre et changes historiques (effet change défavorable)



### Dépôts



### Crédits



### Très bonne performance opérationnelle

\* A périmètre et change constants (cours moyens USD/EUR : -5,1% / 3T16 ; données à périmètre et change historiques en annexe) ; \*\* Intégrant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis ; \*\*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux Etats-Unis



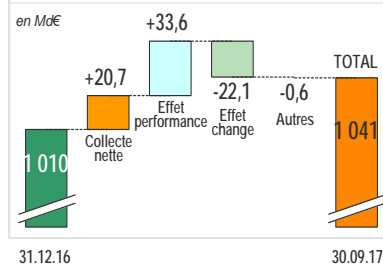
BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 28

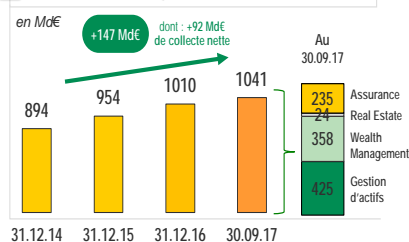
## International Financial Services Assurance et GIP - Collecte et actifs sous gestion - 3T17

- Actifs sous gestion\* : 1 041 Md€ au 30.09.17
  - +3,7% / 30.09.16 (+3,1% / 31.12.16)
  - Fort effet performance partiellement compensé par un effet change défavorable
- Bonne collecte nette : +20,7 Md€ au 9M17 (dont +4,5 Md€ au 3T17)
  - Wealth Management : bonne collecte, en particulier en France et en Asie
  - Gestion d'actifs : collecte notamment sur les fonds diversifiés et obligataires ; légère décollecte sur les fonds monétaires
  - Assurance : bonne collecte concentrée sur les unités de compte

### Evolution des actifs sous gestion\*



### Actifs sous gestion\*



### Poursuite du bon développement de l'activité et hausse des actifs sous gestion

\* Y compris actifs distribués



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

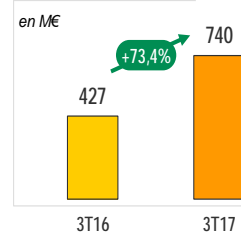
Résultats au 30.09.2017 | 29

## International Financial Services Assurance - 3T17

- Bon développement de l'activité commerciale
- Succès de l'introduction en bourse de SBI Life en Inde
  - Un acteur majeur dans l'assurance en Inde
  - Cession de 4% de la participation dans SBI Life
  - Valeur de marché de la participation restante (22%) : ~€2.0bn\*
  - La participation reste consolidée par mise en équivalence (contribution aux résultats 2016 du Groupe : 29 M€)
- PNB : 662 M€ ; -2,5% / 3T16
  - Rappel : niveau élevé des plus-values réalisées au 3T16
  - Bonne performance en protection ainsi qu'en épargne en France et en Asie
- Frais de gestion : 311 M€ ; +4,0% / 3T16
  - En lien avec le bon développement du métier
- Résultat avant impôt : 740 M€ ; +73,4% / 3T16
  - Plus-value réalisée sur la vente de 4% de SBI Life (326 M€)



### RNAI (Assurance)



### Succès de l'introduction en bourse de SBI Life Forte hausse du résultat du fait de la plus-value réalisée

\* Sur la base du cours par action de l'introduction en bourse (700 roupies)

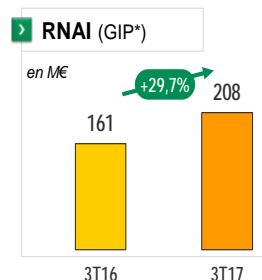


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 30

## International Financial Services Gestion Institutionnelle et Privée\* - 3T17

- Activité commerciale : bonne progression dans tous les métiers
- Développement du digital : acquisition par l'Asset Management d'une participation majoritaire dans Gambit
  - Fournisseur européen de solutions digitales de conseil en investissement
  - Objectif de l'acquisition : fournir des solutions expertes de robo-advisory à des banques de détail et des banques privées en Europe
- PNB : 753 M€ ; +4,9% / 3T16
  - Effet change défavorable
  - +8,3% à périmètre et change constants : hausse des revenus dans Wealth Management, Asset Management et Real Estate
- Frais de gestion : 569 M€ ; -0,4% / 3T16
  - +3,8% à périmètre et change constants
  - Effet de ciseau largement positif
- Résultat avant impôt : 208 M€ ; +29,7% / 3T16
  - +26,5% à périmètre et change constants

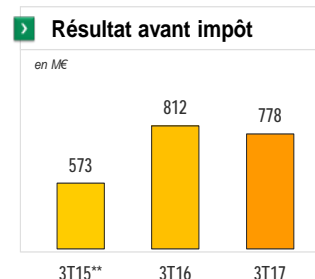
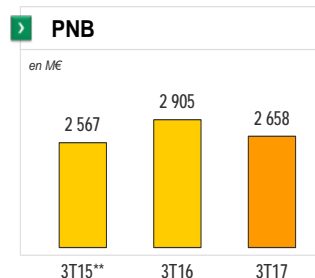


**Très bonne performance d'ensemble**

\* Asset Management, Wealth Management, Real Estate

## Corporate and Institutional Banking - 3T17 Synthèse

- PNB : 2 658 M€ (-8,5% / 3T16)
  - -5,9% à périmètre et change constants (effet de change défavorable)
  - Baisse des revenus par rapport à une base élevée au 3T16
  - Baisse de Global Markets (-14,6%\*) : contexte peu porteur pour FICC mais progression d'Equity & Prime Services
  - Progression des revenus de Securities Services (+5,4%\*) et de Corporate Banking (+2,1%\*)
- Frais de gestion : 1 897 M€ (-6,2% / 3T16)
  - -3,3% à périmètre et change constants
  - Effet des mesures d'économies de coûts (rappel : lancement du plan de transformation de CIB début 2016)
  - Digital : identification de 200 processus automatisables d'ici fin 2018 et lancement de 3 projets « End-to-End » (filiale crédit, change comptant, entrée en relation)
- Résultat avant impôt : 778 M€ (-4,2% / 3T16)
  - -1,6% à périmètre et change constants
  - Dotations aux provisions compensées par des reprises ce trimestre



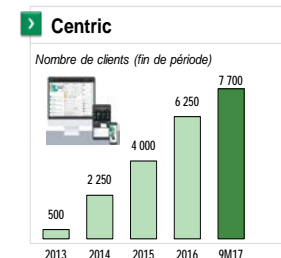
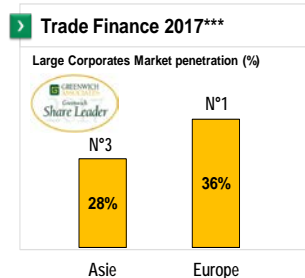
**Contexte de marché peu porteur ce trimestre  
Résilience du résultat grâce à la baisse des coûts**

\* A périmètre et change constants ; \*\* Reconstitué

# Corporate and Institutional Banking - 3T17

## Activité

- **Global Markets** : contexte peu favorable ce trimestre
  - Attentisme des clients sur les activités FICC et contexte de faible volatilité ; VaR toujours à un niveau très faible
  - N°1 sur les émissions obligataires en euro et n°9 pour l'ensemble des émissions internationales\*
  - Digital : préparation du déploiement interne de la plateforme Symphony\*\* à l'ensemble des équipes de *front office* (prévu au 1<sup>er</sup> semestre 2018)
- **Securities Services** : dynamique de développement soutenue
  - Actifs en conservation : +9,1% / 3T16 ; nbre de transactions : +7,8% / 3T16
  - Montée en charge des nouveaux mandats
  - Nouveau développement commercial : lancement d'une offre de gestion tripartite du collatéral
- **Corporate Banking** : bonnes performances commerciales
  - Renforcement des positions dans le trade finance en Europe (n°1 pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive) et en Asie (top 3 pour la 1<sup>ère</sup> fois)\*\*\*
  - Encours : 128,7 Md€ de crédits (+0,9% / 3T16\*\*\*\*), 128,3 Md€ de dépôts (+8,3% / 3T16\*\*\*\*)
  - Digital : très bon développement de la plateforme Centric (7 700 clients)



**Bonnes performances commerciales**  
Contexte défavorable pour FICC ce trimestre

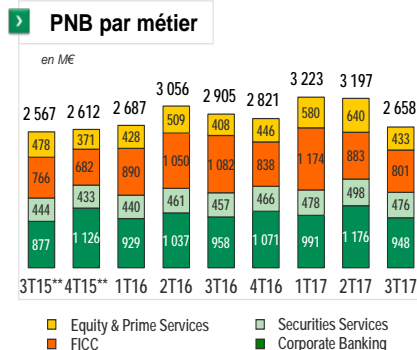
\*\* Rappel : prise de participation minoritaire au 1517 dans Symphony, plateforme de communication automatisée et sécurisée ; \*\*\* Greenwich Share Leaders Survey - Global Large Corporate Trade Finance (Octobre 2017) ; \*\*\*\* A périmètre et change constants



# Corporate and Institutional Banking - 3T17

## Revenus par Métier

- **Global Markets** : 1 234 M€ (-17,2% / 3T16)
  - -14,6% à périmètre et change constants
  - FICC : -23,6% / 3T16\*, faible niveau d'activité de la clientèle dans tous les segments (taux, change, crédit,...) par rapport à une base élevée au 3T16
  - Equity & Prime Services : +9,4% / 3T16\*, bon niveau de Prime Services et hausse des dérivés d'actions
- **Securities Services** : 476 M€ (+4,2% / 3T16)
  - +5,4% à périmètre et change constants
  - Hausse des actifs en conservation et sous administration
  - Effet positif des nouveaux mandats
- **Corporate Banking** : 948 M€ (-1,1% / 3T16)
  - +2,1% à périmètre et change constants
  - Croissance de la zone Asie-Pacifique et progression de la zone EMEA\*\*\*
  - Bon développement des activités de transaction (cash management et trade finance)



**Baisse de FICC partiellement compensée par les autres métiers**

\* A périmètre et change constants ; \*\* Reconstitué ; \*\*\* Europe, Middle East, Africa



## Conclusion

---



**Bon développement de l'activité commerciale dans un environnement économique plus porteur en Europe**  
**Contexte de marché peu favorable ce trimestre**



**Bon niveau de résultat**



**Ratio de CET1 de Bâle 3 plein à 11,8%**



**Bon démarrage du plan 2020**



---

Résultats du Groupe

---

Résultats des pôles

---

**Résultats détaillés du 9M17**

---

Annexes

---



## Principaux éléments exceptionnels - 9M17

Eléments exceptionnels		9M17	9M16
<b>PNB</b>			
■ Réévaluation de dette propre et DVA («Autres activités»)		-186 M€	-41 M€
■ Plus-value de cession des titres Visa Europe («Autres activités»)		+148 M€	+597 M€
■ Plus-value de cession de 1,8% de Shinhan («Autres activités»)		+85 M€	
■ Plus-value de cession de 4,78% d'Euronext («Autres activités»)			
		<b>+47 M€</b>	<b>+556 M€</b>
<b>Frais de gestion</b>			
■ Coûts de restructuration des acquisitions* («Autres Activités»)		-53 M€	-111 M€
■ Coûts de transformation des Métiers («Autres Activités»)		-448 M€	-297 M€
		<b>-501 M€</b>	<b>-407 M€</b>
<b>Autres éléments hors exploitation</b>			
■ Plus-value de cession de 4% de SBI Life («Assurance»)		+326 M€	
■ Dépréciation de la totalité de la survaleur de TEB («Autres activités»)		-172 M€	
		<b>+154 M€</b>	
<b>Total des éléments exceptionnels (avant impôt)</b>		<b>-300 M€</b>	<b>+149 M€</b>
<b>Total des éléments exceptionnels (après impôt)**</b>		<b>-97 M€</b>	<b>+272 M€</b>

\* Coûts de restructuration notamment de LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD ; \*\* Part du Groupe

## Groupe BNP Paribas - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	10 394	10 589	-1,8%	10 938	-5,0%	32 629	32 755	-0,4%
Frais de gestion	-7 133	-7 217	-1,2%	-7 071	+0,9%	-22 323	-21 934	+1,8%
Résultat brut d'exploitation	3 261	3 372	-3,3%	3 867	-15,7%	10 306	10 821	-4,8%
Coût du risque	-668	-764	-12,6%	-662	+0,9%	-1 922	-2 312	-16,9%
Résultat d'exploitation	2 593	2 608	-0,6%	3 205	-19,1%	8 384	8 509	-1,5%
Quota-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	150	163	-8,0%	223	-32,7%	538	482	+11,6%
Autres éléments hors exploitation	230	9	n.s.	33	n.s.	266	-48	n.s.
Eléments hors exploitation	380	172	n.s.	256	+48,4%	804	434	+85,3%
Résultat avant impôt	2 973	2 780	+6,9%	3 461	-14,1%	9 188	8 943	+2,7%
Impôt sur les bénéfices	-828	-790	+4,8%	-943	-12,2%	-2 523	-2 374	+6,3%
Intérêts minoritaires	-102	-104	-1,9%	-122	-16,4%	-332	-309	+7,4%
Résultat net part du groupe	2 043	1 886	+8,3%	2 396	-14,7%	6 333	6 260	+1,2%
Coefficient d'exploitation	68,6%	68,2%	+0,4 pt	64,6%	+4,0 pt	68,4%	67,0%	+1,4 pt

- Impôt sur les bénéfices : taux moyen de 28,6% au 9M17
  - Effet positif des plus-values de cessions des titres Shinhan, Euronext et SBI Life plus faiblement taxées
- Pôles opérationnels :
  - PNB : +2,3% / 9M16
  - Frais de gestion : +1,2% / 9M16
  - Résultat brut d'exploitation : +4,4% / 9M16
  - Coût du risque : -22,7% / 9M16
  - Résultat net avant impôt : +17,0% / 9M16

## Retail Banking and Services - 9M17

	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	7 707	7 735	-0,4%	7 737	-0,4%	23 163	22 893	+1,2%
Frais de gestion	-4 854	-4 813	+0,8%	-4 784	+1,5%	-14 942	-14 680	+1,8%
Résultat brut d'exploitation	2 853	2 922	-2,4%	2 953	-3,4%	8 221	8 213	+0,1%
Coût du risque	-662	-704	-5,9%	-686	-3,5%	-1 983	-2 181	-9,1%
Résultat d'exploitation	2 191	2 218	-1,2%	2 267	-3,4%	6 238	6 032	+3,4%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	162	140	+16,1%	174	-6,7%	474	400	+18,5%
Autres éléments hors exploitation	361	9	n.s.	16	n.s.	388	15	n.s.
Résultat avant impôt	2 714	2 367	+14,7%	2 457	+10,5%	7 100	6 447	+10,1%
Coefficient d'exploitation	63,0%	62,2%	+0,8 pt	61,8%	+1,2 pt	64,5%	64,1%	+0,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						50,9	48,8	+4,2%

*Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique, au Luxembourg, chez BancWest et TEB pour les lignes PNB à Résultat avant impôt*



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 39

## Domestic Markets - 9M17

	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	3 918	3 923	-0,1%	3 951	-0,8%	11 821	11 848	-0,2%
Frais de gestion	-2 599	-2 567	+1,2%	-2 488	+4,5%	-7 967	-7 835	+1,7%
Résultat brut d'exploitation	1 319	1 356	-2,7%	1 463	-9,8%	3 854	4 014	-4,0%
Coût du risque	-311	-329	-5,3%	-355	-12,4%	-985	-1 116	-11,7%
Résultat d'exploitation	1 008	1 028	-1,9%	1 108	-9,0%	2 869	2 898	-1,0%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	23	18	+23,0%	21	+8,3%	55	41	+34,4%
Autres éléments hors exploitation	3	8	-65,3%	1	+84,3%	9	8	+11,0%
Résultat avant impôt	1 034	1 054	-1,9%	1 130	-8,5%	2 933	2 947	-0,5%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-64	-61	+4,6%	-78	-18,4%	-203	-187	+8,6%
Résultat avant impôt de Domestic Markets	970	993	-2,3%	1 052	-7,8%	2 729	2 760	-1,1%
Coefficient d'exploitation	66,3%	65,4%	+0,9 pt	63,0%	+3,3 pt	67,4%	66,1%	+1,3 pt
Fonds propres alloués (Md€)						24,3	22,9	+6,0%

*Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt*

- PNB : -0,2% / 9M16
  - Hausse de l'activité mais impact de l'environnement de taux bas persistant
  - Progression des commissions dans tous les réseaux
- Frais de gestion : +1,7% / 9M16
  - +1,3% hors impact de la reprise partielle au 9M16 d'une provision pour charges dans BDDB
  - En lien avec le développement des métiers spécialisés (Arval, Personal Investors, Leasing Solutions), augmentation de +0,4% en moyenne pour BDDF, BNL bc et BDDB\*
- Résultat avant impôt : -1,1% / 9M16
  - Baisse du coût du risque, notamment de BNL bc

\* Hors impact de la reprise partielle d'une provision pour charges au 9M16 dans BDDB



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 40



## Domestic Markets

### Banque De Détail en France - 9M17 (hors effets PEL/CEL)

	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	1 585	1 601	-1,0%	1 606	-1,3%	4 811	4 853	-0,9%
dont revenus d'intérêt	897	923	-2,8%	885	+1,4%	2 694	2 777	-3,0%
dont commissions	688	678	+1,4%	721	-4,6%	2 117	2 076	+2,0%
Frais de gestion	-1 183	-1 178	+0,5%	-1 116	+6,0%	-3 482	-3 457	+0,7%
Résultat brut d'exploitation	402	423	-5,0%	490	-18,0%	1 329	1 396	-4,8%
Coût du risque	-65	-72	-9,1%	-80	-18,1%	-224	-218	+2,8%
Résultat d'exploitation	337	351	-4,2%	411	-18,0%	1 105	1 178	-6,2%
Éléments hors exploitation	1	0	n.s.	0	n.s.	1	2	-31,3%
Résultat avant impôt	337	351	-4,0%	411	-17,9%	1 106	1 180	-6,2%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-36	-34	+4,0%	-40	-10,3%	-115	-105	+9,0%
Résultat avant impôt de BDDF	302	317	-4,9%	371	-18,7%	992	1 074	-7,7%
Coefficient d'exploitation	74,6%	73,6%	+1,0 pt	69,5%	+5,1 pt	72,4%	71,2%	+1,2 pt
Fonds propres alloués (Md€)						9,4	8,6	+8,3%

*Incluant 100% de la Banque Privée France pour les lignes PNB à Résultat avant impôt (hors effet PEL/CEL)\**

- PNB : -0,9% / 9M16
  - Revenus d'intérêt : -3,0% / 9M16, effet de l'environnement de taux bas partiellement compensé par la progression de l'activité
  - Commissions : +2,0% / 9M16, hausse des commissions financières en lien avec la bonne performance de la banque privée
- Frais de gestion : +0,7% / 9M16
  - Bonne maîtrise des coûts

\* Effet PEL/CEL : 6M€ sur 9M17 (-10M€ sur 9M16) et 7M€ au 3T17 (-7M€ au 3T16)



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 41

## Domestic Markets

### Banque De Détail en France - Volumes

<i>Encours moyens</i> <i>En milliards d'euros</i>	3T17	Variation / 3T16	Variation / 2T17	9M17	Variation / 9M16
<b>CREDITS</b>	158,6	+8,7%	+2,4%	155,0	+8,0%
Particuliers	87,7	+12,6%	+2,6%	85,3	+11,6%
Dont Immobilier	77,1	+13,5%	+2,8%	74,8	+12,3%
Dont Consommation	10,6	+6,2%	+0,7%	10,5	+6,8%
Entreprises	71,0	+4,2%	+2,3%	69,7	+4,0%
<b>DEPOTS</b>	162,6	+11,8%	+1,1%	159,0	+12,3%
Dépôts à vue	96,8	+19,4%	+2,1%	93,3	+21,9%
Comptes d'épargne	59,2	+1,0%	-0,4%	59,0	+1,1%
Dépôts à taux de marché	6,6	+15,0%	-0,5%	6,7	-0,6%

<i>En milliards d'euros</i>	30.09.17	Variation / 30.09.16	Variation / 30.06.17
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>			
Assurance-vie	88,4	+3,5%	+0,9%
OPCVM	40,2	-10,7%	-3,6%

- Crédits : +8,7% / 3T16, hausse sensible des crédits aux particuliers et aux entreprises par rapport à une base faible au 3T16
- Dépôts : +11,8% / 3T16, forte croissance des dépôts à vue
- Epargne hors-bilan
  - Bonne progression de l'assurance-vie
  - Baisse des OPCVM monétaires



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 42

## Domestic Markets

### BNL banca commerciale - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	719	741	-2,8%	729	-1,2%	2 175	2 227	-2,3%
Frais de gestion	-445	-448	-0,6%	-430	+3,6%	-1 344	-1 342	+0,1%
Résultat brut d'exploitation	274	293	-6,3%	299	-8,2%	831	884	-6,1%
Coût du risque	-203	-215	-5,4%	-222	-8,5%	-653	-731	-10,6%
Résultat d'exploitation	71	78	-8,7%	77	-7,2%	178	154	+15,7%
Eléments hors exploitation	0	0	+13,4%	0	-28,0%	1	0	n.s.
Résultat avant impôt	71	78	-8,6%	77	-7,3%	178	154	+16,1%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-9	-9	+3,6%	-12	-27,4%	-33	-27	+19,5%
Résultat avant impôt de BNL bc	63	70	-10,2%	65	-3,5%	146	126	+15,3%
Coefficient d'exploitation	61,9%	60,5%	+1,4 pt	59,0%	+2,9 pt	61,8%	60,3%	+1,5 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,8	5,8	-0,1%

Incluant 100% de la Banque Privée en Italie pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- PNB : -2,3% / 9M16
  - Revenus d'intérêt : -5,8% / 9M16, impact de l'environnement de taux bas
  - Commissions : +4,2% / 9M16, hausse des commissions en lien avec le bon développement de l'épargne hors-bilan et de la banque privée
- Frais de gestion : +0,1% / 9M16
  - Bonne maîtrise des frais de gestion
- Coût du risque : -10,6% / 9M16
  - Baisse continue du coût du risque
- Résultat avant impôt : 146 M€ (+15,3% / 9M16)

## Domestic Markets

### BNL banca commerciale - Volumes

Encours moyens En milliards d'euros	3T17	Variation / 3T16	Variation / 2T17	9M17	Variation / 9M16
<b>CREDITS</b>	77,8	-0,2%	-0,5%	78,4	+0,9%
Particuliers	40,0	+2,2%	-0,4%	40,1	+2,7%
Dont Immobilier	25,1	+1,8%	+0,1%	25,0	+0,5%
Dont Consommation	4,2	+0,7%	+0,3%	4,2	+1,7%
Entreprises	37,8	-2,6%	-0,6%	38,2	-0,9%
<b>DEPOTS</b>	41,9	+8,9%	+2,0%	41,2	+10,3%
Dépôts Particuliers	27,8	+7,7%	+0,2%	27,7	+9,5%
Dont Dépôts à vue	27,5	+7,9%	+0,2%	27,4	+9,7%
Dépôts Entreprises	14,0	+11,4%	+5,9%	13,5	+11,9%

En milliards d'euros	30.09.17	Variation / 30.09.16	Variation / 30.06.17
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>			
Assurance-vie	19,0	+5,4%	+1,2%
OPCVM	15,2	+11,5%	+1,6%

- Crédits : -0,2% / 3T16
  - +1% hors impact de la cession d'un portefeuille de crédits douteux au 1T17\*
- Dépôts : +8,9% / 3T16
  - Particuliers et Entreprises : forte croissance des dépôts à vue
- Epargne hors-bilan : bonne collecte en assurance-vie, forte hausse des encours d'OPCVM

\* Cession d'un portefeuille de crédits douteux aux entreprises et de prêts immobiliers de 1 Md€

## Domestic Markets Banque De Détail en Belgique - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	921	914	+0,9%	930	-0,9%	2 783	2 753	+1,1%
Frais de gestion	-570	-575	-0,7%	-560	+1,8%	-1 953	-1 921	+1,7%
Résultat brut d'exploitation	351	339	+3,6%	370	-5,1%	830	833	-0,3%
Coût du risque	-23	-19	+21,9%	-28	-15,1%	-50	-89	-43,7%
Résultat d'exploitation	328	320	+2,5%	343	-4,3%	780	744	+4,8%
Éléments hors exploitation	20	3	n.s.	8	n.s.	25	4	n.s.
Résultat avant impôt	347	323	+7,5%	351	-0,9%	804	748	+7,5%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-18	-18	+4,4%	-25	-26,7%	-54	-53	+1,8%
Résultat avant impôt de BDDB	329	305	+7,7%	325	+1,1%	751	695	+8,0%
Coefficient d'exploitation	61,9%	62,9%	-1,0 pt	60,2%	+1,7 pt	70,2%	69,8%	+0,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,2	4,7	+11,0%

Incluant 100% de la Banque Privée en Belgique pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- PNB : +1,1% / 9M16
  - Revenus d'intérêt : -0,6% / 9M16, impact de l'environnement de taux bas partiellement compensé par la progression des volumes
  - Commissions : +6,2% / 9M16, hausse des commissions bancaires et financières / base faible au 9M16
- Frais de gestion : +1,7% / 9M16
  - +0,1% hors impact de la reprise partielle au 9M16 d'une provision pour charges
  - Bonne maîtrise des coûts
- Coût du risque : -43,7% / 9M16
  - Coût du risque très faible au 9M17 (rappel : dotations compensées par des reprises au 1T17)



## Domestic Markets Banque De Détail en Belgique - Volumes

Encours moyens En milliards d'euros	3T17	Variation / 3T16	Variation / 2T17	9M17	Variation / 9M16
<b>CREDITS</b>	102,3	+5,8%	+1,3%	101,5	+6,0%
Particuliers	67,0	+2,8%	+1,0%	66,7	+3,4%
Dont Immobilier	48,1	+3,5%	+1,3%	47,9	+4,2%
Dont Consommation	0,2	+2,1%	-22,2%	0,2	+3,0%
Dont Entrepreneurs	18,7	+1,1%	+0,8%	18,5	+1,3%
Entreprises et collectivités publ.	35,3	+12,1%	+2,0%	34,8	+11,6%
<b>DEPOTS</b>	120,8	+2,2%	+1,3%	119,2	+3,3%
Dépôts à vue	48,9	+2,4%	+2,0%	47,4	+5,8%
Comptes d'épargne	68,8	+2,7%	+0,8%	68,3	+3,1%
Dépôts à terme	3,2	-9,1%	+1,1%	3,4	-19,2%

En milliards d'euros	30.09.17	Variation / 30.09.16	Variation / 30.06.17
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>			
Assurance-vie	24,3	-2,1%	-0,7%
OPCVM	32,0	+6,2%	+0,1%

- Crédits : +5,8% / 3T16
  - Particuliers : +2,8% / 3T16, hausse notamment des crédits immobiliers
  - Entreprises : +12,1% / 3T16, forte progression des crédits aux entreprises
- Dépôts : +2,2% / 3T16
  - Hausse notamment des dépôts à vue des particuliers
- Epargne hors-bilan : hausse des encours d'OPCVM



## Domestic Markets : Autres Activités - 9M17

	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	692	669	+3,6%	686	+0,9%	2 052	2 016	+1,8%
Frais de gestion	-400	-367	+9,1%	-382	+4,7%	-1 188	-1 114	+6,6%
Résultat brut d'exploitation	292	302	-3,2%	304	-3,9%	865	901	-4,1%
Coût du risque	-19	-23	-16,0%	-26	-25,8%	-59	-79	-25,7%
Résultat d'exploitation	273	279	-2,2%	278	-1,8%	806	822	-2,0%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	5	13	-61,4%	14	-66,2%	33	32	+3,1%
Autres éléments hors exploitation	0	10	n.s.	0	-65,2%	4	11	-60,5%
Résultat avant impôt	277	301	-7,9%	292	-4,9%	843	865	-2,5%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	0	n.s.	-1	-24,9%	-2	-2	+19,5%
Résultat avant impôt de Autres Domestic Markets	277	301	-8,1%	291	-4,8%	841	864	-2,6%
Coefficient d'exploitation	57,8%	54,9%	+2,9 pt	55,7%	+2,1 pt	57,9%	55,3%	+2,6 pt
Fonds propres alloués (Md€)						3,9	3,8	+4,2%

Incluant 100% de la Banque Privée au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- PNB\* : +1,8% / 9M16
  - +2,3% hors élément non récurrent
- Frais de gestion\* : +6,6% / 9M16
  - En lien avec le développement des métiers et les frais de lancement de nouveaux services digitaux chez Arval et Leasing Solutions
- Résultat avant impôt\*\* : -2,6% / 9M16
  - Baisse du coût du risque

\* Intégrant 100% de la Banque Privée au Luxembourg ; \*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée au Luxembourg

## Domestic Markets BDEL - Personal Investors

### Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL)

Encours moyens en milliards d'euros	3T17	Variation / 3T16	Variation / 2T17	9M17	Variation / 9M16
<b>CREDITS</b>	9,2	+10,5%	+4,2%	8,9	+6,6%
Particuliers	6,3	+5,1%	+2,1%	6,2	+3,5%
Entreprises et collectivités publ.	2,9	+24,8%	+9,2%	2,7	+14,5%
<b>DEPOTS</b>	19,2	+13,5%	+5,2%	18,5	+15,7%
Dépôts à vue	9,4	+23,3%	+6,4%	9,1	+28,7%
Comptes d'épargne	8,7	+4,8%	+3,0%	8,5	+7,2%
Dépôts à terme	1,0	+10,7%	+13,2%	0,9	-9,4%
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>					
Assurance-vie	1,0	+9,2%	+0,7%		
OPCVM	1,7	+2,1%	-0,0%		

- Crédits / 3T16 : bonne croissance des crédits aux entreprises et des crédits immobiliers
- Dépôts / 3T16 : hausse des dépôts à vue et des comptes d'épargne en particulier sur la clientèle des entreprises
- Epargne hors-bilan : bon développement de l'assurance-vie

### Personal Investors

Encours moyens en milliards d'euros	3T17	Variation / 3T16	Variation / 2T17	9M17	Variation / 9M16
<b>CREDITS</b>	0,5	+12,0%	-5,0%	0,5	+6,3%
<b>DEPOTS</b>	21,6	+7,5%	+0,7%	21,3	+7,8%
<b>ACTIFS SOUS GESTION</b>					
Ordres Particuliers Europe (millions)	91,2	+18,2%	+2,2%		
	4,2	+4,5%	+2,5%		

- Dépôts / 3T16 : bon niveau de recrutement de clients
- Actifs sous gestion / 30.09.16 : effet de la hausse des marchés et bonne collecte ; effet de l'acquisition de Sharekhan\*

\* Bouclée le 23 Novembre 2016 (4,8 Md€ d'actifs sous gestion au 30.09.17)

# Domestic Markets

## Arval - Leasing Solutions - Compte Nickel

BNP Paribas Leasing Solutions et Arval  
classées ensemble  
« 1ère société européenne de crédit-bail »  
par  
Leaseurope

### Arval

Encours moyens en milliards d'euros	3T17	Variation* / 3T16	Variation* / 2T17	9M17	Variation* / 9M16
Encours consolidés	15,7	+12,0%	+3,0%	15,0	+11,6%
Parc Financé (en milliers de véhicules)	1 081	+7,9%	+1,5%	1 063	+7,8%

- Encours consolidés : +12,0%\* / 3T16, bonne progression dans toutes les géographies
- Parc financé : +7,9%\* / 3T16, très bonne dynamique commerciale

### Leasing Solutions

Encours moyens en milliards d'euros	3T17	Variation* / 3T16	Variation* / 2T17	9M17	Variation* / 9M16
Encours consolidés	17,8	+5,7%	+3,6%	17,3	+3,7%

- Encours consolidés : +5,7%\* / 3T16, bonne dynamique commerciale

### Compte Nickel



- Acquisition finalisée le 12 juillet 2017
- 705 000 comptes au 30 septembre 2017 (+81% / 30 septembre 2016 ; +13% / 30 juin 2017)

\* A périmètre et change constants



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 49

## International Financial Services - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	3 928	3 946	-0,5%	3 935	-0,2%	11 773	11 454	+2,8%
Frais de gestion	-2 330	-2 319	+0,5%	-2 367	-1,6%	-7 203	-7 063	+2,0%
Résultat brut d'exploitation	1 598	1 627	-1,8%	1 568	+1,9%	4 570	4 391	+4,1%
Coût du risque	-352	-376	-6,3%	-331	+6,6%	-998	-1 071	-6,8%
Résultat d'exploitation	1 246	1 251	-0,4%	1 237	+0,7%	3 572	3 320	+7,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	140	122	+14,9%	153	-8,7%	420	360	+16,7%
Autres éléments hors exploitation	358	1	n.s.	14	n.s.	379	7	n.s.
Résultat avant impôt	1 744	1 373	+27,0%	1 405	+24,1%	4 371	3 687	+18,5%
Coefficient d'exploitation	59,3%	58,8%	+0,5 pt	60,2%	-0,9 pt	61,2%	61,7%	-0,5 pt
Fonds propres alloués (Md€)						26,5	25,9	+2,6%

- Effet change lié notamment à la dépréciation de la livre turque
  - TRY / EUR\* : -19,8% / 3T16, -4,6% / 2T17, -18,1% / 9M16
- A périmètre et change constants / 9M16
  - PNB : +4,5%, progression dans tous les métiers
  - Frais de gestion : +3,8%, effet de ciseau positif
  - Coût du risque : -4,4%
  - Résultat d'exploitation : +9,0%
  - Résultat avant impôt : +10,4%

\* Cours moyens



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 50

## International Financial Services Personal Finance - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	1 222	1 177	+3,9%	1 220	+0,2%	3 643	3 493	+4,3%
Frais de gestion	-575	-544	+5,7%	-579	-0,7%	-1 788	-1 700	+5,2%
Résultat brut d'exploitation	647	632	+2,4%	641	+1,1%	1 855	1 794	+3,4%
Coût du risque	-273	-240	+13,6%	-225	+21,0%	-738	-710	+3,9%
Résultat d'exploitation	375	392	-4,5%	415	-9,8%	1 118	1 084	+3,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	21	18	+15,6%	30	-28,9%	72	24	n.s.
Autres éléments hors exploitation	24	0	n.s.	0	n.s.	29	0	n.s.
Résultat avant impôt	420	411	+2,2%	445	-5,7%	1 218	1 108	+10,0%
Coefficient d'exploitation	47,0%	46,3%	+0,7 pt	47,5%	-0,5 pt	49,1%	48,7%	+0,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,5	4,9	+12,9%

- PNB : +4,3% / 9M16
  - En lien avec la hausse des volumes et le positionnement sur les produits offrant le meilleur profil de risque
- Frais de gestion : +5,2% / 9M16
  - +4,3% hors impact de IFRIC 21\* et éléments non récurrents
  - En lien avec le bon développement de l'activité
- Sociétés mises en équivalence : dépréciation des titres d'une filiale au 2T16
- Résultat avant impôt : +10,0% / 9M16

\* Comptabilisation notamment au 1T17 de la hausse de la contribution au FRU enregistrée au 2T16 en Autres Activités



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 51

## International Financial Services Personal Finance - Volumes et risques

Encours moyens en milliards d'euros	3T17	Variation / 3T16		Variation / 2T17		9M17	Variation / 9M16	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
ENCOURS CONSOLIDÉS	69,3	+8,8%	+12,0%	-0,7%	+2,1%	68,8	+10,6%	+14,3%
ENCOURS GERES (1)	79,1	+7,3%	+9,3%	-1,0%	+2,1%	78,8	+9,0%	+11,4%

(1) Intégrant 100% des encours des filiales non détenues à 100% ainsi que des partenariats

### ➤ Coût du risque / encours

Coût du risque annualisé / encours début de période	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17
France	1,35%	1,46%	1,59%	1,65%	1,04%
Italie	1,17%	1,44%	0,55%	0,87%	1,70%
Espagne	1,72%	1,93%	1,84%	1,17%	1,63%
Autres Europe de l'Ouest	1,28%	1,47%	1,22%	0,85%	1,29%
Europe de l'Est	0,77%	1,77%	0,59%	0,31%	1,24%
Brésil	6,89%	6,15%	6,63%	4,82%	5,35%
Autres	2,15%	1,89%	2,00%	1,95%	2,41%
<b>Personal Finance</b>	<b>1,54%</b>	<b>1,70%</b>	<b>1,46%</b>	<b>1,31%</b>	<b>1,54%</b>



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 52

## International Financial Services Europe Méditerranée - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	573	659	-13,0%	590	-3,0%	1 755	1 883	-6,8%
Frais de gestion	-403	-413	-2,6%	-420	-4,2%	-1 247	-1 274	-2,1%
Résultat brut d'exploitation	170	245	-30,7%	170	+0,1%	508	609	-16,6%
Coût du risque	-60	-127	-53,2%	-70	-15,2%	-197	-310	-36,6%
Résultat d'exploitation	110	118	-6,4%	100	+10,9%	311	298	+4,3%
Éléments hors exploitation	48	48	+1,2%	52	-7,7%	149	149	+0,4%
Résultat avant impôt	159	166	-4,2%	152	+4,5%	461	447	+3,0%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	0	0	-4,3%	-1	-47,9%	-2	-2	+15,9%
Résultat avant impôt d'Europe Méditerranée	158	165	-4,2%	151	+4,7%	459	446	+3,0%
Coefficient d'exploitation	70,3%	62,7%	+7,6 pt	71,2%	-0,9 pt	71,1%	67,7%	+3,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,0	5,2	-4,0%

Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- Effet change lié à la dépréciation de la livre turque notamment
  - TRY / EUR\* : -19,8% / 3T16, -4,6% / 2T17, -18,1% / 9M16
- A périmètre et change constants / 9M16
  - PNB\*\* : +2,1%
  - Frais de gestion\*\* : +4,7%, en lien avec le bon développement de l'activité
  - Coût du risque\*\* : -28,5%, effet positif de reprises de provision
  - Résultat avant impôt\*\*\* : +15,1%

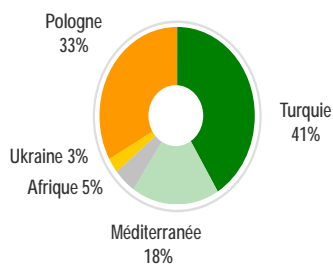
\* Cours moyens ; \*\* Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie ; \*\*\* Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie

## International Financial Services Europe Méditerranée - Volumes et risques

Encours moyens en milliards d'euros	3T17	Variation / 3T16		Variation / 2T17		9M17	Variation / 9M16	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
CREDITS	36,9	-4,5%	+5,3%	-2,1%	+1,1%	37,2	-3,1%	+5,3%
DEPOTS	34,0	-4,0%	+5,0%	-2,6%	+0,4%	34,7	-0,0%	+8,0%

Nota : effet change lié à la dépréciation de la livre turque notamment (TRY / EUR\* : -19,8% / 3T16 ; -4,6% / 2T17 ; -18,1% / 9M16)

### Répartition géographique des encours de crédit 3T17



### Coût du risque / encours

Coût du risque annualisé / encours début de période	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17
Turquie	1,82%	1,77%	1,67%	1,67%	0,97%
Ukraine	4,62%	-2,12%	0,28%	2,81%	-6,07%
Pologne	0,44%	0,77%	0,73%	0,31%	0,33%
Autres	0,89%	1,47%	-1,02%	-0,57%	1,19%
Europe Méditerranée	1,29%	1,29%	0,70%	0,73%	0,62%

\* Cours moyens

## International Financial Services BancWest - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	734	728	+0,7%	762	-3,7%	2 256	2 190	+3,0%
Frais de gestion	-482	-501	-3,8%	-513	-6,0%	-1 552	-1 517	+2,3%
Résultat brut d'exploitation	251	227	+10,6%	249	+1,1%	705	673	+4,7%
Coût du risque	-32	-14	n.s.	-38	-14,4%	-92	-62	+47,8%
Résultat d'exploitation	219	213	+3,0%	211	+3,8%	613	611	+0,4%
Eléments hors exploitation	3	1	n.s.	1	n.s.	3	12	-76,0%
Résultat avant impôt	222	214	+3,8%	212	+4,7%	616	622	-1,1%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-5	-4	+25,7%	-5	-13,9%	-15	-11	+40,7%
Résultat avant impôt de BancWest	217	210	+3,4%	206	+5,2%	601	612	-1,8%
Coefficient d'exploitation	65,8%	68,8%	-3,0 pt	67,4%	-1,6 pt	68,8%	69,3%	-0,5 pt
Fonds propres alloués (Md€)						6,4	6,2	+3,0%

Incluant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- Effet change : USD / EUR\* : -5,1% / 3T16, -6,3% / 2T17, +0,2% / 9M16
- PNB\*\* : +2,6%\*\*\* / 9M16
  - +6,0%\*\*\* hors effet de plus-values de cession de titres et de crédits au 1T16
  - Progression en lien avec la croissance des volumes et la hausse des taux
- Frais de gestion\*\* : +1,9%\*\*\* / 9M16
  - Maîtrise des coûts
  - Effet de ciseau largement positif hors plus-values de cession de titres et de crédits
- Résultat avant impôt\*\*\*\* : -2,3%\*\*\* / 9M16
  - +10,3%\*\*\* hors effet de plus-values de cession de titres et de crédits au 1T16

\* Cours moyens ; \*\* Intégrant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis ; \*\*\* A périmètre et changes constants ; \*\*\*\* Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux Etats-Unis



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 55

## International Financial Services BancWest - Volumes

Encours moyens En milliards d'euros	Encours	Variation / 3T16		Variation / 2T17		Encours	Variation / 9M16	
	3T17	à périmètre historique et change constants	à périmètre et change constants	à périmètre historique et change constants	à périmètre et change constants	9M16	à périmètre historique et change constants	à périmètre et change constants
<b>CREDITS</b>	61,7	+0,8%	+6,2%	-4,8%	+1,6%	59,8	+7,4%	+7,0%
Particuliers	27,2	+1,4%	+6,8%	-4,8%	+1,6%	26,4	+7,2%	+6,9%
Dont Immobilier	11,2	+3,1%	+8,6%	-4,6%	+1,8%	10,6	+9,7%	+9,4%
Dont Consommation	16,1	+0,3%	+5,6%	-4,9%	+1,5%	15,9	+5,6%	+5,2%
Immobilier commercial	17,4	+2,0%	+7,4%	-4,0%	+2,5%	16,4	+9,1%	+8,8%
Crédits aux Entreprises	17,1	-1,2%	+4,1%	-5,7%	+0,7%	16,9	+6,0%	+5,6%
<b>DEPOTS</b>	67,7	+3,6%	+9,1%	-3,5%	+3,0%	62,9	+10,9%	+10,5%
Dépôts hors Jumbo CDs	57,7	+4,0%	+9,6%	-2,7%	+3,9%	54,0	+9,0%	+8,8%

- Crédits : +6,2%\* / 3T16
  - Hausse des crédits aux particuliers et aux entreprises
- Dépôts : +9,1%\* / 3T16
  - Bonne croissance des dépôts à vue et des comptes d'épargne

\* A périmètre et change constants



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 56



## International Financial Services Assurance et GIP\* - Activité

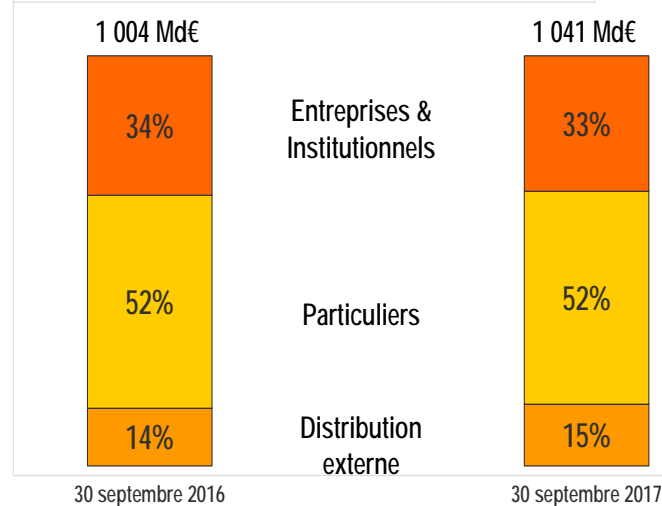
	30.09.17	30.09.16	Variation / 30.09.16	30.06.17	Variation / 30.06.17
<b>Actifs sous gestion (en Md€)</b>	<b>1 041</b>	<b>1 004</b>	<b>+3,7%</b>	<b>1 033</b>	<b>+0,9%</b>
Gestion d'actifs	425	413	+2,8%	421	+0,9%
Wealth Management	358	341	+4,8%	355	+0,7%
Real Estate	24	23	+6,9%	24	+0,5%
Assurance	235	227	+3,3%	232	+1,1%
	<b>3T17</b>	<b>3T16</b>	<b>Variation / 3T16</b>	<b>2T17</b>	<b>Variation / 2T17</b>
<b>Collecte nette (en Md€)</b>	<b>4,5</b>	<b>17,3</b>	<b>-74,0%</b>	<b>1,0</b>	<b>n.s.</b>
Gestion d'actifs	1,9	13,6	-86,3%	-6,5	n.s.
Wealth Management	1,2	2,3	-46,5%	5,9	-79,5%
Real Estate	0,0	0,3	n.s.	0,1	n.s.
Assurance	1,5	1,2	+23,5%	1,5	-1,8%

- Actifs sous gestion : +8,9 Md€ / 30.06.17 (+37,2 Md€ / 30.09.16), dont notamment
  - Collecte nette : +4,5 Md€, bonne collecte en Wealth Management, Gestion d'actifs et Assurance
  - Effet performance : +10,8 Md€
  - Effet change : -5,9 Md€, notamment du fait de l'appréciation de l'euro au 3T17

\* Gestion Institutionnelle et Privée

## International Financial Services - Assurance & GIP Répartition des actifs par origine de clientèle

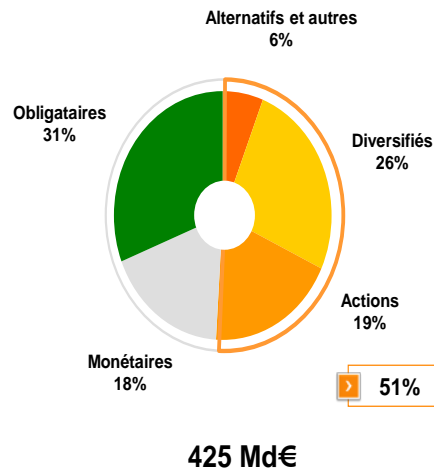
### ▶ Répartition des actifs par origine de clientèle



## International Financial Services - Gestion d'actifs

### Ventilation des actifs gérés

30.09.17



## International Financial Services

### Assurance - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	662	679	-2,5%	619	+6,9%	1 878	1 745	+7,6%
Frais de gestion	-311	-299	+4,0%	-297	+4,5%	-934	-886	+5,4%
Résultat brut d'exploitation	351	380	-7,7%	322	+9,0%	944	860	+9,8%
Coût du risque	1	3	-76,5%	-1	n.s.	-1	3	n.s.
Résultat d'exploitation	352	383	-8,2%	321	+9,6%	943	863	+9,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	63	44	+44,0%	55	+14,5%	172	153	+12,7%
Autres éléments hors exploitation	325	0	n.s.	0	n.s.	326	-3	n.s.
Résultat avant impôt	740	427	+73,4%	376	+96,9%	1 442	1 013	+42,3%
Coefficient d'exploitation	47,0%	44,0%	+3,0 pt	48,0%	-1,0 pt	49,7%	50,7%	-1,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)						7,7	7,4	+3,6%

- Provisions techniques : +5,0% / 9M16
- PNB : +7,6% / 9M16
  - Evolution favorable des marchés financiers
  - Bonne performance de l'activité, notamment de la protection et de l'épargne (France et Asie)
- Frais de gestion : +5,4% / 9M16
  - En lien avec le bon développement du métier
- Résultat avant impôt : +42,3% / 9M16
  - +10,2% hors plus-value réalisée au 3T17 sur la vente de 4% de SBI Life (326 M€)
  - Bonne performance des activités mises en équivalence

## International Financial Services Gestion Institutionnelle et Privée - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	753	718	+4,9%	760	-1,0%	2 286	2 183	+4,7%
Frais de gestion	-569	-572	-0,4%	-567	+0,4%	-1 712	-1 715	-0,2%
Résultat brut d'exploitation	183	146	+25,4%	193	-5,0%	574	468	+22,7%
Coût du risque	12	3	n.s.	4	n.s.	29	9	n.s.
Résultat d'exploitation	195	149	+30,9%	197	-0,9%	603	477	+26,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	8	12	-28,9%	15	-44,3%	28	33	-13,9%
Autres éléments hors exploitation	5	0	n.s.	14	-64,8%	19	0	n.s.
Résultat avant impôt	208	161	+29,7%	226	-7,8%	651	509	+27,9%
Coefficient d'exploitation	75,6%	79,6%	-4,0 pt	74,6%	+1,0 pt	74,9%	78,6%	-3,7 pt
Fonds propres alloués (Md€)						1,9	2,1	-9,6%

- A périmètre et change constants

- PNB : +6,7% / 9M16, hausse des revenus dans tous les métiers
- Frais de gestion : +2,3% / 9M16, bonne maîtrise des coûts et effet de ciseau largement positif
- Autres éléments hors exploitation : cession d'un immeuble au 2T17 (12 M€)
- Résultat avant impôt : +27,1% / 9M16



## Corporate and Institutional Banking - 9M17

En millions d'euros	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	2 658	2 905	-8,5%	3 197	-16,9%	9 078	8 648	+5,0%
Frais de gestion	-1 897	-2 022	-6,2%	-1 988	-4,6%	-6 390	-6 395	-0,1%
Résultat brut d'exploitation	761	883	-13,8%	1 209	-37,0%	2 688	2 253	+19,3%
Coût du risque	10	-74	n.s.	118	-91,2%	182	-148	n.s.
Résultat d'exploitation	772	809	-4,6%	1 328	-41,9%	2 870	2 105	+36,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-2	2	n.s.	5	n.s.	11	12	-5,3%
Autres éléments hors exploitation	8	1	n.s.	15	-47,1%	23	4	n.s.
Résultat avant impôt	778	812	-4,2%	1 349	-42,3%	2 904	2 121	+36,9%
Coefficient d'exploitation	71,4%	69,6%	+1,8 pt	62,2%	+9,2 pt	70,4%	73,9%	-3,5 pt
Fonds propres alloués (Md€)						21,4	22,2	-3,5%

- PNB : +5,0% / 9M16
  - Bonne progression dans tous les métiers
- Frais de gestion : -0,1% / 9M16
  - Très bonne maîtrise des coûts : effet des mesures d'économies mises en œuvre depuis le lancement du plan de transformation CIB dès le début 2016
  - Effet de ciseau largement positif : forte amélioration de l'efficacité opérationnelle
- Coût du risque : reprise nette de provisions sur 9M17
- Fonds propres alloués : -3,5% / 9M16
  - Global Markets : baisse de la Value at Risk et cession au 1T17 d'un portefeuille peu rentable



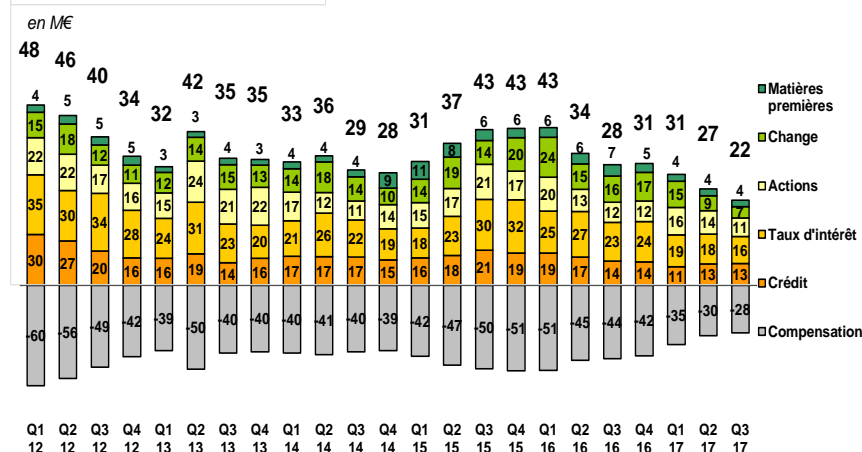
## Corporate and Institutional Banking Global Markets - 9M17

	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	1 234	1 490	-17,2%	1 523	-19,0%	4 511	4 366	+3,3%
dont FICC	801	1 082	-26,0%	883	-9,3%	2 858	3 022	-5,4%
dont Equity & Prime Services	433	408	+6,2%	640	-32,4%	1 653	1 345	+22,9%
Frais de gestion	-958	-1 065	-10,0%	-997	-3,9%	-3 380	-3 388	-0,2%
Résultat brut d'exploitation	276	425	-35,2%	526	-47,6%	1 131	978	+15,7%
Coût du risque	6	5	+20,1%	39	-84,8%	42	28	+51,1%
Résultat d'exploitation	281	430	-34,6%	565	-50,2%	1 173	1 006	+16,7%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-6	5	n.s.	-1	n.s.	-7	12	n.s.
Autres éléments hors exploitation	6	0	n.s.	3	n.s.	8	4	+86,8%
Résultat avant impôt	281	435	-35,5%	567	-50,5%	1 174	1 022	+14,9%
Coefficient d'exploitation	77,7%	71,4%	+6,3 pt	65,5%	+12,2 pt	74,9%	77,6%	-2,7 pt
Fonds propres alloués (Md€)						8,0	9,1	-11,8%

- PNB : +3,3% / 9M16
  - Forte croissance d'Equity & Prime Services tirée par un rebond de l'activité de la clientèle sur les dérivés d'actions ainsi que par le bon développement de Prime Services
  - Baisse de FICC en raison d'un contexte de marché peu porteur au 2T et au 3T17
- Frais de gestion : -0,2% / 9M16
  - Baisse des coûts du fait des mesures d'économie mises en œuvre
  - Effet de ciseau largement positif : forte amélioration de l'efficacité opérationnelle
- Fonds propres alloués : -11,8% / 9M16
  - Baisse de la Value at Risk / 9M16 et cession au 1T17 d'un portefeuille peu rentable (2,5 Md€ d'actifs pondérés)

## Corporate and Institutional Banking Risques de marché - 3T17

### VaR (1 jour, 99%) moyenne



- VaR en baisse à un niveau particulièrement faible ce trimestre \*
  - Baisse ce trimestre en particulier sur les actions, les taux et le change
  - Aucun événement de backtesting constaté ce trimestre
  - Rappel : seulement 16 événements de perte au-delà de la VaR depuis le 01.01.2007, soit moins de 2 par an sur longue période incluant la crise, confirmant la robustesse du modèle interne de calcul de la VaR (1 jour, 99%)

\* VaR calculée pour le suivi des limites de marché

## Corporate and Institutional Banking Corporate Banking - 9M17

	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	948	958	-1,1%	1 176	-19,4%	3 115	2 924	+6,6%
Frais de gestion	-546	-591	-7,6%	-590	-7,5%	-1 827	-1 884	-3,0%
Résultat brut d'exploitation	402	368	+9,4%	586	-31,4%	1 288	1 040	+23,9%
Coût du risque	4	-79	n.s.	78	-94,5%	139	-177	n.s.
Résultat d'exploitation	407	289	+40,9%	664	-38,8%	1 427	863	+65,4%
Éléments hors exploitation	6	-3	n.s.	19	-66,1%	32	-1	n.s.
Résultat avant impôt	413	285	+44,6%	683	-39,5%	1 460	862	+69,3%
Coefficient d'exploitation	57,6%	61,6%	-4,0 pt	50,2%	+7,4 pt	58,7%	64,4%	-5,7 pt
Fonds propres alloués (Md€)						12,5	12,3	+1,5%

- PNB : +6,6% / 9M16
  - Progression dans toutes les zones géographiques\*
- Frais de gestion : -3,0% / 9M16
  - Baisse des coûts du fait des mesures d'économies mises en œuvre
  - Effet de ciseau largement positif : forte amélioration de l'efficacité opérationnelle
- Coût du risque
  - Dotations aux provisions plus que compensées par des reprises sur 9M17
- Éléments hors exploitation
  - Effet notamment d'une plus-value sur la cession d'un immeuble au 2T17

\* A périmètre et change constants



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 65

## Corporate and Institutional Banking Securities Services - 9M17

	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	476	457	+4,2%	498	-4,4%	1 452	1 359	+6,8%
Frais de gestion	-392	-367	+6,9%	-400	-2,0%	-1 183	-1 123	+5,4%
Résultat brut d'exploitation	84	90	-7,1%	97	-14,0%	268	235	+13,9%
Coût du risque	0	0	-18,1%	1	-88,9%	1	1	-10,9%
Résultat d'exploitation	84	90	-7,1%	99	-15,0%	270	237	+13,8%
Éléments hors exploitation	0	1	-56,6%	0	-4,9%	1	1	+77,2%
Résultat avant impôt	84	91	-7,5%	99	-14,9%	271	237	+13,9%
Coefficient d'exploitation	82,4%	80,3%	+2,1 pt	80,5%	+1,9 pt	81,5%	82,7%	-1,2 pt
Fonds propres alloués (Md€)						0,9	0,8	+15,7%

	30.09.17	30.09.16	Variation / 30.09.16	30.06.17	Variation / 30.06.17
<b>Securities Services</b>					
Actifs en conservation (en Md€)	9 300	8 521	+9,1%	9 001	+3,3%
Actifs sous administration (en Md€)	2 309	1 934	+19,4%	2 191	+5,4%
	<b>3T17</b>	<b>3T16</b>	<b>3T17 / 3T16</b>	<b>2T17</b>	<b>3T17 / 2T17</b>
Nombre de transactions (en millions)	21,9	20,4	+7,8%	22,9	-4,1%











- PNB : +6,8% / 9M16
  - Effet de la hausse des volumes et des nouveaux mandats
- Frais de gestion : +5,4% / 9M16
  - En lien avec le développement de l'activité
  - Effet de ciseau positif grâce aux mesures d'économie de coûts : bonne amélioration de l'efficacité opérationnelle



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 66

## Corporate and Institutional Banking Transactions – Q317

	Germany/France – Siemens Advising Siemens in the negotiations with Alstom for the combination of their mobility businesses EUR 7.4bn September 2017		Asian Development Bank USD 4bn 5-year fixed rate Bond Joint Lead Manager September 2017
	Germany – thyssenkrupp EUR 1.375bn Accelerated Bookbuilt Offering of newly issued shares Joint Bookrunner September 2017		China – China National Chemical Corporation (ChemChina) USD 3bn Multi-Tranches - Senior Unsecured Notes Issuance Joint Global Coordinator, Joint Bookrunner July 2017
	Brazil – Grupo Carrefour BRL 5bn IPO. The largest Brazilian IPO since 2013. Joint Bookrunner July 2017		Korea/Germany – BMW Financial Services Korea Bavarian Sky Korea 3rd Asset Securitization Specialty Company - KRIW 370bn Asset Backed Securities (ABS) Issuance - Sole Arranger & Sole Lead Manager September 2017
	UK – Anglian Water GBP 250m 8-year green bond - This transaction marks the Utility Sector's first ever benchmark GBP Green Bond issue Active Bookrunner July 2017		USA – Verizon Communications Inc. USD 950mn 33-year NC5 Senior Unsecured Formosa Bond Active Bookrunner August 2017
	UK – Gosforth Funding 2017-1 PLC GBP 450m & USD 400m prime UK RMBS Approximately GBP 750m equivalent of securities were placed with investors across two tranches. Joint Lead Manager - September 2017		USA – General Motors Financial USD 2.25bn Senior Unsecured Bond Active Bookrunner July 2017

## Corporate and Institutional Banking Rankings and Awards - 3T17

- **Global Markets:**
  - #1 All bonds in EUR and #1 Investment Grade Corporate bonds in EUR (*Dealogic – September 2017*)
  - #9 All International bonds All Currencies (*Dealogic – September 2017*)
  - Derivatives Bank of the Year, Credit Derivatives Bank of the Year & Interest Rates Derivatives Bank of the Year (*Global Capital Derivatives Awards 2017*)
  - Most Innovative Investment Bank for Structured Investor Products (*The Banker Investment Bank Awards 2017*)
- **Securities Services:**
  - Hedge Funds Administrator of the Year in Europe (*Global Investor Awards – July 2017*)
- **Corporate Banking:**
  - #1 European Large Corporate Trade Finance and #3 Asian Large Corporate Trade Finance (*Greenwich – October 2017*)
  - #1 EMEA Syndicated Loans Bookrunner by number of deal
  - #3 EMEA Equity-Linked Bookrunner and #8 EMEA ECM Bookrunner by volume (*Dealogic – September 2017*)
  - #4 Cash Management Bank worldwide (*Euromoney – September 2017*)



## Autres Activités - 3T17

En millions d'euros	3T17	3T16	2T17	9M17	9M16
Produit net bancaire	22	-45	3	382	1 223
Frais de gestion	-382	-381	-300	-990	-859
<i>Dont coûts de transformation et coûts de restructuration</i>	<i>-222</i>	<i>-253</i>	<i>-168</i>	<i>-501</i>	<i>-408</i>
Résultat brut d'exploitation	-361	-426	-297	-608	365
Coût du risque	-16	13	-94	-122	17
Résultat d'exploitation	-377	-413	-391	-730	382
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-10	22	44	53	70
Autres éléments hors exploitation	-139	0	2	-145	-68
Résultat avant impôt	-525	-391	-346	-822	384

- Revenus
  - Réévaluation de la dette propre (« OCA »)\* et du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (« DVA »)\* : +21 M€ (-202 M€ au 3T16)
  - Rappel : très bonne contribution de Principal Investments au 3T16
- Frais de gestion
  - Coûts de restructuration des acquisitions (notamment LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD) : -17 M€ (-37 M€ au 3T16)
  - Coûts de transformation des Métiers : -205 M€ (-216 M€ au 3T16)
- Autres éléments hors exploitation
  - Dépréciation de la totalité de la survaleur de TEB (-172 M€)

\* La valeur de marché ou de modèle tient compte de la variation de valeur imputable au risque du groupe BNP Paribas. Elle est constatée en calculant la valeur de remplacement des instruments, obtenue par l'actualisation du profil attendu des passifs, issus de dérivés ou de titres émis par la Banque, en utilisant un taux correspondant à celui d'un instrument similaire qui serait émis par le groupe BNP Paribas à la date de clôture.



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 69

## Autres Activités - 9M17

- Revenus
  - Réévaluation de la dette propre (« OCA »)\* et du risque de crédit propre inclus dans les dérivés (« DVA »)\* : -186 M€ (-41 M€ sur 9M16)
  - Plus-value de cession de titres Shinhan (+148 M€) et Euronext (+85 M€)
  - Rappel 9M16 : plus-value de cession des titres Visa : +597 M€
  - Très bonnes contributions de Principal Investments sur 9M17 et sur 9M16
- Frais de gestion
  - Coûts de restructuration des acquisitions (notamment LaSer, Bank BGZ, DAB Bank et GE LLD) : -53 M€ (-111 M€ sur 9M16)
  - Coûts de transformation des Métiers : -448 M€ (-297 M€ sur 9M16)
- Autres éléments hors exploitation
  - Dépréciation de la totalité de la survaleur de TEB (-172 M€)
  - Rappel 9M16 : dépréciation de survaleur sur les titres d'une filiale (-54 M€)

\* La valeur de marché ou de modèle tient compte de la variation de valeur imputable au risque du groupe BNP Paribas. Elle est constatée en calculant la valeur de remplacement des instruments, obtenue par l'actualisation du profil attendu des passifs, issus de dérivés ou de titres émis par la Banque, en utilisant un taux correspondant à celui d'un instrument similaire qui serait émis par le groupe BNP Paribas à la date de clôture.



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 70

## Répartition des coûts de transformation des Métiers présentés en Autres Activités - 9M17

<i>En millions d'euros</i>	9M17	3T17	2T17	1T17
Retail Banking & Services	-263	-125	-93	-45
Domestic Markets	-108	-48	-42	-17
Banque De Detail en France	-71	-31	-28	-12
BNL bc	-7	-5	-2	-1
Banque De Detail en Belgique	-16	-6	-8	-2
Autres Activités	-13	-6	-5	-2
International Financial Services	-155	-76	-51	-28
Personal Finance	-37	-16	-14	-7
International Retail Banking	-65	-31	-20	-13
Assurance	-26	-16	-6	-3
Gestion Institutionnelle et Privée	-28	-14	-10	-5
Corporate & Institutional Banking	-185	-80	-61	-43
Corporate Banking	-44	-15	-17	-12
Global Markets	-109	-49	-35	-24
Securities Services	-32	-16	-9	-7
Autres Activités	-1	-0	1	-1
<b>TOTAL</b>	<b>-448</b>	<b>-205</b>	<b>-153</b>	<b>-90</b>



Résultats du Groupe

Résultats des pôles

Résultats détaillés du 9M17

**Annexes**





## Nombre d'actions et Bénéfice Net par Action

### Nombre d'actions

en millions	30-sept-17	31-déc-16
Nombre d'actions (fin de période)	1 249	1 247
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période)	1 246	1 246
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 246	1 244

### Bénéfice Net par Action

en millions	30-sept-17	30-sept-16
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 246	1 244
Résultat net part du Groupe	6 333	6 260
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-268	-264
Effet change sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée remboursés	0	125
Résultat net part du Groupe, après rémunération et effet change sur TSSDI	6 065	6 121
Bénéfice Net par Action (BNA) en euros	4,87	4,92

## Ratios de fonds propres et Actif net par Action

### Ratios de fonds propres

	30-sept-17	31-déc-16
Ratio de solvabilité global (a)	14,7%	14,5%
Ratio Tier 1 (a)	13,1%	12,9%
Ratio Common equity Tier 1 (a)	11,9%	11,6%

(a) Bâle 3 (CRD4), tenant compte des dispositions transitoires prévues par la CRR (mais avec déduction complète des écarts d'acquisition), sur la base des risques pondérés à 638 Md€ au 31.12.16 et à 635 Md€ au 30.09.2017. Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du règlement (UE) n° 575/2013.

### Actif Net par Action

en millions d'euros	30-sept-17	31-déc-16	
Capitaux propres part du Groupe	100 544	100 665	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres (gains latents ou différés)	3 631	6 169	
dont Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	7 820	8 430	(2)
dont rémunération nette d'impôts à verser sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	92	91	(3)
Actif Net Comptable (a)	92 632	92 144	(1)-(2)-(3)
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	12 310	13 218	
Actif Net Comptable Tangible (a)	80 322	78 926	
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période) en millions	1 246	1 246	
Actif Net Comptable par Action (euros)	74,3	73,9	
dont actif net comptable par action non réévalué (euros)	71,4	69,0	
Actif Net Comptable Tangible par Action (euros)	64,4	63,3	

(a) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI

# Rentabilité des Fonds propres et Capitaux Permanents

## Calcul de la rentabilité des fonds propres

en millions d'euros	9M17	9M16	
<b>Résultat net part du Groupe (RNP)</b>	<b>6 333</b>	<b>6 260</b>	(1)
Éléments exceptionnels (après impôts) (a)	-97	272	(2)
Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) et taxes systémiques bancaires après impôts	-691	-586	(3)
Taxe systémique bancaire UK	0	-57	(4)
<b>RNPG annualisé (éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisés) (b)</b>	<b>8 707</b>	<b>8 394</b>	(5)
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-354	-351	
Effet change sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée remboursés	0	125	
<b>Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués (c)</b>	<b>84 894</b>	<b>80 748</b>	
<b>Rentabilité des fonds propres</b>	<b>9,8%</b>	<b>10,1%</b>	
<b>Moyenne des capitaux propres permanents tangibles, non réévalués (d)</b>	<b>72 130</b>	<b>67 559</b>	
<b>Rentabilité des fonds propres tangibles</b>	<b>11,6%</b>	<b>12,1%</b>	

(a) Cf. diapositive 37 de la présentation au 30.09.17  
 (b) Au 30.09.17, (5) =  $4/3 \times (1) - (2) - (3) + (2) + (3) + (4)$  ; Rappel Taxe systémique bancaire UK : montant estimé au 2T16 à payer au 4T16 ;  
 (c) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende) ;  
 (d) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition).

## Capitaux permanents part du Groupe non réévalués (utilisés pour le calcul de la rentabilité des fonds propres)

en millions d'euros	30-sept-17	31-déc-16	
<b>Actif Net Comptable</b>	<b>92 632</b>	<b>92 144</b>	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres (gains latents ou différés)	3 631	6 169	(2)
dont dividende 2016	0	3 364	(3)
dont hypothèse de distribution de dividende 2017	4 213		(4)
Annualisation du résultat retraité (a)	2 374		(5)
Retraitement des coupons des TSSDI pour le calcul de l'annualisation	14		(6)
<b>Capitaux propres permanents part du Groupe, non réévalués (b)</b>	<b>87 176</b>	<b>82 611</b>	(1)-(2)-(3)-(4)+(5)+(6)
Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	12 310	13 218	
<b>Capitaux propres permanents tangibles part du Groupe, non réévalués (b)</b>	<b>74 866</b>	<b>69 393</b>	

(a) RNPG du 9M17 hors éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires ;  
 (b) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI et après hypothèse de distribution de dividende

# Un bilan de qualité

## Créances douteuses / encours bruts

	30-sept-17	31-déc-16
<b>Créances douteuses (a) / encours bruts (b)</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,8%</b>

(a) Encours douteux de créances sur la clientèle et les établissements de crédit hors repos, nets des garanties  
 (b) Encours bruts de créances sur la clientèle et les établissements de crédit hors repos

## Taux de couverture

en milliards d'euros	30-sept-17	31-déc-16
<b>Engagements douteux (a)</b>	<b>28,0</b>	<b>31,2</b>
<b>Provisions (b)</b>	<b>24,9</b>	<b>27,8</b>
<b>Taux de couverture</b>	<b>89%</b>	<b>89%</b>

(a) Engagements douteux bruts bilan et hors bilan, nets des garanties  
 (b) Spécifiques et collectives

## Réserve de liquidité immédiatement disponible

en milliards d'euros	30-sept-17	31-déc-16
<b>Réserve de liquidité immédiatement disponible (a)</b>	<b>324</b>	<b>305</b>

(a) Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales ("counterbalancing capacity") tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, et diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement

## Ratio common equity Tier 1

### Ratio common equity Tier 1 de Bâle 3 plein\* (passage des fonds propres comptables aux fonds propres prudentiels)

en Milliards d'euros	30-sept-17	30-juin-17
<b>Capitaux propres</b>	<b>105,2</b>	<b>104,4</b>
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-7,8	-7,8
Projet de distribution de dividende 2017	-3,0	-2,1
Ajustements réglementaires sur capitaux propres**	-1,5	-1,6
Ajustements réglementaires sur intérêts minoritaires	-2,7	-2,8
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	-12,8	-12,9
Impôts différés actifs sur déficits reportables	-0,7	-0,8
Autres ajustements réglementaires	-1,4	-1,3
<b>Fonds propres Common Equity Tier One</b>	<b>75,3</b>	<b>75,1</b>
<b>Actifs pondérés</b>	<b>636</b>	<b>640</b>
<b>Ratio Common Equity Tier 1</b>	<b>11,8%</b>	<b>11,7%</b>

\* CRD4, tenant compte de l'ensemble des règles de la CRD4 sans disposition transitoire. Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du règlement (UE) n°575/2013 ; \*\* Y compris Prudent Valuation Adjustment



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

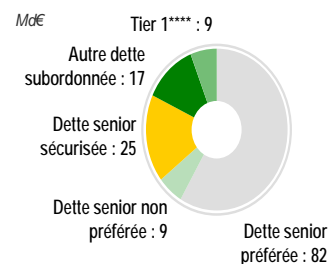
Résultats au 30.09.2017 | 77

## Ressources de marché à moyen / long terme Programme 2017

### Programme 2017 de refinancement MLT de 25 Mds€

- Emissions d'instruments de capital dans le cadre de l'objectif cible total de 3% à 2020\*
  - 1,25 Md\$ de Tier 2 à 10 ans in fine émis en mars 2017 à Treasuries + 215pb
- Dette senior : 25 Md€\*\* réalisés à un spread moyen de mid-swap + 55pb (4,2 ans de durée moyenne)
  - Dont dette senior non préférée : 90%\*\* réalisés sur un programme de 10 Md€ dans des devises diverses (EUR, USD, JPY, SGD, AUD,...)
  - Dont dette sécurisée : 1,5 Md€\*\* émis en covered bonds et titrisations

### Répartition des encours de ressources de marché MLT\*\*\*: 142 Md€ au 30.09.2017



### Programme d'émissions 2017 déjà réalisé

\* Sous réserve des conditions de marché ; \*\* Au 18 octobre 2017 ; \*\*\* Chiffres recomposés selon la nouvelle définition extensive du financement wholesale (143 Md€ au 31.12.16), recouvrant l'ensemble des financements à l'exclusion des clients particuliers, PME ou corporates, des clients institutionnels pour leurs besoins opérationnels, des financements de politique monétaire et des financements sécurisés par des actifs de marché ; \*\*\*\* Dette qualifiée prudemment de Tier 1 enregistrée en dette subordonnée ou en capitaux propres



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 78

## Coût du risque sur encours (1/2)

### Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

	2014	2015	1T16	2T16	3T16	4T16	2016	1T17	2T17	3T17
<b>Domestic Markets*</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	335,2	339,2	341,4	341,1	347,2	348,0	344,4	356,4	359,2	365,6
Coût du risque (en M€)	2 074	1 812	399	388	329	399	1 515	319	355	311
Coût du risque (en pb, annualisé)	62	53	47	46	38	46	44	36	40	34
<b>BDDF*</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	143,4	144,7	142,9	142,0	145,4	146,8	144,3	151,5	154,2	158,2
Coût du risque (en M€)	402	343	73	72	72	124	342	79	80	65
Coût du risque (en pb, annualisé)	28	24	21	20	20	34	24	21	21	17
<b>BNL bc*</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	78,1	77,4	77,3	76,9	78,1	77,4	77,4	79,4	78,5	77,6
Coût du risque (en M€)	1 398	1 248	274	242	215	229	959	228	222	203
Coût du risque (en pb, annualisé)	179	161	142	126	110	118	124	115	113	105
<b>BDDB*</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	88,4	91,5	95,0	96,1	97,4	97,1	96,4	98,7	99,3	102,0
Coût du risque (en M€)	131	85	21	49	19	9	98	-1	28	23
Coût du risque (en pb, annualisé)	15	9	9	20	8	4	10	0	11	9

\* Avec la Banque Privée à 100%



## Coût du risque sur encours (2/2)

### Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

	2014	2015	1T16	2T16	3T16	4T16	2016	1T17	2T17	3T17
<b>BancWest*</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	43,3	55,0	60,1	58,0	61,1	61,8	60,3	67,3	66,7	63,5
Coût du risque (en M€)	50	50	25	23	14	23	85	22	38	32
Coût du risque (en pb, annualisé)	12	9	16	16	9	15	14	13	23	20
<b>Europe Méditerranée*</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	30,0	38,8	38,6	39,0	39,5	39,3	39,1	38,3	38,3	38,3
Coût du risque (en M€)	357	466	96	87	127	127	437	67	70	60
Coût du risque (en pb, annualisé)	119	120	100	89	129	129	112	70	73	62
<b>Personal Finance</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	51,3	57,0	59,4	60,6	62,3	63,4	61,4	65,9	68,9	70,9
Coût du risque (en M€)	1 095	1 176	221	248	240	269	979	240	225	273
Coût du risque (en pb, annualisé)	214	206	149	164	154	170	159	146	131	154
<b>CIB - Corporate Banking</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	105,3	116,5	117,9	118,2	120,4	118,3	118,7	123,4	128,6	122,8
Coût du risque (en M€)	131	138	55	42	79	115	292	-57	-78	-4
Coût du risque (en pb, annualisé)	12	12	19	14	26	39	25	-19	-24	-1
<b>Groupe**</b>										
Encours début de trimestre (en Md€)	647,2	698,9	703,2	702,2	717,5	716,1	709,8	737,6	742,9	739,1
Coût du risque (en M€)	3 705	3 797	757	791	764	950	3 262	592	662	668
Coût du risque (en pb, annualisé)	57	54	43	45	43	53	46	32	36	36

\* Avec la Banque Privée à 100% ; \*\* Y compris coût du risque des activités de marchés, Investment Solutions (jusqu'en 2014), International Financial Services et Autres Activités



## Actifs pondérés Bâle 3\*

- Actifs pondérés Bâle 3\* : 636 Md€ (640 Md€ au 30.06.17)
  - Légère baisse des actifs pondérés du fait de l'effet change

en Mds€	30.09.17	30.06.17
Risque de Crédit	502	505
Risque Opérationnel	65	64
Risque de Contrepartie	29	29
Risque Marché / Change	18	20
Positions de titrisation du portefeuille bancaire	5	5
Autres**	17	18
<b>Total des Actifs pondérés Bâle 3*</b>	<b>636</b>	<b>640</b>

\* CRD4; \*\* Inclut les DTA et les participations significatives dans les entités du secteur financier, sujets à une pondération de 250%

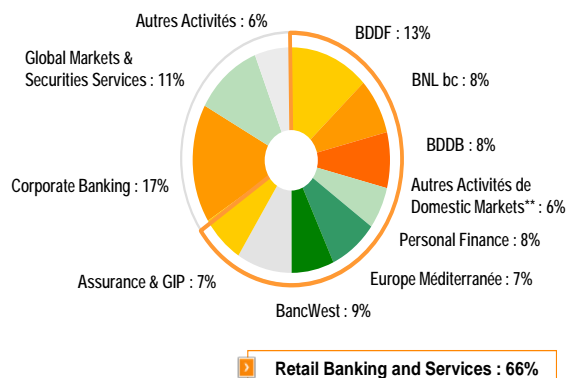


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 81

## Actifs pondérés Bâle 3 par métier\*

### Actifs pondérés Bâle 3\* par métier au 30.09.2017



\* CRD4; \*\* Y compris Luxembourg



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2017 | 82

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE - GROUPE**

<i>En millions d'euros</i>	3T17	3T16	3T17 / 3T16	2T17	3T17 / 2T17	9M17	9M16	9M17 / 9M16
Produit net bancaire	10 394	10 589	-1,8%	10 938	-5,0%	32 629	32 755	-0,4%
Frais de gestion	-7 133	-7 217	-1,2%	-7 071	+0,9%	-22 323	-21 934	+1,8%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 261</b>	<b>3 372</b>	<b>-3,3%</b>	<b>3 867</b>	<b>-15,7%</b>	<b>10 306</b>	<b>10 821</b>	<b>-4,8%</b>
Coût du risque	-668	-764	-12,6%	-662	+0,9%	-1 922	-2 312	-16,9%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 593</b>	<b>2 608</b>	<b>-0,6%</b>	<b>3 205</b>	<b>-19,1%</b>	<b>8 384</b>	<b>8 509</b>	<b>-1,5%</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	150	163	-8,0%	223	-32,7%	538	482	+11,6%
Autres éléments hors exploitation	230	9	n.s.	33	n.s.	266	-48	n.s.
<b>Eléments hors exploitation</b>	<b>380</b>	<b>172</b>	<b>n.s.</b>	<b>256</b>	<b>+48,4%</b>	<b>804</b>	<b>434</b>	<b>+85,3%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 973</b>	<b>2 780</b>	<b>+6,9%</b>	<b>3 461</b>	<b>-14,1%</b>	<b>9 188</b>	<b>8 943</b>	<b>+2,7%</b>
Impôt sur les bénéfices	-828	-790	+4,8%	-943	-12,2%	-2 523	-2 374	+6,3%
Intérêts minoritaires	-102	-104	-1,9%	-122	-16,4%	-332	-309	+7,4%
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>2 043</b>	<b>1 886</b>	<b>+8,3%</b>	<b>2 396</b>	<b>-14,7%</b>	<b>6 333</b>	<b>6 260</b>	<b>+1,2%</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>68,6%</b>	<b>68,2%</b>	<b>+0,4 pt</b>	<b>64,6%</b>	<b>+4,0 pt</b>	<b>68,4%</b>	<b>67,0%</b>	<b>+1,4 pt</b>

*L'information financière de BNP Paribas pour le troisième trimestre 2017 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée.*

*L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : <http://invest.bnpparibas.com> dans l'espace « Résultats » et est publiée par BNP Paribas en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code Monétaire et Financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF)*

**RESULTATS PAR POLE AU TROISIEME TRIMESTRE 2017**

	Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opéra- tionnels	Autres Activités	Groupe	
<i>en millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	3 786	3 928	2 658	10 372	22	10 394	
	var/3T16	+0,1%	-0,5%	-8,5%	-2,5%	n.s.	-1,8%
	var/2T17	-0,5%	-0,2%	-16,9%	-5,1%	n.s.	-5,0%
Frais de gestion	-2 524	-2 330	-1 897	-6 751	-382	-7 133	
	var/3T16	+1,2%	+0,5%	-6,2%	-1,2%	+0,2%	-1,2%
	var/2T17	+4,4%	-1,6%	-4,6%	-0,3%	+27,5%	+0,9%
Résultat brut d'exploitation	1 262	1 598	761	3 622	-361	3 261	
	var/3T16	-2,0%	-1,8%	-13,8%	-4,6%	-15,4%	-3,3%
	var/2T17	-9,0%	+1,9%	-37,0%	-13,0%	+21,4%	-15,7%
Coût du risque	-310	-352	10	-652	-16	-668	
	var/3T16	-5,3%	-6,3%	n.s.	-16,1%	n.s.	-12,6%
	var/2T17	-12,8%	+6,6%	-91,2%	+14,8%	-83,0%	+0,9%
Résultat d'exploitation	952	1 246	772	2 970	-377	2 593	
	var/3T16	-0,9%	-0,4%	-4,6%	-1,7%	-8,8%	-0,6%
	var/2T17	-7,7%	+0,7%	-41,9%	-17,4%	-3,8%	-19,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	22	140	-2	160	-10	150	
Autres éléments hors exploitation	3	358	8	369	-139	230	
Résultat avant impôt	977	1 744	778	3 498	-525	2 973	
	var/3T16	-1,0%	+27,0%	-4,2%	+10,3%	+34,2%	+6,9%
	var/2T17	-7,2%	+24,1%	-42,3%	-8,1%	+52,1%	-14,1%

	Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opéra- tionnels	Autres Activités	Groupe	
<i>en millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	3 786	3 928	2 658	10 372	22	10 394	
	3T16	3 782	3 946	2 905	10 634	-45	10 589
	2T17	3 803	3 935	3 197	10 935	3	10 938
Frais de gestion	-2 524	-2 330	-1 897	-6 751	-382	-7 133	
	3T16	-2 494	-2 319	-2 022	-6 836	-381	-7 217
	2T17	-2 417	-2 367	-1 988	-6 771	-300	-7 071
Résultat brut d'exploitation	1 262	1 598	761	3 622	-361	3 261	
	3T16	1 288	1 627	883	3 798	-426	3 372
	2T17	1 387	1 568	1 209	4 164	-297	3 867
Coût du risque	-310	-352	10	-652	-16	-668	
	3T16	-327	-376	-74	-777	13	-764
	2T17	-356	-331	118	-568	-94	-662
Résultat d'exploitation	952	1 246	772	2 970	-377	2 593	
	3T16	961	1 251	809	3 021	-413	2 608
	2T17	1 031	1 237	1 328	3 596	-391	3 205
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	22	140	-2	160	-10	150	
	3T16	18	122	2	141	22	163
	2T17	21	153	5	179	44	223
Autres éléments hors exploitation	3	358	8	369	-139	230	
	3T16	8	1	1	9	0	9
	2T17	1	14	15	31	2	33
Résultat avant impôt	977	1 744	778	3 498	-525	2 973	
	3T16	987	1 373	812	3 171	-391	2 780
	2T17	1 053	1 405	1 349	3 807	-346	3 461
Impôt sur les bénéfices							-828
Intérêts minoritaires							-102
Résultat net part du groupe							2 043

**RESULTATS PAR POLE SUR 9 MOIS 2017**

		Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opéra- tionnels	Autres Activités	Groupe
<i>en millions d'euros</i>							
<b>Produit net bancaire</b>		<b>11 397</b>	<b>11 773</b>	<b>9 078</b>	<b>32 247</b>	<b>382</b>	<b>32 629</b>
	var/2016	-0,3%	+2,8%	+5,0%	+2,3%	-68,8%	-0,4%
Frais de gestion		-7 739	-7 203	-6 390	-21 333	-990	-22 323
	var/2016	+1,6%	+2,0%	-0,1%	+1,2%	+15,3%	+1,8%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>3 657</b>	<b>4 570</b>	<b>2 688</b>	<b>10 914</b>	<b>-608</b>	<b>10 306</b>
	var/2016	-4,1%	+4,1%	+19,3%	+4,4%	n.s.	-4,8%
Coût du risque		-985	-998	182	-1 800	-122	-1 922
	var/2016	-11,3%	-6,8%	n.s.	-22,7%	n.s.	-16,9%
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 672</b>	<b>3 572</b>	<b>2 870</b>	<b>9 114</b>	<b>-730</b>	<b>8 384</b>
	var/2016	-1,1%	+7,6%	+36,3%	+12,1%	n.s.	-1,5%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		54	420	11	485	53	538
Autres éléments hors exploitation		9	379	23	411	-145	266
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>2 735</b>	<b>4 371</b>	<b>2 904</b>	<b>10 010</b>	<b>-822</b>	<b>9 188</b>
	var/2016	-0,5%	+18,5%	+36,9%	+17,0%	n.s.	+2,7%
Impôt sur les bénéfices							-2 523
Intérêts minoritaires							-332
<b>Résultat net part du groupe</b>							<b>6 333</b>



**HISTORIQUE DES RESULTATS TRIMESTRIELS**

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>GROUPE</b>								
PNB	10 394	10 938	11 297	43 411	10 656	10 589	11 322	10 844
Frais de gestion	-7 133	-7 071	-8 119	-29 378	-7 444	-7 217	-7 090	-7 627
RBE	3 261	3 867	3 178	14 033	3 212	3 372	4 232	3 217
Coût du risque	-668	-662	-592	-3 262	-950	-764	-791	-757
Résultat d'exploitation	2 593	3 205	2 586	10 771	2 262	2 608	3 441	2 460
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	150	223	165	633	151	163	165	154
Autres éléments hors exploitation	230	33	3	-194	-146	9	-81	24
Résultat avant impôt	2 973	3 461	2 754	11 210	2 267	2 780	3 525	2 638
Impôt sur les bénéfices	-828	-943	-752	-3 095	-721	-790	-864	-720
Intérêts minoritaires	-102	-122	-108	-413	-104	-104	-101	-104
Résultat net part du groupe	2 043	2 396	1 894	7 702	1 442	1 886	2 560	1 814
Coefficient d'exploitation	68,6%	64,6%	71,9%	67,7%	69,9%	68,2%	62,6%	70,3%

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>RETAIL BANKING &amp; SERVICES - HORS EFFETS PEL/CEL</b>								
PNB	7 707	7 737	7 719	30 651	7 758	7 735	7 636	7 522
Frais de gestion	-4 854	-4 784	-5 305	-19 880	-5 200	-4 813	-4 681	-5 187
RBE	2 853	2 953	2 414	10 771	2 558	2 922	2 956	2 335
Coût du risque	-662	-686	-634	-3 005	-824	-704	-740	-738
Résultat d'exploitation	2 191	2 267	1 780	7 765	1 733	2 218	2 216	1 598
SME	162	174	139	530	130	140	124	136
Autres éléments hors exploitation	361	16	11	10	-5	9	-2	8
Résultat avant impôt	2 714	2 457	1 930	8 305	1 858	2 367	2 339	1 742
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	50,9	50,7	50,6	49,0	49,0	48,8	48,6	48,7
<i>en millions d'euros</i>								
<b>RETAIL BANKING &amp; SERVICES</b>								
PNB	7 714	7 738	7 717	30 649	7 765	7 728	7 615	7 540
Frais de gestion	-4 854	-4 784	-5 305	-19 880	-5 200	-4 813	-4 681	-5 187
RBE	2 860	2 955	2 412	10 768	2 565	2 915	2 935	2 353
Coût du risque	-662	-686	-634	-3 005	-824	-704	-740	-738
Résultat d'exploitation	2 198	2 269	1 778	7 763	1 741	2 212	2 195	1 616
SME	162	174	139	530	130	140	124	136
Autres éléments hors exploitation	361	16	11	10	-5	9	-2	8
Résultat avant impôt	2 721	2 458	1 927	8 303	1 866	2 360	2 318	1 760
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	50,9	50,7	50,6	49,0	49,0	48,8	48,6	48,7
<i>en millions d'euros</i>								
<b>DOMESTIC MARKETS - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de Banque Privée France, Italie, Belgique, Luxembourg)*</b>								
PNB	3 918	3 951	3 952	15 715	3 866	3 923	3 962	3 963
Frais de gestion	-2 599	-2 488	-2 880	-10 629	-2 794	-2 567	-2 449	-2 818
RBE	1 319	1 463	1 072	5 086	1 072	1 356	1 513	1 145
Coût du risque	-311	-355	-319	-1 515	-399	-329	-388	-399
Résultat d'exploitation	1 008	1 108	753	3 572	674	1 028	1 124	746
SME	23	21	11	54	14	18	13	9
Autres éléments hors exploitation	3	1	5	2	-6	8	2	-2
Résultat avant impôt	1 034	1 130	769	3 628	681	1 054	1 140	753
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-64	-78	-61	-246	-59	-61	-63	-63
Résultat avant impôt de Domestic Markets	970	1 052	707	3 382	622	993	1 076	690
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	24,3	24,1	23,8	23,0	23,0	22,9	22,9	22,9
<i>en millions d'euros</i>								
<b>DOMESTIC MARKETS (Intégrant 2/3 de Banque Privée France, Italie, Belgique et Luxembourg)</b>								
PNB	3 786	3 803	3 807	15 170	3 740	3 782	3 803	3 844
Frais de gestion	-2 524	-2 417	-2 799	-10 336	-2 719	-2 494	-2 378	-2 745
RBE	1 262	1 387	1 008	4 834	1 022	1 288	1 425	1 099
Coût du risque	-310	-356	-319	-1 509	-399	-327	-385	-398
Résultat d'exploitation	952	1 031	689	3 324	623	961	1 040	701
SME	22	21	11	53	13	18	13	9
Autres éléments hors exploitation	3	1	5	2	-6	8	2	-2
Résultat avant impôt	977	1 053	705	3 379	630	987	1 055	708
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	24,3	24,1	23,8	23,0	23,0	22,9	22,9	22,9

\* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 100% de Banque Privée France)*</b>								
<b>PNB</b>	<b>1 592</b>	<b>1 607</b>	<b>1 618</b>	<b>6 398</b>	<b>1 556</b>	<b>1 594</b>	<b>1 587</b>	<b>1 661</b>
<i>dont revenus d'intérêt</i>	<i>904</i>	<i>886</i>	<i>909</i>	<i>3 674</i>	<i>907</i>	<i>916</i>	<i>879</i>	<i>972</i>
<i>dont commissions</i>	<i>688</i>	<i>721</i>	<i>708</i>	<i>2 725</i>	<i>649</i>	<i>678</i>	<i>709</i>	<i>689</i>
Frais de gestion	-1 183	-1 116	-1 184	-4 673	-1 216	-1 178	-1 106	-1 173
<b>RBE</b>	<b>409</b>	<b>492</b>	<b>434</b>	<b>1 725</b>	<b>340</b>	<b>416</b>	<b>481</b>	<b>488</b>
Coût du risque	-65	-80	-79	-342	-124	-72	-72	-73
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>344</b>	<b>412</b>	<b>355</b>	<b>1 384</b>	<b>215</b>	<b>345</b>	<b>408</b>	<b>415</b>
Eléments hors exploitation	1	0	0	3	1	0	1	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>344</b>	<b>412</b>	<b>356</b>	<b>1 386</b>	<b>217</b>	<b>345</b>	<b>409</b>	<b>416</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-36	-40	-39	-138	-32	-34	-32	-39
<b>Résultat avant impôt de BDDF</b>	<b>309</b>	<b>372</b>	<b>316</b>	<b>1 249</b>	<b>184</b>	<b>310</b>	<b>377</b>	<b>377</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	9,4	9,3	9,2	8,7	8,7	8,6	8,5	8,6

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>BANQUE DE DETAIL EN FRANCE - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de Banque Privée France)*</b>								
<b>PNB</b>	<b>1 585</b>	<b>1 606</b>	<b>1 620</b>	<b>6 401</b>	<b>1 548</b>	<b>1 601</b>	<b>1 608</b>	<b>1 643</b>
<i>dont revenus d'intérêt</i>	<i>897</i>	<i>885</i>	<i>912</i>	<i>3 676</i>	<i>899</i>	<i>923</i>	<i>900</i>	<i>954</i>
<i>dont commissions</i>	<i>688</i>	<i>721</i>	<i>708</i>	<i>2 725</i>	<i>649</i>	<i>678</i>	<i>709</i>	<i>689</i>
Frais de gestion	-1 183	-1 116	-1 184	-4 673	-1 216	-1 178	-1 106	-1 173
<b>RBE</b>	<b>402</b>	<b>490</b>	<b>436</b>	<b>1 728</b>	<b>332</b>	<b>423</b>	<b>502</b>	<b>470</b>
Coût du risque	-65	-80	-79	-342	-124	-72	-72	-73
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>337</b>	<b>411</b>	<b>358</b>	<b>1 386</b>	<b>208</b>	<b>351</b>	<b>430</b>	<b>397</b>
Eléments hors exploitation	1	0	0	3	1	0	1	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>337</b>	<b>411</b>	<b>358</b>	<b>1 389</b>	<b>209</b>	<b>351</b>	<b>430</b>	<b>398</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-36	-40	-39	-138	-32	-34	-32	-39
<b>Résultat avant impôt de BDDF</b>	<b>302</b>	<b>371</b>	<b>319</b>	<b>1 251</b>	<b>177</b>	<b>317</b>	<b>398</b>	<b>359</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	9,4	9,3	9,2	8,7	8,7	8,6	8,5	8,6

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 2/3 de Banque Privée France)</b>								
<b>PNB</b>	<b>1 518</b>	<b>1 531</b>	<b>1 541</b>	<b>6 113</b>	<b>1 485</b>	<b>1 523</b>	<b>1 516</b>	<b>1 588</b>
Frais de gestion	-1 145	-1 079	-1 146	-4 525	-1 178	-1 141	-1 068	-1 139
<b>RBE</b>	<b>374</b>	<b>452</b>	<b>395</b>	<b>1 588</b>	<b>307</b>	<b>382</b>	<b>448</b>	<b>450</b>
Coût du risque	-65	-80	-79	-341	-124	-71	-72	-73
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>308</b>	<b>372</b>	<b>316</b>	<b>1 247</b>	<b>183</b>	<b>311</b>	<b>376</b>	<b>377</b>
Eléments hors exploitation	0	0	0	2	1	0	1	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>309</b>	<b>372</b>	<b>316</b>	<b>1 249</b>	<b>184</b>	<b>310</b>	<b>377</b>	<b>377</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	9,4	9,3	9,2	8,7	8,7	8,6	8,5	8,6

\* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

\*\* Rappel Provision PEL/CEL : provision, comptabilisée dans le PNB de la Banque de Détail en France, en regard du risque généré par les Plans Epargne Logement (PEL) et Comptes Epargne Logement (CEL) sur l'ensemble de leur durée

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>Effet PEL / CEL</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>8</b>	<b>-7</b>	<b>-21</b>	<b>18</b>

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
BNL banca commerciale (Intégrant 100% de Banque Privée Italie)*								
<b>PNB</b>	719	729	727	2 972	745	741	749	737
Frais de gestion	-445	-430	-469	-1 885	-543	-448	-433	-462
<b>RBE</b>	274	299	258	1 086	202	293	317	275
Coût du risque	-203	-222	-228	-959	-229	-215	-242	-274
<b>Résultat d'exploitation</b>	71	77	30	127	-27	78	74	1
Eléments hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	71	77	30	127	-27	78	74	1
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-9	-12	-12	-37	-10	-9	-9	-10
<b>Résultat avant impôt de BNL bc</b>	63	65	18	90	-36	70	65	-8
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,8	5,7	5,7	5,7	5,7	5,8	5,9	6,0
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
BNL banca commerciale (Intégrant 2/3 de Banque Privée Italie)								
<b>PNB</b>	699	707	706	2 895	725	721	730	718
Frais de gestion	-434	-420	-460	-1 846	-533	-438	-423	-453
<b>RBE</b>	265	287	247	1 049	192	284	307	265
Coût du risque	-203	-222	-228	-959	-229	-214	-242	-274
<b>Résultat d'exploitation</b>	62	65	18	90	-36	70	65	-8
Eléments hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	63	65	18	90	-36	70	65	-8
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,8	5,7	5,7	5,7	5,7	5,8	5,9	6,0
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 100% de Banque Privée Belgique)*								
<b>PNB</b>	921	930	931	3 661	908	914	923	917
Frais de gestion	-570	-560	-823	-2 582	-661	-575	-555	-791
<b>RBE</b>	351	370	108	1 079	247	339	367	126
Coût du risque	-23	-28	1	-98	-9	-19	-49	-21
<b>Résultat d'exploitation</b>	328	343	109	981	237	320	318	106
SME	17	6	-4	8	2	5	5	-4
Autres éléments hors exploitation	3	2	0	-3	-1	-2	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	347	351	106	987	239	323	323	102
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-18	-25	-10	-69	-17	-18	-21	-14
<b>Résultat avant impôt de BDDB</b>	329	325	96	918	222	305	302	88
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,2	5,2	5,1	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Belgique)								
<b>PNB</b>	879	882	889	3 490	867	871	878	875
Frais de gestion	-547	-537	-790	-2 484	-636	-550	-534	-763
<b>RBE</b>	332	346	99	1 007	230	321	344	112
Coût du risque	-23	-28	1	-95	-10	-19	-46	-20
<b>Résultat d'exploitation</b>	309	317	99	912	221	302	297	92
SME	17	6	-4	8	2	5	5	-4
Autres éléments hors exploitation	3	2	0	-2	-1	-2	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	329	325	96	918	222	305	302	88
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,2	5,2	5,1	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6

\*Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 100% de Banque Privée Luxembourg)*								
<b>PNB</b>	<b>692</b>	<b>686</b>	<b>674</b>	<b>2 681</b>	<b>666</b>	<b>669</b>	<b>681</b>	<b>666</b>
Frais de gestion	-400	-382	-405	-1 488	-374	-367	-355	-393
<b>RBE</b>	<b>292</b>	<b>304</b>	<b>269</b>	<b>1 193</b>	<b>292</b>	<b>302</b>	<b>327</b>	<b>273</b>
Coût du risque	-19	-26	-14	-115	-37	-23	-25	-31
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>273</b>	<b>278</b>	<b>256</b>	<b>1 078</b>	<b>255</b>	<b>279</b>	<b>302</b>	<b>242</b>
SME	5	14	14	43	10	13	8	12
Autres éléments hors exploitation	0	0	5	5	-6	10	3	-2
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>277</b>	<b>292</b>	<b>274</b>	<b>1 125</b>	<b>260</b>	<b>301</b>	<b>312</b>	<b>252</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-1	-1	-2	0	0	-1	-1
<b>Résultat avant impôt de Autres Domestic Markets</b>	<b>277</b>	<b>291</b>	<b>274</b>	<b>1 123</b>	<b>259</b>	<b>301</b>	<b>311</b>	<b>251</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	3,9	3,9	3,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 2/3 de Banque Privée Luxembourg)								
<b>PNB</b>	<b>690</b>	<b>683</b>	<b>671</b>	<b>2 671</b>	<b>663</b>	<b>666</b>	<b>679</b>	<b>663</b>
Frais de gestion	-399	-381	-403	-1 481	-372	-365	-353	-391
<b>RBE</b>	<b>291</b>	<b>303</b>	<b>269</b>	<b>1 190</b>	<b>291</b>	<b>301</b>	<b>326</b>	<b>272</b>
Coût du risque	-19	-26	-14	-115	-36	-23	-25	-31
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>272</b>	<b>277</b>	<b>255</b>	<b>1 076</b>	<b>255</b>	<b>278</b>	<b>301</b>	<b>241</b>
SME	5	14	14	43	10	13	8	12
Autres éléments hors exploitation	0	0	5	5	-6	10	3	-2
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>277</b>	<b>291</b>	<b>274</b>	<b>1 123</b>	<b>259</b>	<b>301</b>	<b>311</b>	<b>251</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	3,9	3,9	3,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8

\*Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES</b>								
<b>PNB</b>	3 928	3 935	3 909	15 479	4 025	3 946	3 813	3 696
Frais de gestion	-2 330	-2 367	-2 506	-9 544	-2 481	-2 319	-2 303	-2 442
<b>RBE</b>	1 598	1 568	1 404	5 935	1 544	1 627	1 510	1 254
Coût du risque	-352	-331	-315	-1 496	-425	-376	-355	-339
<b>Résultat d'exploitation</b>	1 246	1 237	1 089	4 439	1 118	1 251	1 155	915
SME	140	153	128	477	116	122	111	127
Autres éléments hors exploitation	358	14	6	8	1	1	-4	10
<b>Résultat avant impôt</b>	1 744	1 405	1 222	4 924	1 236	1 373	1 262	1 052
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	26,5	26,6	26,7	26,1	26,1	25,9	25,7	25,8
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>PERSONAL FINANCE</b>								
<b>PNB</b>	1 222	1 220	1 201	4 679	1 185	1 177	1 168	1 149
Frais de gestion	-575	-579	-634	-2 298	-598	-544	-547	-609
<b>RBE</b>	647	641	568	2 381	587	632	621	540
Coût du risque	-273	-225	-240	-979	-269	-240	-248	-221
<b>Résultat d'exploitation</b>	375	415	328	1 401	317	392	373	319
SME	21	30	20	42	18	18	-8	13
Autres éléments hors exploitation	24	0	5	-1	-2	0	-1	1
<b>Résultat avant impôt</b>	420	445	353	1 442	334	411	364	333
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,5	5,4	5,3	4,9	4,9	4,9	4,8	4,8
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 100% de Banque Privée Turquie)*</b>								
<b>PNB</b>	573	590	592	2 513	630	659	616	608
Frais de gestion	-403	-420	-424	-1 705	-431	-413	-429	-432
<b>RBE</b>	170	170	168	808	200	245	187	176
Coût du risque	-60	-70	-67	-437	-127	-127	-87	-96
<b>Résultat d'exploitation</b>	110	100	101	371	73	118	100	80
SME	47	53	48	200	49	48	53	50
Autres éléments hors exploitation	1	-1	0	-3	-1	0	-4	2
<b>Résultat avant impôt</b>	159	152	150	568	121	166	149	132
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	0	-1	-1	-2	-1	0	-1	-1
<b>Résultat avant impôt d'Europe Méditerranée</b>	158	151	149	566	120	165	149	132
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,0	5,0	5,0	5,2	5,2	5,2	5,2	5,1
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Turquie)</b>								
<b>PNB</b>	571	588	590	2 505	628	656	614	606
Frais de gestion	-401	-419	-423	-1 699	-429	-411	-428	-431
<b>RBE</b>	170	169	167	806	199	245	187	176
Coût du risque	-60	-70	-67	-437	-127	-127	-87	-96
<b>Résultat d'exploitation</b>	110	99	100	369	72	118	100	80
SME	47	53	48	200	49	48	53	50
Autres éléments hors exploitation	1	-1	0	-3	-1	0	-4	2
<b>Résultat avant impôt</b>	158	151	149	566	120	165	149	132
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,0	5,0	5,0	5,2	5,2	5,2	5,2	5,1

\*Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>BANCWEST (Intégrant 100% de Banque Privée Etats-Unis)*</b>								
<b>PNB</b>	734	762	761	2 984	795	728	688	773
Frais de gestion	-482	-513	-556	-2 038	-521	-501	-482	-534
<b>RBE</b>	251	249	205	947	274	227	207	239
Coût du risque	-32	-38	-22	-85	-23	-14	-23	-25
<b>Résultat d'exploitation</b>	219	211	183	862	251	213	184	214
SME	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	3	1	-1	16	4	1	1	10
<b>Résultat avant impôt</b>	222	212	182	878	255	214	184	225
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-5	-5	-5	-15	-5	-4	-3	-3
<b>Résultat avant impôt de BancWest</b>	217	206	177	862	251	210	181	221
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	6,4	6,6	6,7	6,3	6,3	6,2	6,3	6,4

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>BANCWEST (Intégrant 2/3 de Banque Privée Etats-Unis)</b>								
<b>PNB</b>	720	748	748	2 937	782	716	677	762
Frais de gestion	-474	-505	-548	-2 006	-513	-493	-474	-526
<b>RBE</b>	246	243	200	931	269	223	203	236
Coût du risque	-32	-38	-22	-85	-23	-14	-23	-25
<b>Résultat d'exploitation</b>	214	206	178	846	246	209	180	211
Eléments hors exploitation	3	1	-1	16	4	1	1	10
<b>Résultat avant impôt</b>	217	206	177	862	251	210	181	221
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	6,4	6,6	6,7	6,3	6,3	6,2	6,3	6,4

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>ASSURANCE</b>								
<b>PNB</b>	662	619	597	2 382	636	679	611	456
Frais de gestion	-311	-297	-326	-1 201	-315	-299	-278	-309
<b>RBE</b>	351	322	271	1 181	321	380	333	147
Coût du risque	1	-1	-1	2	-1	3	1	-1
<b>Résultat d'exploitation</b>	352	321	271	1 183	320	383	334	146
SME	63	55	54	189	36	44	54	55
Autres éléments hors exploitation	325	0	1	-3	0	0	0	-3
<b>Résultat avant impôt</b>	740	376	326	1 369	356	427	387	199
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	7,7	7,7	7,8	7,5	7,5	7,4	7,4	7,4

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>GESTION INSTITUTIONNELLE ET PRIVEE</b>								
<b>PNB</b>	753	760	773	2 977	794	718	743	723
Frais de gestion	-569	-567	-576	-2 341	-626	-572	-577	-567
<b>RBE</b>	183	193	198	636	168	146	166	156
Coût du risque	12	4	14	3	-5	3	3	3
<b>Résultat d'exploitation</b>	195	197	212	639	163	149	169	159
SME	8	15	5	46	13	12	13	8
Autres éléments hors exploitation	5	14	0	0	0	0	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	208	226	217	685	176	161	181	167
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	1,9	1,9	1,9	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1

\*Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING</b>								
PNB	2 658	3 197	3 223	11 469	2 821	2 905	3 056	2 686
Frais de gestion	-1 897	-1 988	-2 506	-8 309	-1 914	-2 022	-2 115	-2 258
RBE	761	1 209	717	3 160	907	883	942	428
Coût du risque	10	118	54	-217	-70	-74	-46	-28
Résultat d'exploitation	772	1 328	770	2 943	837	809	896	400
SME	-2	5	8	20	9	2	13	-3
Autres éléments hors exploitation	8	15	0	-1	-5	1	-2	6
Résultat avant impôt	778	1 349	778	2 962	841	812	907	403
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	21,4	21,9	22,1	22,2	22,2	22,2	22,0	21,9
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>CORPORATE BANKING</b>								
PNB	948	1 176	991	3 994	1 071	958	1 037	929
Frais de gestion	-546	-590	-691	-2 451	-567	-591	-601	-693
RBE	402	586	299	1 544	504	368	436	236
Coût du risque	4	78	57	-292	-115	-79	-42	-55
Résultat d'exploitation	407	664	356	1 251	388	289	394	181
Eléments hors exploitation	6	19	7	13	14	-3	2	0
Résultat avant impôt	413	683	364	1 265	402	285	396	181
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	12,5	12,7	12,6	12,4	12,4	12,3	12,3	12,2
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>GLOBAL MARKETS</b>								
PNB	1 234	1 523	1 754	5 650	1 284	1 490	1 558	1 318
dont FICC	801	883	1 174	3 860	838	1 082	1 050	890
dont Equity & Prime Services	433	640	580	1 791	446	408	509	428
Frais de gestion	-958	-997	-1 424	-4 355	-967	-1 065	-1 139	-1 184
RBE	276	526	330	1 295	317	425	419	134
Coût du risque	6	39	-3	72	44	5	-4	27
Résultat d'exploitation	281	565	327	1 367	361	430	415	160
SME	-6	-1	0	8	-3	5	11	-4
Autres éléments hors exploitation	6	3	0	-3	-8	0	-2	6
Résultat avant impôt	281	567	326	1 372	350	435	424	163
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,0	8,4	8,7	9,0	9,0	9,1	9,0	9,1
<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>SECURITIES SERVICES</b>								
PNB	476	498	478	1 824	466	457	461	440
Frais de gestion	-392	-400	-390	-1 503	-380	-367	-374	-382
RBE	84	97	87	321	86	90	87	59
Coût du risque	0	1	0	3	2	0	1	0
Résultat d'exploitation	84	99	87	324	87	90	88	59
Eléments hors exploitation	0	0	0	1	1	1	0	0
Résultat avant impôt	84	99	88	325	88	91	87	59
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7



<i>en millions d'euros</i>	<b>3T17</b>	<b>2T17</b>	<b>1T17</b>	<b>2016</b>	<b>4T16</b>	<b>3T16</b>	<b>2T16</b>	<b>1T16</b>
<b>AUTRES ACTIVITES</b>								
PNB	22	3	358	1 294	70	-45	650	618
Frais de gestion	-382	-300	-308	-1 189	-330	-381	-295	-182
<i>Dont coûts de transformation et coûts de restructuration</i>	-222	-168	-110	-561	-154	-253	-108	-46
RBE	-361	-297	49	105	-260	-426	356	435
Coût du risque	-16	-94	-11	-39	-56	13	-5	9
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-377</b>	<b>-391</b>	<b>38</b>	<b>66</b>	<b>-316</b>	<b>-413</b>	<b>350</b>	<b>444</b>
SME	-10	44	19	83	13	22	28	21
Autres éléments hors exploitation	-139	2	-8	-204	-136	0	-77	10
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-525</b>	<b>-346</b>	<b>49</b>	<b>-55</b>	<b>-440</b>	<b>-391</b>	<b>301</b>	<b>475</b>

## **Indicateurs alternatifs de performance - Article 223-1 du Règlement Général de l'AMF**

<b>Indicateurs Alternatifs de Performance</b>	<b>Définition</b>	<b>Justification de l'utilisation</b>
<b>PNB des Pôles Opérationnels</b>	Somme du PNB de Domestic Markets (avec PNB de Domestic Markets incluant 2/3 de la banque privée en France, en Italie, en Belgique et au Luxembourg), IFS et de CIB  PNB Groupe BNP Paribas = PNB Pôles Opérationnels + PNB Autres Activités	Mesure représentative de la performance opérationnelle du Groupe BNP Paribas
<b>PNB hors effet PEL/CEL</b>	PNB retraité de l'effet PEL/CEL	Mesure représentative du PNB de la période retraité de la variation de provision comptabilisant le risque généré par les PEL et CEL sur l'ensemble de leur durée
<b>Compte de résultat d'une activité de banque de détail avec 100% de la Banque Privée</b>	Compte de résultat d'une activité de banque de détail incluant la totalité du compte de résultat de la banque privée	Mesure représentative de la performance de l'activité d'une banque de détail y compris la totalité de la performance de la banque privée (avant partage du compte de résultat avec le métier Wealth Management, la banque privée étant sous la responsabilité conjointe de la banque de détail (2/3 du compte de résultat) et du métier Wealth Management (1/3 du compte de résultat))
<b>Coût du risque/encours de crédit à la clientèle début de période (en points de base)</b>	Rapport entre coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période Les détails du calcul sont fournis dans l'annexe « Coût du risque sur encours » des diapositives de présentation des résultats	Mesure du niveau de risque par métier en pourcentage du volume des encours
<b>Résultat net part du Groupe hors exceptionnels</b>	Résultat net part du Groupe retraité des éléments exceptionnels Le détail des éléments exceptionnels est fourni dans la page « Principaux éléments exceptionnels » des diapositives de présentation des résultats	Mesure du résultat du Groupe BNP Paribas hors éléments non récurrents d'un montant significatif ou éléments ne reflétant pas la performance opérationnelle, notamment l'ajustement de valeur pour risque de crédit propre pour les dettes (« OCA ») et pour les dérivés (« DVA ») et les coûts de transformation et de restructuration
<b>Rentabilité des fonds propres (ROE)</b>	Les détails du calcul du ROE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres du Groupe BNP Paribas
<b>Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)</b>	Les détails du calcul du ROTTE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres tangibles du Groupe BNP Paribas

## **Note méthodologique – Analyse comparative à périmètre et change constants**

Les modalités de détermination des effets périmètre sont liées à différents types d'opérations (acquisitions, cessions, etc.). L'objectif sous-tendant le calcul des effets périmètre est d'améliorer la comparabilité des données d'une période sur l'autre.

Dans le cas d'acquisitions ou de création de société, l'entité est exclue pour chaque agrégat des résultats à périmètre constant des trimestres de l'exercice courant pour la période correspondante de non détention au cours de l'exercice précédent.

Dans le cas de cessions, les résultats de l'entité sont exclus de manière symétrique pour chaque agrégat sur l'exercice précédent pour les trimestres où l'entité n'est plus détenue.

En cas de changement de méthode de consolidation, les résultats sont présentés au taux d'intégration minimum sur les deux années (exercice courant et exercice antérieur) pour les trimestres faisant l'objet d'un retraitement à périmètre constant.

Le principe retenu par le Groupe BNP Paribas pour élaborer les analyses à change constant est de recalculer les résultats du trimestre de l'année N-1 (trimestre de référence) en les convertissant au cours de change du trimestre équivalent de l'année N (trimestre analysé). L'ensemble de ces calculs est effectué par rapport à la devise de reporting de l'entité.

## **Rappel**

**Produit Net Bancaire (PNB)** : dans l'ensemble du document, les termes « Produit Net Bancaire » ou « Revenus » sont utilisés indifféremment.

**Frais de gestion** : correspondent à la somme des Frais de personnel, Autres charges générales d'exploitation, Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles. Dans l'ensemble du document, les termes « Frais de gestion » ou « Coûts » peuvent être utilisés indifféremment.

**Pôles Opérationnels** : ils regroupent les trois pôles suivants :

- Domestic Markets composé de : Banque De Détail en France (BDDF), BNL banca commerciale (BNL bc), Banque De Détail en Belgique (BDDB), Autres activités de Domestic Markets qui comprend Arval, Leasing Solutions, Personal Investors et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
- International Financial Services (IFS) composé de : Europe Méditerranée, BancWest, Personal Finance, Assurance, Gestion Institutionnelle et Privée (GIP) qui comprend Gestion d'actifs, Wealth Management et Real Estate ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant : Corporate Banking, Global Markets, Securities Services.

## 1.3 Bilan au 30 septembre 2017

En millions d'euros	30/09/2017	31/12/2016
<b>ACTIF</b>		
Caisse, banques centrales	224 917	160 400
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres de transaction	178 034	123 679
Prêts et opérations de pensions	211 885	152 242
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	96 515	87 644
Instruments financiers dérivés	241 399	328 162
Instruments financiers dérivés de couverture	15 245	18 133
Actifs financiers disponibles à la vente	241 972	267 559
Prêts et créances sur les établissements de crédit	46 741	47 411
Prêts et créances sur la clientèle	711 589	712 233
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 194	4 664
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 803	6 100
Actifs d'impôts courants et différés	7 727	7 966
Comptes de régularisation et actifs divers	129 279	115 967
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 727	6 910
Immeubles de placement	1 924	1 911
Immobilisations corporelles	23 776	22 523
Immobilisations incorporelles	3 120	3 239
Ecarts d'acquisition	9 653	10 216
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 158 500</b>	<b>2 076 959</b>
<b>DETTES</b>		
Banques centrales	6 141	233
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres de transaction	91 873	70 326
Emprunts et opérations de pensions	260 001	183 206
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	54 660	54 076
Instruments financiers dérivés	239 238	318 740
Instruments financiers dérivés de couverture	16 624	19 626
Dettes envers les établissements de crédit	101 164	75 660
Dettes envers la clientèle	793 163	765 953
Dettes représentées par un titre	152 910	153 422
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 738	4 202
Passifs d'impôts courants et différés	2 922	3 087
Comptes de régularisation et passifs divers	103 500	99 407
Provisions techniques des sociétés d'assurance	201 438	193 626
Provisions pour risques et charges	10 464	11 801
Dettes subordonnées	16 458	18 374
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 053 294</b>	<b>1 971 739</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
<i>Capital et réserves</i>	90 580	86 794
<i>Résultat de l'exercice, part du groupe</i>	6 333	7 702
<b>Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe</b>	<b>96 913</b>	<b>94 496</b>
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	3 631	6 169
<b>Total part du Groupe</b>	<b>100 544</b>	<b>100 665</b>
Réserves et résultat des minoritaires	4 741	4 460
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	-79	95
<b>Total intérêts minoritaires</b>	<b>4 662</b>	<b>4 555</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS</b>	<b>105 206</b>	<b>105 220</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 158 500</b>	<b>2 076 959</b>

## 1.4 Notations long-terme

Notation LT/CT	S&P	Fitch	Moody's	DBRS
Au 3 mai 2017	A/A-1 (perspective stable)	A+/F1 (perspective stable)	A1/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Au 31 juillet 2017	A/A-1 (perspective stable)	A+/F1 (perspective stable)	A1/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Au 31 octobre 2017	A/A-1 (perspective stable)	A+/F1 (perspective stable)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Date de la dernière revue	31 juillet 2017	28 septembre 2017	27 septembre 2017	1 <sup>er</sup> août 2017

## 1.5 Parties liées

Pour BNP Paribas, les principales transactions avec les parties liées n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans la note 7.h aux états financiers consolidés du 31 décembre 2016.

## 1.6 Facteurs de risques et d'incertitudes

Pour BNP Paribas, les facteurs de risques n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite en pages 159 à 167 de la deuxième actualisation du document de référence 2016 et rapport financier semestriel, en dehors de ce qui est mentionné dans le présent document.

## 1.7 Evénements récents

Il n'y a pas eu depuis le 31 juillet 2017, date de publication de la deuxième actualisation du Document de référence et rapport financier annuel 2016, d'évènement significatif susceptible d'apparaître dans cette section, en dehors de ce qui est mentionné dans le présent document.

## 2. Gouvernement d'entreprise

### 2.1 Le Comité exécutif

Le Comité Exécutif de BNP Paribas était composé au 31 octobre 2017 des membres suivants :

**Jean-Laurent Bonnafé**, Administrateur Directeur Général ;  
**Philippe Bordenave**, Directeur Général délégué ;  
**Jacques d'Estais**, Directeur Général adjoint ; International Financial Services ;  
**Michel Konczaty**, Directeur Général adjoint ;  
**Thierry Laborde**, Directeur Général adjoint ; Domestic Markets ;  
**Alain Papiasse**, Directeur Général adjoint ; Amérique du Nord, Corporate and Institutional Banking ;  
**Marie-Claire Capobianco**, responsable de la Banque De Détail en France ;  
**Laurent David**, responsable de BNP Paribas Personal Finance ;  
**Stefaan Decraene**, responsable d'International Retail Banking ;  
**Renaud Dumora**, Directeur Général de BNP Paribas Cardif ;  
**Yann Gérardin**, responsable de Corporate and Institutional Banking ;  
**Maxime Jadot**, responsable de BNP Paribas Fortis ;  
**Nathalie Hartmann\***, responsable de la fonction Conformité Groupe ;  
**Yves Martrenchar**, responsable de la fonction Ressources Humaines Groupe ;  
**Andrea Munari**, responsable de l'Italie et Administrateur Directeur Général de BNL ;  
**Éric Raynaud**, responsable de la région Asie-Pacifique ;  
**Frank Roncey**, responsable de Group Risk Management ;  
**Antoine Sire**, responsable de l'Engagement d'entreprise ;  
**Thierry Varène**, Délégué Général aux Grands Clients ; Chairman de Corporate Clients Financing and Advisory EMEA.

(\*) Nommée le 1<sup>er</sup> septembre 2017

Depuis novembre 2007, le Comité Exécutif de BNP Paribas s'est doté d'un Secrétariat permanent.

### 3. Risques et Adéquation des Fonds propres – Pilier 3 [non audité]

#### RATIOS DE FONDS PROPRES

Actualisation du tableau n° 1 du Document de référence 2016 p. 238.

##### Ratios phasés

En millions d'euros	Phasé	
	30 septembre 2017 <sup>(*)</sup>	31 décembre 2016
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>75 604</b>	<b>74 075</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (TIER 1)</b>	<b>83 229</b>	<b>82 152</b>
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>93 194</b>	<b>92 454</b>
<b>ACTIFS PONDÉRÉS</b>	<b>634 524</b>	<b>638 207</b>
<b>RATIOS</b>		
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	11,9 %	11,6 %
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	13,1 %	12,9 %
Total fonds propres	14,7 %	14,5 %

(\*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du règlement (UE) n°575/2013.

Au 30 septembre 2017, hors prise en compte des résultats du 3ème trimestre, le ratio phasé de fonds propres de base de catégorie 1 s'élève à 11,8 %, le ratio phasé de fonds propres de catégorie 1 à 13,0 % et le ratio phasé du total des fonds propres à 14,5 %.

##### Ratios pleins<sup>(\*\*)</sup>

En millions d'euros	Plein <sup>(**)</sup>	
	30 septembre 2017 <sup>(*)</sup>	31 décembre 2016
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>75 292</b>	<b>73 562</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (TIER 1)</b>	<b>82 673</b>	<b>80 944</b>
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>92 652</b>	<b>90 868</b>
<b>ACTIFS PONDÉRÉS</b>	<b>635 818</b>	<b>640 673</b>
<b>RATIOS</b>		
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	11,8 %	11,5 %
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	13,0 %	12,6 %
Total fonds propres	14,6 %	14,2 %

(\*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du règlement (UE) n°575/2013.

(\*\*) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 applicables en 2019.

Au 30 septembre 2017, hors prise en compte des résultats du 3ème trimestre, le ratio plein de fonds propres de base de catégorie 1 s'élève à 11,7 %, le ratio plein de fonds propres de catégorie 1 à 12,8 % et le ratio plein du total des fonds propres à 14,4 %.

#### FACTEURS DE RISQUE

Actualisation du Document de référence 2016 p. 244.

Cette section résume les principaux facteurs de risque auxquels la Banque estime actuellement être exposée. Ils sont classés par catégorie : risques liés à l'environnement macroéconomique et de marché, risques liés à la réglementation et risques propres à la Banque, à sa stratégie, à sa gestion et à ses opérations.

#### RISQUES LIÉS A L'ENVIRONNEMENT MACROÉCONOMIQUE ET DE MARCHÉ

**Des conditions macroéconomiques et de marché difficiles ont eu et pourraient continuer à avoir un effet défavorable significatif sur les conditions dans lesquelles évoluent les établissements financiers et en conséquence sur la situation financière, les résultats opérationnels et le coût du risque de la Banque.**

Les métiers de la Banque sont très sensibles à l'évolution des marchés financiers et à l'environnement économique, à l'échelle mondiale et plus particulièrement en Europe. Au cours des dernières années, la Banque a été confrontée et pourrait être confrontée à nouveau à des dégradations significatives des conditions de marché et de l'environnement économique, qui pourraient résulter notamment de crises affectant la dette souveraine, les marchés de capitaux et la disponibilité des crédits ou des liquidités, de récessions régionales ou globales, de fortes fluctuations du prix des matières premières, des taux de change, des taux d'intérêt, de la volatilité des instruments financiers dérivés, de l'inflation ou de la déflation, de restructurations ou défauts de contreparties, de

dégradation de la notation des dettes de sociétés ou d'États, ou encore d'événements politiques et géopolitiques défavorables (tels que des catastrophes naturelles, pandémies, tensions géopolitiques, actes terroristes, troubles sociaux ou conflits armés). De telles perturbations, qui pourraient intervenir soudainement et dont les effets pourraient ne pas pouvoir être entièrement couverts, pourraient affecter de manière ponctuelle ou durable les conditions dans lesquelles évoluent les établissements financiers et avoir un effet défavorable significatif sur la situation financière, les résultats opérationnels et le coût du risque de la Banque. En 2017, les conditions macroéconomiques pourraient être affectées par plusieurs risques spécifiques, notamment des tensions géopolitiques, et des transitions ou de l'instabilité politiques dans certains pays entraînant des incertitudes et des changements potentiels significatifs, la volatilité des marchés financiers, le ralentissement de certaines zones émergentes, la croissance faible dans la zone euro, et la fluctuation des cours des matières premières et les changements des politiques monétaires.

Par ailleurs, une résurgence d'une crise des dettes souveraines ne peut être écartée, en particulier dans un contexte de remontée des taux d'intérêt accompagnée d'une augmentation des coûts de financement. Notamment, les marchés européens ont connu ces dernières années des perturbations importantes liées aux incertitudes pesant sur la capacité de certains pays ou institutions de la zone euro à refinancer leur dette. Ces perturbations ont contribué pendant certaines périodes à la contraction des marchés du crédit, à l'augmentation de la volatilité du taux de change de l'euro contre les autres devises significatives, et ont affecté les indices des marchés d'actions et créé de l'incertitude sur les perspectives économiques de certains États de l'Union européenne ainsi que sur la qualité des prêts bancaires aux emprunteurs souverains de ces États. La Banque détient et pourrait à l'avenir être amenée à détenir d'importants portefeuilles de titres de dette émis par des États et a consenti des crédits et pourrait à l'avenir consentir des crédits, de montants significatifs, à des emprunteurs de ces États ; une nouvelle crise de la dette souveraine pourrait conduire la Banque à enregistrer des provisions pour dépréciation ou des pertes sur les ventes d'actifs. Par ailleurs, la Banque intervient sur le marché interbancaire, ce qui l'expose indirectement aux risques affectant d'autres institutions financières. De manière plus générale, la crise de la dette souveraine a indirectement affecté et pourrait dans le futur affecter à nouveau, les marchés financiers, l'économie européenne et mondiale et de manière plus générale l'environnement dans lequel évolue la Banque.

Si les conditions économiques globales, ou plus particulièrement en Europe, se détérioraient en raison notamment d'inquiétudes concernant la situation économique en Europe (elles-mêmes découlant d'un risque accru de survenance, voire de la survenance, d'un défaut au titre d'une dette souveraine, d'une défaillance d'une institution financière de taille significative ou d'une sortie d'un pays de la zone euro ou de l'Union Européenne), de variations imprévisibles des prix du pétrole et des matières premières et des taux d'intérêt, d'une hausse de l'inflation ou des fluctuations importantes de taux de change (notamment toute hausse des taux d'intérêt ou toute appréciation de l'euro), d'un ralentissement continu ou aggravé de la croissance économique dans les pays émergents et particulièrement en Chine, d'attaques terroristes ou d'une situation politique instable, les perturbations financières en résultant pourraient affecter défavorablement la solvabilité des clients et des contreparties financières de la Banque, les paramètres de marché tels que les taux d'intérêt, les taux de change et les indices boursiers, les résultats opérationnels, la liquidité et la capacité de la Banque à se financer dans des conditions acceptables ainsi que sa situation financière.

***Le référendum au Royaume-Uni sur la sortie de l'Union européenne pourrait générer des incertitudes significatives, de la volatilité et des changements importants sur les marchés économiques et financiers européens et mondiaux et avoir alors un effet défavorable sur l'environnement dans lequel la Banque évolue.***

Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni, a organisé un référendum à l'issue duquel la majorité des votants a choisi de sortir de l'Union européenne (le « Brexit ») et, le 29 mars 2017, le gouvernement du Royaume-Uni a invoqué l'article 50 du Traité de l'Union Européenne (le « Traité de Lisbonne ») relatif au retrait. Conformément à l'article 50, le Traité de Lisbonne et le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne cessent de s'appliquer dans l'Etat concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait, ou, à défaut, deux ans après que l'Etat concerné ait notifié au Conseil européen son intention de retrait, bien que cette période puisse être étendue dans certaines circonstances. Le Royaume-Uni a entamé la phase de négociations destinées à déterminer les relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, comprenant notamment les accords commerciaux, financiers et juridiques. La nature, le calendrier et les effets économiques et politiques du Brexit demeurent très incertains et dépendront des négociations à venir entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et, par conséquent, pourraient affecter défavorablement l'environnement dans lequel la Banque évolue et donc ses résultats et sa situation financière.

***Du fait du périmètre géographique de ses activités, la Banque pourrait être vulnérable aux contextes ou circonstances politiques, macroéconomiques ou financiers d'une région ou d'un pays.***

La Banque est exposée au risque pays, c'est-à-dire au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger, notamment un pays dans lequel elle exerce une activité, affectent ses intérêts financiers. La Banque surveille le risque pays et le prend en compte dans l'évaluation à la juste valeur et le coût du risque enregistrés dans ses états financiers. Cependant, un changement significatif dans l'environnement politique ou macroéconomique pourrait entraîner l'enregistrement de charges additionnelles ou aboutir à des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers. En outre, des facteurs spécifiques à une région ou à un pays dans lesquels la Banque opère pourraient rendre difficile l'exercice de son activité et conduire à des pertes d'exploitation ou des dépréciations d'actifs.

***L'accès de la Banque au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières, de détérioration des conditions économiques, de dégradation de notation, d'accroissement des spreads de crédit des États ou d'autres facteurs.***

La crise financière, la crise de la dette souveraine de la zone euro ainsi que l'environnement macroéconomique global ont conduit, ces dernières années, de façon ponctuelle à une restriction de l'accès au financement des banques européennes et à une dégradation des conditions de ce financement, en raison de plusieurs facteurs, notamment : l'augmentation importante du risque de crédit perçu des banques, liée en particulier à leur exposition à la dette souveraine, la dégradation de la notation affectant certains États et établissements financiers et la spéculation sur les marchés de la dette. De nombreuses banques européennes, y compris la Banque, ont dû ponctuellement faire face à un accès plus difficile aux marchés obligataires pour investisseurs institutionnels et au marché interbancaire, ainsi qu'à une augmentation générale de leur coût de financement. En conséquence, le recours par les établissements financiers aux facilités et lignes de liquidité de la BCE a ponctuellement augmenté de manière significative. Si les conditions défavorables du marché de la dette venaient à réapparaître à la suite d'une stagnation durable de la croissance, de la déflation, d'une résurgence de la crise financière, de la crise de la dette souveraine ou de nouvelles formes de crises financières ou pour des raisons liées à l'industrie financière en général ou à la Banque en particulier, l'effet sur la liquidité du secteur financier européen en général et sur la Banque en particulier, pourrait être significativement défavorable et avoir un impact négatif sur les résultats opérationnels de la Banque ainsi que sur sa situation financière.



Des dégradations de la notation de la France ou de la Banque pourraient augmenter le coût de financement de la Banque.

Pour la Banque, le coût de financement de long terme non garanti auprès d'investisseurs de marché est également directement lié à ses spreads de crédit, qui à leur tour dépendent dans une certaine mesure de ses notations de crédit. Un accroissement des spreads de crédit peut significativement augmenter le coût de financement de la Banque. Les spreads de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les spreads de crédit sont aussi influencés par la perception que le marché a de la solvabilité de la Banque.

***Toute variation significative des taux d'intérêt est susceptible de peser sur les revenus ou sur la rentabilité de la Banque.***

Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par la Banque sur une période donnée influe de manière significative sur les revenus et la rentabilité de cette période. Les taux d'intérêt sont affectés par de nombreux facteurs sur lesquels la Banque n'a aucune emprise, tels que le niveau de l'inflation et les politiques monétaires des États et certaines décisions concernant des taux réglementés. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les taux d'intérêt appliqués aux actifs porteurs d'intérêt et les taux d'intérêt payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer les revenus nets d'intérêts des activités de prêt. En outre, une augmentation des taux d'intérêt sur les financements à court terme de la Banque et le non-adossement des échéances sont susceptibles de peser sur sa rentabilité.

***Un environnement prolongé de taux d'intérêt bas comporte des risques systémiques inhérents et la sortie d'un tel environnement comporte également des risques.***

Depuis la crise financière de 2008-2009, les marchés mondiaux ont été caractérisés par des périodes de taux d'intérêt durablement bas. Durant de telles périodes, les écarts de taux d'intérêt tendent à se resserrer ; la Banque peut alors ne pas être en mesure d'abaisser suffisamment les taux d'intérêt sur ses dépôts de manière à compenser la baisse de revenus provenant des prêts consentis à des taux plus faibles. De plus, la Banque fait face à une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et autres prêts à taux fixe consentis aux particuliers et aux entreprises, les clients cherchant à tirer parti de la baisse des coûts d'emprunt. Ceci, cumulé à l'octroi de nouveaux prêts à des faibles taux d'intérêt, pourrait entraîner une baisse générale du taux d'intérêt moyen du portefeuille de prêts de la Banque causant ainsi une baisse du revenu net d'intérêts qu'elle retire de ses activités de prêt. En outre, un environnement persistant de taux d'intérêt bas peut également avoir pour effet d'aplanir la courbe des taux sur le marché en général, ce qui pourrait réduire la prime générée par la Banque se rapportant à ses activités de financement. Par ailleurs, la persistance d'une situation de taux d'intérêt bas a pu favoriser et pourrait continuer à favoriser une prise de risque excessive par certains acteurs des marchés financiers, telle que l'augmentation des maturités des financements et des actifs détenus, une politique d'octroi de crédit plus souple et la progression des financements à effet de levier. Certains de ces acteurs de marché qui ont pu ou pourront prendre des risques additionnels ou excessifs ont une dimension systémique, et tout dénouement de leurs positions en période de turbulences ou de tensions de marché (entraînant une réduction de la liquidité) pourrait avoir des effets déstabilisants sur les marchés et pourrait conduire pour la Banque à des pertes d'exploitation ou des dépréciations d'actifs.

De plus, dans la mesure où les banques centrales, en particulier aux États-Unis, pourraient augmenter les taux d'intérêt, toute variation plus prononcée que prévue pourrait mettre à l'épreuve la résistance du portefeuille de prêts de la Banque ainsi que son activité de souscription, en particulier en ce qui concerne les prêts ne bénéficiant pas d'une notation investment grade, ce qui pourrait conduire à une augmentation du coût du risque de la Banque. Dans un environnement de remontée des taux d'intérêt si les stratégies de couverture de la Banque s'avéraient inefficaces ou ne lui assuraient qu'une couverture partielle, la Banque pourrait avoir à supporter des pertes, du fait d'un coût de refinancement plus élevé. De manière plus générale, l'augmentation des taux d'intérêt pèse sur l'accessibilité des consommateurs à l'endettement et sur la rentabilité des entreprises, et donc sur la croissance économique et les revenus de la Banque.

***La solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un effet défavorable sur la Banque.***

La capacité de la Banque à effectuer des opérations de financement ou d'investissement ou à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée par la solidité financière des autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de négoce, de compensation, de contrepartie et de financement. Par conséquent, la défaillance d'un ou plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir conduire à des pertes ou défaillances supplémentaires. La Banque est exposée, de manière directe et indirecte, à de nombreuses contreparties financières telles que des chambres de compensation, des prestataires de services d'investissement, des banques commerciales ou d'investissement, des fonds communs de placement, des fonds alternatifs, ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels elle conclut de manière habituelle des transactions. La Banque peut également être exposée aux risques liés à l'implication croissante dans le secteur financier d'acteurs peu ou non réglementés (fonds non régulés, plateformes de négociation ou de financement participatif). La Banque est exposée à un risque de crédit et de contrepartie si des contreparties ou des clients de la Banque venaient à manquer à leurs engagements ou à connaître des difficultés financières. Ce risque serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par la Banque ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition de la Banque au titre des prêts ou produits dérivés en défaut ou encore, dans le cas d'une défaillance d'un acteur des marchés financiers significatif tel qu'une contrepartie centrale. A cet égard, il convient de noter que les changements réglementaires qui imposent la compensation obligatoire des instruments dérivés négociés de gré à gré (produits dits « over-the-counter » ou « OTC ») standardisés par des contreparties centrales, ont augmenté l'exposition des acteurs des marchés financiers à ces contreparties centrales.

En outre, les fraudes ou malversations commises par les acteurs des marchés financiers peuvent avoir un effet significatif défavorable sur les institutions financières en raison notamment des interconnexions entre les institutions opérant sur les marchés financiers. La fraude commise par Bernard Madoff révélée en 2008, qui a conduit un certain nombre d'institutions financières, dont la Banque, à annoncer des pertes ou des expositions significatives, en est un exemple. Des pertes supplémentaires potentiellement significatives pourraient être constatées dans le cadre de contentieux divers, des actions intentées dans le cadre de la liquidation de Bernard L. Madoff Investment Services (BLMIS), dont plusieurs sont en cours à l'encontre de la Banque, ou d'autres actions potentielles ayant trait aux investissements réalisés directement ou indirectement par des contreparties ou clients dans BLMIS ou d'autres entités contrôlées par Bernard Madoff, ou à la réception de produits d'investissement de BLMIS.

Les pertes pouvant résulter des risques susmentionnés pourraient peser de manière significative sur les résultats opérationnels de la Banque.

***Les fluctuations de marché et la volatilité exposent la Banque au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de marché et d'investissement.***

À des fins de négoce ou d'investissement, la Banque prend des positions sur les marchés de dette, de devises, de matières premières et d'actions, ainsi que sur des actions non cotées, des actifs immobiliers et d'autres types d'actifs, notamment via des contrats de produits dérivés. Une volatilité extrême de ces marchés, c'est-à-dire l'amplitude des variations de prix sur une période et un marché donnés, indépendamment du niveau de ce marché, pourrait avoir une incidence défavorable sur ces positions. La volatilité, si elle s'avérait insuffisante ou excessive par rapport aux anticipations de la Banque, pourrait également engendrer des pertes sur de nombreux autres produits utilisés par la Banque, tels que les swaps, les contrats à terme, les options et les produits structurés.

Dans la mesure où la Banque détiendrait des actifs, ou des positions nettes acheteuses, sur l'un de ces marchés, tout repli de celui-ci pourrait occasionner des pertes liées à la dépréciation de ces positions. À l'inverse, si la Banque avait vendu des actifs à découvert ou détenait des positions nettes vendeuses sur l'un de ces marchés, tout rebond de celui-ci pourrait, malgré les limites de risque et les systèmes de contrôle existants, exposer la Banque à des pertes potentiellement très importantes dans la mesure où elle devra couvrir ses positions à découvert dans un marché haussier. De manière occasionnelle, la Banque pourrait constituer une position acheteuse sur un actif et une position vendeuse sur un autre actif, pour couvrir des opérations avec la clientèle et/ou dans l'espoir de tirer avantage de la variation de la valeur relative de ces actifs. Si toutefois ces valeurs relatives évoluaient dans un sens ou d'une manière contraire aux anticipations de la Banque, ou de telle manière que la Banque ne soit pas couverte, il est possible que cette stratégie expose la Banque à des pertes. Dans la mesure où elles seraient substantielles, ces pertes pourraient obérer les résultats et la situation financière de la Banque.

***Les revenus tirés des activités de courtage et des activités générant des commissions sont potentiellement vulnérables à une baisse des marchés.***

Les conditions économiques et financières affectent le nombre et la taille d'opérations de marché de capitaux dans lesquelles la Banque intervient comme garant ou conseil financier ou au titre d'autres services de financement et d'investissement. Les revenus de la Banque, reposant notamment sur les frais de transaction rémunérant ces services, sont directement liés au nombre et à la taille des opérations dans le cadre desquelles la Banque intervient, et peuvent ainsi être affectés de manière significative par les tendances économiques ou financières défavorables à ses clients et aux activités de financement et d'investissement. Par ailleurs, les commissions de gestion que la Banque facture à ses clients étant généralement calculées sur la valeur ou la performance des portefeuilles, toute baisse des marchés qui aurait pour conséquence de diminuer la valeur de ces portefeuilles ou d'augmenter le montant des rachats, réduirait les revenus afférents aux activités de gestion d'actifs, de dérivés d'actions et de Banque Privée. Indépendamment de l'évolution du marché, toute sous-performance des organismes de placement collectif de la Banque pourrait avoir pour conséquence une accélération des rachats et une diminution des souscriptions avec, en corollaire, une contraction des revenus afférents à l'activité de gestion. La Banque a été confrontée à tout ou partie de ces effets pendant l'important ralentissement des marchés financiers intervenu ces dernières années et pourrait être confrontée à des situations similaires lors de futurs ralentissements des marchés financiers qui peuvent survenir brutalement et de manière répétée.

***Une baisse prolongée des marchés peut réduire la liquidité et rendre plus difficile la cession d'actifs. Une telle situation peut engendrer des pertes significatives.***

Dans certains des métiers de la Banque, des fluctuations prolongées des marchés, en particulier une baisse prolongée du prix des actifs, peuvent peser sur le niveau d'activité ou réduire la liquidité sur le marché concerné. Cette situation peut exposer la Banque à des pertes significatives si celle-ci n'est pas en mesure de solder rapidement ses positions éventuellement perdantes. Cela est particulièrement vrai des actifs qui sont intrinsèquement peu liquides. Certains actifs qui ne sont pas négociés sur une Bourse de valeurs ou sur un marché réglementé, tels que certains produits dérivés négociés entre institutions financières, sont généralement valorisés à l'aide de modèles plutôt que sur la base de cours de marché. Compte tenu de la difficulté de suivre l'évolution du prix de ces actifs, la Banque pourrait subir des pertes significatives qu'elle n'avait pas prévues.

## **RISQUES LIÉS A LA RÉGLEMENTATION**

***Des mesures législatives et réglementaires prises ces dernières années, en particulier en réponse à la crise financière mondiale, ainsi que des nouvelles propositions de loi, pourraient affecter de manière substantielle la Banque ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel elle opère.***

Des mesures législatives ou réglementaires sont entrées en vigueur ou pourraient être adoptées notamment en France, en Europe et aux États-Unis, en vue d'introduire un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier. Ces nouvelles mesures ont entraîné une mutation substantielle de l'environnement dans lequel la Banque et d'autres institutions financières évoluent. Parmi les nouvelles mesures qui ont été ou pourraient être adoptées figurent : l'augmentation des ratios prudentiels de solvabilité et de liquidité (en particulier pour les grands groupes bancaires tels que la Banque), la taxation des opérations financières, la limitation et l'imposition accrue des rémunérations de certains salariés au-delà de certains niveaux, des restrictions visant l'exercice par les banques commerciales de certaines activités considérées comme spéculatives qui seront interdites ou devront être exercées au sein de filiales dédiées (en particulier les opérations pour compte propre), l'interdiction ou des limitations visant certains types de produits financiers ou d'activités, le renforcement des régimes de prévention et de résolution des crises, la modification des règles de pondération du risque et des modalités de l'utilisation des modèles internes qui pourraient déboucher sur une hausse des exigences en capital, le renforcement des exigences de contrôle interne et de transparence quant à certaines activités, le renforcement des exigences en matière de règles de gouvernance et de bonne conduite, le renforcement des règles en matière d'abus de marché, l'introduction de nouvelles règles pour améliorer la transparence et l'efficacité des marchés financiers et notamment réguler les transactions à haute fréquence, la régulation plus stricte de certains types de produits financiers, notamment l'obligation de déclarer les produits dérivés et opérations de financement sur titres, l'obligation soit de procéder à la compensation des opérations sur produits dérivés négociés de gré à gré, soit de limiter les risques y afférents (y compris à travers la constitution de garanties pour les produits dérivés non compensés par une contrepartie centrale), ainsi que le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision et la création de nouvelles autorités. La plupart de ces mesures a été adoptée et est d'ores et déjà applicable à la Banque; les principales mesures sont résumées ci-dessous. D'autres mesures similaires ou nouvelles peuvent être proposées et adoptées.

*Lois et réglementations françaises et européennes*

Au cours des années 2013 et 2014, la France a modifié de manière significative le cadre législatif et réglementaire applicable aux établissements bancaires. La loi bancaire française du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires et ses décrets et arrêtés d'application ont précisé la séparation obligatoire des opérations de financement de l'économie des opérations dites « spéculatives » qui sont exercées depuis le 1er juillet 2015 par des filiales séparées du reste du Groupe et soumises à des exigences prudentielles et de se financer de manière autonome. Cette loi bancaire a également introduit un mécanisme de prévention et de résolution des crises bancaires placé sous la supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (« ACPR ») dont les pouvoirs ont été étendus ; en cas de défaillance, la loi prévoit des mécanismes tels que le pouvoir d'imposer aux banques des changements structurels, l'émission de nouveaux titres, l'annulation de certains titres de capital ou de dette subordonnée ou la conversion de dette subordonnée en capital, et l'intervention du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. L'ordonnance du 20 février 2014 prévoit quant à elle notamment le renforcement des règles en matière de gouvernance au sein des établissements bancaires, un régime de sanctions renforcé et harmonisé au niveau européen, une extension du champ de la surveillance prudentielle avec notamment des exigences supplémentaires en matière de fonds propres, une harmonisation des règles relatives à l'agrément des établissements de crédit au sein de l'Union européenne, et une mise à jour des règles relatives à la surveillance consolidée et à l'échange d'informations.

Au niveau européen, plusieurs dispositions de la Directive et du Règlement sur les fonds propres réglementaires (dits respectivement « CRD 4/CRR ») du 26 juin 2013, mettant en œuvre les exigences de fonds propres de Bâle III, sont devenues applicables au 1er janvier 2014 et de nombreux actes délégués et actes d'exécution prévus par la Directive et le Règlement CRD 4/CRR ont, à ce titre, été adoptés en 2014. Les exigences en matière de ratios prudentiels et la désignation de la Banque comme une institution financière d'importance systémique ont accru les exigences en matière de fonds propres réglementaires de la Banque et pourraient avoir pour effet de restreindre sa capacité à octroyer des crédits ou à détenir des actifs notamment de maturité longue. En 2011-2012, la Banque a mis en œuvre un plan d'adaptation afin d'anticiper ces exigences, notamment la réduction de son bilan et le renforcement de ses fonds propres réglementaires. En outre, le Conseil de Stabilité Financière (« CSF ») a publié le 9 novembre 2015 les principes définitifs et le tableau des modalités du dispositif TLAC (« Total Loss Absorbing Capacity » ou « Capacité Totale d'Absorption des Pertes ») qui imposera aux « G-SIBs » ou « Banques d'Importance Systémique Mondiale » (incluant la Banque) de maintenir un montant significatif de dettes et d'instruments immédiatement disponibles pour le renflouement interne, en complément des exigences de fonds propres de Bâle III, de façon à permettre aux autorités de mettre en œuvre une résolution organisée qui minimise les impacts sur la stabilité financière, maintienne la continuité des fonctions essentielles et évite d'exposer les fonds publics à des pertes. Compte tenu du calendrier et de ses modalités d'adoption, l'impact des exigences TLAC ne peut être défini avec précision pour la Banque et pourrait entraîner l'augmentation de ses coûts de financement.

Concernant « l'union bancaire » européenne, l'Union européenne a adopté en octobre 2013 un Mécanisme de Surveillance Unique (« MSU ») placé sous le contrôle de la BCE. Ainsi, depuis novembre 2014, la Banque, ainsi que les autres institutions qualifiées d'importantes au sein de la zone euro, sont désormais placées sous la supervision directe de la BCE, pour les missions de surveillance prudentielle confiées à la BCE par le Règlement du Conseil du 15 octobre 2013. Au sein du MSU, la BCE est notamment chargée de la conduite annuelle du processus de Surveillance Prudentielle et d'Evaluation des Risques (« Supervisory Review and Evaluation Process » ou « SREP »), et des tests de résistance, et dispose dans ce cadre de pouvoirs lui permettant d'imposer aux banques de détenir des capitaux propres à un niveau supérieur aux minimum requis pour remédier à certains risques (exigences dites « Pilier 2 »), et plus généralement pour imposer des exigences de liquidité supplémentaires, et le cas échéant d'autres mesures de surveillance. Ces mesures pourraient avoir un impact négatif sur les résultats opérationnels de la Banque ainsi que sur sa situation financière.

Outre le MSU, la Directive sur le Redressement et la Résolution des Banques du 15 mai 2014 (« DRRB »), transposée en France par l'Ordonnance du 20 août 2015, renforce les pouvoirs de prévention et de résolution des crises bancaires afin notamment que les pertes soient supportées en priorité par les créanciers et actionnaires des banques, de limiter à un minimum les coûts supportés par les contribuables et a prévu la mise en place de fonds nationaux de résolution.

Conformément à la DRRB et à l'Ordonnance du 20 août 2015, l'ACPR ou le Conseil de Résolution Unique (« CRU ») mis en place par le Règlement du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 qui établit des règles et une procédure uniformes en ce qui concerne la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre du Mécanisme de Résolution Unique (« MRU ») ainsi qu'un Fonds de Résolution Unique (« FRU »), peut entamer une procédure de résolution à l'égard d'établissements bancaires tels que la Banque, avec pour objectif d'assurer la continuité des fonctions critiques, d'éviter les risques de contagion, de recapitaliser ou de restaurer la viabilité de l'établissement.

Les pouvoirs de résolution doivent être mis en œuvre de manière à ce que les pertes, sous réserve de certaines exceptions, soient supportées en priorité par les actionnaires, puis par les porteurs d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2 (tels que les obligations subordonnées), puis par les porteurs d'obligations senior non préférées et enfin par les porteurs d'obligations senior préférées conformément à l'ordre de priorité de leurs créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité.

Les autorités de résolution disposent de pouvoirs étendus pour mettre en œuvre les pouvoirs de résolution à l'égard des institutions et des groupes soumis à une procédure de résolution, ce qui peut notamment inclure : la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais, la séparation des actifs de cet établissement, la substitution de l'institution en qualité de débiteur au titre d'instruments de dette, la dépréciation totale ou partielle d'instruments de fonds propres réglementaires, la dilution d'instruments de fonds propres réglementaires à travers l'émission de nouveau titres de capital, la dépréciation totale ou partielle ou la conversion en titres de capital d'instruments de dette, la modification des conditions des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension temporaire des paiements), la suspension de la cotation et de l'admission à la négociation d'instruments financiers, la révocation des dirigeants ou la nomination d'un administrateur spécial.

Certains pouvoirs, en ce compris la dépréciation totale ou partielle d'instruments de fonds propres réglementaires, la dilution d'instruments de fonds propres réglementaires à travers l'émission de nouveau titres de capital, la dépréciation totale ou partielle ou la conversion en titres de capital d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2 (tels que les obligations subordonnées), peuvent également être employés comme mesures préventives en dehors de toute procédure de résolution et/ou en vertu de la réglementation des aides d'Etats de la Commission européenne si l'institution nécessite un soutien public exceptionnel.

La mise en œuvre de ces moyens et pouvoirs pourrait donner lieu à des changements structurels significatifs pour les institutions concernées et leurs groupes (notamment des ventes d'actifs ou d'activités ou de la création d'établissements relais) et à une dépréciation totale ou partielle, une modification ou une variation des droits des actionnaires ou créanciers de ces établissements.

L'exercice de ces pouvoirs pourrait également, après le transfert de tout ou partie des activités ou la séparation des actifs de la Banque, laisser les porteurs d'obligations (même en l'absence de toute dépréciation ou conversion) dans une situation de créanciers de la Banque dont les activités ou les actifs restants seraient insuffisants pour honorer les créances détenues par tout ou partie de ses créanciers.

Conformément au MRU, le 19 décembre 2014 le Conseil de l'Union européenne a adopté la proposition de Règlement d'exécution du Conseil qui fixe les contributions des banques au FRU, qui remplace les fonds nationaux de résolution depuis le 1er janvier 2016, et qui prévoit des contributions annuelles au FRU effectuées par les banques et calculées proportionnellement au montant de leurs passifs, hors fonds propres et dépôts couverts, et adaptées en fonction de leurs profils de risque. En outre, le Règlement délégué de la Commission européenne en date du 21 octobre 2014, adopté en application de la DRRB, impose aux banques l'obligation d'avoir les ressources financières adéquates aux fins d'assurer l'application effective des instruments de résolution et des pouvoirs de l'autorité de résolution compétente. Dans ce contexte, les autorités de résolution telles que l'ACPR ou le CRU déterminent la contribution annuelle au financement des mesures de résolution que doit payer chaque établissement bancaire en fonction de son profil de risque. En conséquence, les contributions au FRU et au financement des mesures de résolution sont significatives, pèsent en conséquence sur les résultats opérationnels de la Banque.

En outre, la Directive du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts, transposée en droit français par l'Ordonnance du 20 août 2015, a créé un système national de garantie des dépôts. Des propositions de réformes législatives et réglementaires pourraient également avoir un impact si elles étaient menées à leur terme. Ainsi, une proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil en date du 24 novembre 2015 est venue compléter cette Directive du 16 avril 2014 à travers un plan d'étapes ayant pour objectif d'établir un système européen de garantie/assurance des dépôts qui couvrira progressivement tout ou partie des systèmes de garantie des dépôts nationaux participants.

Le 23 novembre 2016, la Commission européenne a émis plusieurs propositions législatives visant à modifier un certain nombre de directives et de règlements clés de l'Union européenne en matière bancaire, y compris la Directive et le Règlement CRD4/CRR, la DRRB et le MRU, dont le but est notamment de mieux refléter le risque de financement à long terme et le recours excessif aux effets de levier, d'accroître la capacité d'absorption des pertes des institutions d'importance mondiale, d'améliorer le traitement des risques de marché en augmentant la sensibilité aux risques des règles existantes et d'accroître la convergence au sein de l'Union européenne dans le domaine du droit des procédures d'insolvabilité et des restructurations, notamment par l'introduction d'un outil de moratoire. Ces propositions restent soumises à des amendements du Parlement et du Conseil et sont prévues pour être adoptées en 2019. Il n'est pas encore possible d'évaluer l'impact total de ces propositions.

Enfin, de nouvelles réglementations ayant pour objet d'accroître la transparence et la solidité du système financier, telles que le Règlement dit « EMIR » du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés négociés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux, ainsi que les mesures adoptées ou devant être adoptées, qui en découlent (y compris le règlement délégué de la Commission du 4 octobre 2016 précisant les méthodes de calcul et d'échange des marges relatives aux contrats dérivés négociés de gré à gré et non compensés par une contrepartie centrale) le Règlement du 25 novembre 2015 sur la transparence des opérations de financement sur titres et la Directive et le Règlement du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers (MIFID 2), pourraient engendrer des incertitudes et un risque de non-conformité et plus généralement, les coûts engendrés par la mise en place de ces réglementations pourraient avoir un impact négatif sur la rentabilité de certaines activités que la Banque exerce actuellement et peser sur les résultats opérationnels de la Banque ainsi que sur sa situation financière.

Aux mois de mai et juin 2017, la Commission a publié deux propositions de règlements modifiant EMIR. Parmi les modifications proposées, le pouvoir des autorités de l'Union Européenne de superviser les contreparties centrales des pays tiers serait renforcé et, quand la contrepartie centrale d'un pays tiers présente des risques importants pour la stabilité financière d'un Etat membre, les autorités de l'Union Européenne pourraient demander qu'une telle contrepartie centrale soit établie et autorisée dans l'Union Européenne (il s'agit d'une « politique de localisation »). Tandis que les répercussions d'une telle politique de localisation, particulièrement dans le contexte du Brexit, demeurent incertaines, elle pourrait, si elle était mise en place, engendrer des risques opérationnels et des coûts plus élevés et ainsi peser sur les résultats opérationnels de la Banque ainsi que sur sa situation financière.

#### *Lois et réglementations américaines*

Aux États-Unis, la réglementation bancaire a été substantiellement modifiée et étendue à la suite de la crise financière comme décrit ci-après. Une règle définitive émanant du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis (« Board of Governors of the Federal Reserve System ») (le « Conseil de la Réserve Fédérale ») imposant des règles prudentielles accrues pour les opérations américaines des banques étrangères de taille importante, a imposé à la Banque la désignation ou la création avant le 1er juillet 2016 d'une société holding intermédiaire (« intermediate holding company ») regroupant les filiales de la Banque aux États-Unis. La société holding intermédiaire de la Banque, BNP Paribas USA, Inc., doit respecter des exigences de fonds propres en fonction des risques et du levier, des exigences de liquidité, des exigences d'endettement à long terme, des exigences résultant des tests de résistance réglementaires, et des exigences en matière d'évaluation des besoins de fonds propres ainsi que d'autres éléments prudentiels, sur une base consolidée au niveau de la société holding intermédiaire. En outre, le 4 mars 2016, le Conseil de la Réserve Fédérale a de nouveau proposé une limite d'exposition aux contreparties uniques qui s'appliquerait aussi bien aux sociétés holding intermédiaires américaines qu'aux opérations américaines combinées (y compris les opérations des succursales américaines) des institutions bancaires étrangères d'importance systémique (telles que la Banque). Aux termes de propositions qui sont toujours à l'étude, la société holding intermédiaire et l'ensemble des opérations de la Banque aux États-Unis pourraient être soumises à des limitations de leur exposition au risque de crédit auprès de toute contrepartie, et l'ensemble des opérations de la Banque aux États-Unis pourrait également faire l'objet de mesures de résolution anticipée qui pourraient être déclenchées du fait du ratio de fonds propres à risque, de l'effet de levier, des tests de résistance, de la liquidité, de la gestion des risques et des indicateurs du marché. Le Conseil de la Réserve Fédérale a également indiqué qu'il envisage des futures réglementations qui appliqueraient les règles mettant en œuvre le ratio de liquidité à court terme de Bâle III et un ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio) aux activités combinées américaines (y compris les activités des succursales américaines) de certaines banques étrangères de taille importante. Le champ d'application et le calendrier de mise en œuvre de ces exigences de liquidité, ainsi que des changements additionnels attendus en matière d'exigences de fonds propres et de tests de résistance et leur impact sur la Banque, sont difficiles à prévoir à ce stade. Le 15 décembre 2016, le Conseil de la Réserve Fédérale a émis la réglementation définitive visant à transposer aux États-Unis les principes du CSF relatifs au dispositif TLAC (les « règles TLAC américaines »). Ces règles définitives imposent notamment à la société holding intermédiaire de la Banque de maintenir des niveaux minimum d'instruments TLAC, composés de fonds propres de catégorie 1 de la société holding intermédiaire majoré d'un montant minimum de dette long-terme répondant à certains critères d'éligibilité ainsi qu'une marge de sécurité. La Banque sera soumise à ces exigences à compter du 1er janvier 2019. La société holding intermédiaire de la Banque devra émettre cette dette long-terme interne auprès de la Banque ou de toute société étrangère

affiliée intégralement détenue, directement ou indirectement par la Banque tant que la société holding intermédiaire de la Banque est considérée comme une société holding intermédiaire non-soumise à résolution (« non-resolution covered intermediate holding company ») en vertu des règles TLAC américaines, c'est-à-dire que la Banque est soumise à une politique de point d'entrée unique (single point of entry) qui empêche le placement de la société holding intermédiaire en résolution aux États-Unis. Les règles imposent également des limitations relatives aux types et au montant des autres opérations financières que la société holding intermédiaire de la Banque peut réaliser. Le 23 Septembre 2016, le Conseil de la Réserve Fédérale a proposé des exigences prudentielles supplémentaires concernant les activités sur matières premières des compagnies financières holding (« financial holding companies ») (telles que la Banque) incluant des exigences de fonds propres significativement élevées pour les activités sur matières premières (et les investissements dans des banques d'affaires qui se livrent à des activités sur matières premières) qui, selon le Conseil de la Réserve Fédérale, pourraient exposer une compagnie financière holding à des responsabilités environnementales. Enfin, la « Règle Volcker », adoptée par les autorités de régulation américaines en décembre 2013, restreint la possibilité des entités bancaires américaines et étrangères, y compris de la Banque et de ses filiales, de conduire des opérations pour compte propre ainsi que des investissements dans le capital investissement (private equity) et les hedge funds. La Banque devait se mettre en conformité avec les exigences de la Règle Volcker au plus tard en juillet 2015 mais le Conseil de la Réserve Fédérale a prolongé, pour les investissements réalisés dans les fonds de capital investissement ou dans les hedge funds avant 2014, la date butoir de mise en conformité jusqu'au 21 juillet 2017. En juin 2017, le Conseil de la Réserve Fédérale a accordé à la Banque une période transitoire prolongée (à savoir une période supplémentaire de cinq ans (jusqu'au 21 juillet 2022)) pour mettre en conformité les investissements dans certains fonds peu liquides à la Règle Volcker. Les normes d'application de la Règle Volcker sont très complexes et pourraient faire l'objet d'interprétations réglementaires et lignes directrices supplémentaires, et par conséquent leur impact définitif ne pourra pas être connu avec certitude avant un certain temps. Les autorités américaines de régulation ont également récemment adopté ou proposé de nouvelles règles pour la régulation des activités de dérivés négociés de gré à gré au titre du Titre VII du Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act (le « Dodd-Frank Act »). Fin 2015, le Conseil de la Réserve Fédérale ainsi que d'autres autorités réglementaires bancaires américaines ont finalisé les exigences de marge s'appliquant aux produits dérivés non compensés et aux produits dérivés sur titres conclus par les banques actives sur les marchés de dérivés (« swap dealers »), les principaux intervenants non bancaires sur les marchés de dérivés (« major swap participants »), les banques actives sur les marchés de dérivés sur titres (« security-based swap dealers ») et les principaux intervenants non-bancaires sur les marchés de dérivés sur titres (« major security-based swap participants ») qui sont sous la supervision de l'une des autorités réglementaires bancaires américaines (incluant la Banque). Ces exigences de marge, qui ont commencé à entrer en application par étapes depuis septembre 2016, imposent à la Banque de poster et de collecter du collatéral supplémentaire et de haute qualité pour certaines transactions, augmentant les coûts des produits dérivés non compensés et aux produits dérivés sur titres offerts par la Banque à ses clients définis comme « personne américaine » selon les règles d'application mondiale. La Commodity Futures Trading Commission américaine a également finalisé en 2016 des règles qui exigeront la compensation des swaps de taux d'intérêt additionnels, qui devraient entrer en vigueur par phases, en fonction de la mise en œuvre des exigences parallèles de compensation dans les autres pays et, en tout état de cause, d'ici octobre 2018, et a également proposé des règles qui appliqueraient des limites de position à certains swaps de matières premières. La Securities and Exchange Commission américaine a également finalisé en 2015 et 2016 les règles concernant l'enregistrement des banques actives sur les marchés de dérivés sur titres et des principaux intervenants non-bancaires sur les marchés de dérivés sur titres, les règles de bonne conduite et les exigences en matière de confirmation et de vérification des transactions pour ces entités et les obligations de transparence et de reporting des transactions de dérivés sur titres. D'autres règles et règlements sont attendus fin 2017 et en 2018 pour compléter ce dispositif réglementaire. Le champ d'application et le calendrier de mise en œuvre de ces exigences et par conséquent, leur impact sur l'activité de dérivés de la Banque, sont difficiles à prévoir à ce stade.

En conclusion, de vastes réformes législatives et réglementaires concernant les institutions financières ont été adoptées ces dernières années et d'autres sont encore en cours d'élaboration. De plus, depuis l'élection présidentielle de 2016 aux Etats-Unis, la feuille de route réglementaire de la nouvelle administration est incertaine, et comprend notamment l'abrogation ou l'allègement significatif d'un certain nombre de mesures du Dodd-Frank Act. Il est impossible de prévoir avec précision quelles mesures supplémentaires seront adoptées ou de déterminer quel en sera le contenu exact et, compte tenu de la complexité et de l'incertitude d'un certain nombre de ces mesures, de déterminer leur impact sur la Banque. L'effet cumulé de ces mesures, qu'elles soient déjà adoptées ou en cours d'adoption, a été et pourrait continuer à être de nature à réduire la capacité de la Banque à allouer et affecter ses ressources de capital et de financement, limiter sa capacité à diversifier les risques, réduire la disponibilité de certaines ressources de financement et de liquidité, augmenter le coût du financement, augmenter le coût ou réduire la demande des produits et services offerts par la Banque, imposer à la Banque de procéder à des réorganisations internes, des changements structurels ou à des cessions, affecter la capacité de la Banque à exercer certaines activités, telles qu'actuellement exercées, ou à attirer ou à retenir des talents et, plus généralement, affecter sa compétitivité et sa rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats opérationnels.

***La Banque est soumise à une réglementation importante et fluctuante dans les juridictions où elle exerce ses activités.***

La Banque est exposée à des changements législatifs ou réglementaires dans l'ensemble des pays dans lesquels elle exerce ses activités, concernant, entre autres :

- les politiques monétaires, de liquidité et de taux d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités de régulation ;
- l'évolution générale des politiques gouvernementales ou réglementaires susceptibles d'influer sensiblement sur les décisions des investisseurs en particulier sur les marchés où le Groupe est présent ;
- l'évolution générale des exigences réglementaires applicables au secteur financier, notamment des règles prudentielles en matière de gouvernance, de rémunérations, d'adéquation des fonds propres et de liquidité, de restrictions des activités considérées comme spéculatives, et des cadres de redressement et de résolution ;
- l'évolution générale des réglementations applicables aux valeurs mobilières, ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché ;
- les changements dans les réglementations de certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires ;
- les changements dans les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ;
- l'évolution de la réglementation des services de paiement, du financement participatif (crowdfunding) et de fintech ;

- l'évolution de la réglementation de confidentialité des données et de cybersécurité ;
- l'évolution de la législation fiscale ou des modalités de sa mise en œuvre ;
- l'évolution des normes comptables ;
- l'évolution des règles et procédures relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à la conformité ;
- l'expropriation, la nationalisation, le contrôle des prix, le contrôle des changes, la confiscation d'actifs et l'évolution de la législation relative au droit de propriété des étrangers.

Ces changements, dont l'ampleur et la portée sont largement imprévisibles, pourraient avoir des conséquences significatives pour la Banque, et avoir un effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Certaines réformes ne visant pas spécifiquement des institutions financières, telles que les mesures relatives au secteur des fonds d'investissement ou celles promouvant l'innovation technologique (telles que l'ouverture de l'accès aux données (« open data »)), pourraient faciliter l'entrée de nouveaux acteurs dans le secteur des services financiers ou affecter le modèle économique de la Banque, sa compétitivité et sa rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

***En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, la Banque pourrait être exposée à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales, et pourrait subir des pertes à la suite d'un contentieux privé, en lien ou non avec ces sanctions.***

La Banque est exposée au risque de non-conformité, c'est-à-dire à l'incapacité à respecter intégralement la législation, la réglementation, les codes de bonne conduite, les normes professionnelles ou les recommandations applicables au secteur financier. L'adoption par différents pays d'exigences légales ou réglementaires, multiples et parfois divergentes et contradictoires, exacerbe ce risque. Outre le préjudice porté à sa réputation et l'éventuel déclenchement d'actions civiles (y compris les actions de groupe introduites en France en 2014), le non-respect de ces textes exposerait la Banque à des contentieux et des amendes et frais significatifs (y compris des amendes et des frais qui excéderaient les montants provisionnés), à des avertissements des autorités, à des suspensions d'activité, voire dans des cas extrêmes, au retrait de l'agrément par les autorités. Ce risque est encore renforcé par l'accroissement constant du niveau de contrôle des institutions financières par les autorités compétentes. En outre, les contentieux privés à l'encontre d'institutions financières ont augmenté de manière substantielle ces dernières années. Par conséquent, la Banque est exposée à un risque juridique significatif dans la conduite de ses opérations et le nombre de demandes de dommages-intérêts ainsi que les montants réclamés en cas de litiges, de procédures d'autorités de régulation ou autres contentieux menés contre des établissements financiers ont augmenté de façon importante ces dernières années et pourraient continuer à s'accroître.

À cet égard, le 30 juin 2014, la Banque a conclu une série d'accords avec – et a été soumise à des décisions prises par – des agences gouvernementales fédérales américaines et de l'État de New York ainsi que différentes autorités de supervision, parmi lesquelles le U.S. Department of Justice, le District Attorney du comté de New York, le U.S. Attorney's Office pour le district sud de New York, le Conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale américaine, l'Office of Foreign Assets Control du Département du Trésor américain et le Département des Services financiers de l'État de New York, et ce, afin de mettre en terme aux enquêtes menées pour avoir enfreint des lois et réglementations des États-Unis relatives à des sanctions économiques. Les amendes et pénalités imposées à la Banque dans le cadre de ce règlement global, incluaient notamment le paiement d'une amende s'élevant au total à 8,97 milliards de dollars (6,6 milliards d'euros), la reconnaissance de responsabilité (guilty plea) de BNP Paribas SA, la société mère du Groupe BNP Paribas, pour avoir enfreint la loi pénale fédérale (« conspiracy to violate the Trading with the Enemy Act and the International Emergency Economic Powers Act ») et la loi pénale de l'État de New York (« conspiracy and falsifying business records »), ainsi que la suspension, pour la succursale de New York de BNP Paribas, (a) de certaines opérations directes de compensation en dollars US pour une période d'un an (2015), portant principalement sur le périmètre de l'activité de financement du négoce international de matières premières, pour la partie pétrole et gaz, dans certaines implantations, et (b) de l'activité de compensation en dollars exercée en tant que banque correspondante pour des banques tierces à New York et Londres pour une période de deux ans. À la suite de ces accords, la Banque continue de faire l'objet d'un contrôle accru par les autorités de tutelle, (y compris par le biais de la présence au sein de la Banque d'un consultant indépendant), qui surveillent le respect par la Banque des mesures correctives décidées en accord avec elles.

La Banque est actuellement impliquée dans plusieurs contentieux et enquêtes comme résumé dans la Note 5.b : « Passifs éventuels : procédures judiciaires et d'arbitrage » de ses états financiers consolidés à la date du, et pour le semestre clos le, 30 juin 2017, et mis à jour dans la section 4.2 de la 3<sup>ème</sup> actualisation du document de référence 2016. La Banque pourrait à nouveau être impliquée dans de telles procédures à n'importe quel moment. Aucune garantie ne peut être donnée qu'une décision défavorable dans un ou plusieurs contentieux ou une ou plusieurs enquêtes n'aura pas un effet défavorable significatif sur les résultats opérationnels de la Banque quelle que soit la période concernée.

## RISQUES LIÉS À LA BANQUE, À SA STRATEGIE, À SA GESTION ET À SES OPÉRATIONS

### ***Risques liés à la mise en œuvre des plans stratégiques de la Banque.***

La Banque a communiqué un certain nombre d'objectifs stratégiques, notamment un plan de transformation de CIB pour la période 2016-2019, présenté en février 2016 ainsi qu'un plan stratégique pour la période 2017-2020, présenté le 7 février 2017. Ces plans prévoient un certain nombre d'initiatives, notamment la mise en œuvre de nouveaux parcours clients, la transformation digitale de la Banque, la poursuite de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et des initiatives de développement.

Ils incluent un certain nombre d'objectifs financiers dont, entre autres, des objectifs relatifs au produit net bancaire, aux frais de gestion, aux résultats, aux ratios de solvabilité et à la rentabilité des fonds propres. Ces objectifs financiers ont été initialement préparés pour les besoins de la planification interne et de l'allocation des ressources et sont fondés sur plusieurs hypothèses relatives à l'activité et aux conditions économiques.

Les résultats réalisés de la Banque sont susceptibles de différer significativement de ces objectifs pour diverses raisons, y compris en cas de réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section.



***La Banque pourrait connaître des difficultés relatives à l'intégration des sociétés acquises et pourrait ne pas réaliser les bénéfices attendus de ses acquisitions.***

La Banque procède régulièrement à des acquisitions de sociétés. L'intégration opérationnelle d'activités acquises est un processus long et complexe. Une intégration réussie ainsi que la réalisation de synergies nécessitent, entre autres, une coordination satisfaisante des efforts du développement de l'activité et du marketing, le maintien du personnel de direction clé, des politiques d'embauche et de formation efficaces ainsi que l'adaptation des systèmes d'information et des systèmes informatiques. Toute difficulté rencontrée au cours du processus de regroupement des activités est susceptible d'engendrer une augmentation des coûts d'intégration ainsi que des économies ou bénéfices plus faibles qu'anticipés. De ce fait, il ne peut y avoir de garantie quant à l'étendue des synergies réalisées ni quant à leur date de réalisation. De plus, le processus d'intégration des activités opérationnelles existantes de la Banque avec les activités opérationnelles acquises pourrait perturber les activités d'une ou plusieurs de leurs branches et détourner l'attention de la Direction sur d'autres aspects des activités opérationnelles de la Banque, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les activités et résultats de la Banque. Par ailleurs, dans certains cas, des litiges relatifs aux opérations de croissance externe pourraient avoir un impact défavorable sur les processus d'intégration ou avoir d'autres conséquences défavorables, notamment sur le plan financier.

Bien que la Banque procède généralement à une analyse approfondie des sociétés qu'elle envisage d'acquérir, il n'est souvent pas possible de conduire un examen exhaustif de celles-ci. La Banque pourrait voir augmenter son exposition aux actifs de mauvaise qualité et encourir un coût du risque plus élevé à la suite de ses opérations de croissance externe, en particulier dans les cas où elle n'a pas pu mener un exercice de due diligence approfondi préalablement à l'acquisition.

***Une intensification de la concurrence, par des acteurs bancaires et non bancaires, pourrait peser sur ses revenus et sa rentabilité.***

Les principaux pôles d'activité de la Banque sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où elle est solidement implantée, notamment l'Europe et les États-Unis. La concurrence dans l'industrie bancaire pourrait s'intensifier du fait du mouvement de concentration dans le secteur des services financiers ou du fait de l'entrée de nouveaux acteurs dans le domaine des services de paiements et de financement ou le développement du financement participatif (crowdfunding). En particulier, de nouveaux concurrents, soumis à une réglementation plus souple ou à des exigences moins fortes en matière de ratios prudentiels (fonds de dette, shadow banks) ou bénéficiant d'économies d'échelle, de synergies de données ou d'innovations technologiques (opérateurs internet et mobiles, fintechs) pourraient être plus compétitifs. Si la Banque ne parvenait pas à préserver sa compétitivité en France ou sur ses autres grands marchés en proposant une palette de produits et de services attractive et rentable, elle pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants, ou subir des pertes dans toutes ou certaines de ses activités. Par ailleurs, tout ralentissement des économies de ses marchés principaux est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, avec à la clé une intensification de la pression sur les prix et une contraction du volume d'activité de la Banque et de ses concurrents. Il est également possible que la présence sur le marché mondial d'institutions financières publiques ou bénéficiant de garanties étatiques ou d'avantages similaires ou que l'application d'exigences renforcées aux établissements financiers de taille significative ou d'importance systémique (notamment en matière de capital réglementaire et de limitations d'activité), engendrent des distorsions de concurrence préjudiciables aux intérêts des plus grandes institutions du secteur privé, telles que la Banque.

***Toute augmentation substantielle des provisions ou tout engagement insuffisamment provisionné pourrait peser sur les résultats et sur la situation financière de la Banque.***

Dans le cadre de ses activités de prêt, la Banque constitue régulièrement des provisions pour créances douteuses, qui sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique coût du risque. Le niveau global des provisions de la Banque est établi en fonction de l'historique des pertes, du volume et du type de prêts consentis, des normes sectorielles, des arriérés de prêts, des conditions économiques et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement de divers prêts. La Banque s'efforce de constituer des provisions adaptées. Pour autant, elle pourrait être amenée, à l'avenir, à augmenter de manière significative les provisions pour créances douteuses en réponse à une détérioration des conditions économiques ou à d'autres facteurs. L'augmentation significative des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de pertes, tel qu'estimé, inhérent au portefeuille de prêts non douteux ou encore la réalisation de pertes supérieures aux montants spécifiquement provisionnés, seraient susceptibles de peser sur les résultats opérationnels de la Banque et sur sa situation financière.

La Banque constitue également des provisions pour risques et charges qui incluent notamment les provisions pour litiges. Toute perte liée à un risque non encore provisionné ou dépassant le niveau de provisions déjà comptabilisé aurait un impact défavorable sur les résultats opérationnels et, potentiellement, la situation financière de la Banque.

***Les politiques, procédures et méthodes de gestion du risque mises en œuvre par la Banque pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou imprévus, susceptibles d'occasionner des pertes significatives.***

La Banque a investi des ressources substantielles pour élaborer des politiques, procédures et méthodes de gestion du risque et entend poursuivre ses efforts en la matière. Pour autant, les techniques et stratégies utilisées ne permettent pas de garantir une diminution effective du risque dans tous les environnements économiques et de marché. Ces techniques et stratégies pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que la Banque n'aurait pas préalablement identifiés ou anticipés. La Banque pourrait avoir des difficultés à évaluer la solvabilité de ses clients ou la valeur de ses actifs si, en raison des perturbations sur les marchés telles que celles qui ont prévalu ces dernières années, les modèles et les approches utilisés ne permettaient plus d'anticiper les comportements, les évaluations, les hypothèses et les estimations futures. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que la Banque utilise pour gérer le risque s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier son exposition au risque, la Banque procède ensuite à une analyse, généralement statistique, de ces observations. Les procédures utilisées par la Banque pour évaluer les pertes liées à son exposition au risque de crédit ou la valeur de certains actifs sont fondées sur des analyses complexes et subjectives qui reposent notamment sur des prévisions concernant les conditions économiques et l'impact que pourraient avoir ces conditions sur la capacité de remboursement des emprunteurs et la valeur des actifs. En période de perturbation sur les marchés, de telles analyses pourraient aboutir à des estimations inexacts et en conséquence mettre en cause la fiabilité de ces procédures d'évaluation. Les outils et indicateurs utilisés pourraient livrer des conclusions erronées quant à la future exposition au risque, en raison notamment de facteurs que la Banque n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques, ou de la réalisation d'un événement considéré comme extrêmement improbable par les outils et les indicateurs. Cela diminuerait la capacité de la Banque à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies pourraient s'avérer nettement supérieures à la moyenne historique. Par ailleurs, les modèles quantitatifs de la Banque n'intègrent pas

l'ensemble des risques. Certains risques font en effet l'objet d'une analyse plus qualitative qui pourrait s'avérer insuffisante et exposer ainsi la Banque à des pertes significatives et imprévues.

***Les stratégies de couverture mises en place par la Banque n'écartent pas tout risque de perte.***

La Banque pourrait subir des pertes si l'un des instruments ou l'une des stratégies de couverture qu'elle utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels elle est exposée s'avérait inopérant. Nombre de ces stratégies s'appuient sur l'observation du comportement passé des marchés et l'analyse des corrélations historiques. À titre d'exemple, si la Banque détient une position longue sur un actif, elle pourra couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont le comportement permet généralement de neutraliser toute évolution de la position longue. Il se peut cependant que cette couverture soit partielle, que ces stratégies ne couvrent pas tous les risques futurs ou qu'elles ne permettent pas une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité de ces stratégies de couverture. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant de couvertures inefficaces sont comptabilisés pourrait accroître la volatilité des résultats publiés par la Banque.

***Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés de la Banque ainsi que de la dette de la Banque pourraient avoir un effet sur son résultat net et sur ses capitaux propres.***

La valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés de la Banque et de certains autres actifs, ainsi que de la dette de la Banque dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement des états financiers. La plupart des ajustements sont effectués sur la base des évolutions de la juste valeur des actifs ou de la dette de la Banque au cours d'un exercice comptable, et les variations sont comptabilisées soit dans le compte de résultat soit directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, dans la mesure où elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la valeur d'autres actifs, affectent les résultats consolidés de la Banque et en conséquence son résultat net. Tout ajustement de la valeur comptable affecte les capitaux propres et en conséquence le ratio d'adéquation des fonds propres de la Banque. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour les périodes suivantes.

***Le changement attendu des principes comptables relatifs aux instruments financiers pourrait avoir un impact sur le bilan de la Banque ainsi que sur les ratios réglementaires de fonds propres et entraîner des coûts supplémentaires.***

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié la norme IFRS 9 « Instruments financiers », destinée à remplacer la norme IAS 39 à compter du 1er janvier 2018, après son adoption par l'Union européenne. Cette norme modifie et complète les règles relatives au classement et à l'évaluation des instruments financiers. Elle intègre un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes attendues de crédit alors que le modèle actuel est fondé sur les pertes encourues, ainsi que de nouvelles règles concernant le régime comptable des instruments de couverture. La nouvelle approche fondée sur les pertes de crédit attendues pourrait entraîner des provisions pour dépréciation supplémentaires et significatives pour la Banque ainsi que l'augmentation de la volatilité de ses ratios réglementaires de fonds propres, et les coûts relatifs à l'application de ces règles engagés par la Banque pourraient avoir un effet négatif sur ses résultats opérationnels.

***Tout préjudice porté à la réputation de la Banque pourrait nuire à sa compétitivité.***

Compte tenu du caractère hautement concurrentiel de l'industrie des services financiers, la réputation de solidité financière et d'intégrité de la Banque est capitale pour séduire et fidéliser ses clients. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services pourrait entacher la réputation de la Banque. De même, à mesure que ses portefeuilles de clientèle et d'activités s'élargissent, le fait que les procédures et les contrôles exhaustifs mis en œuvre pour prévenir les conflits d'intérêt puissent s'avérer inopérants, ou être perçus comme tels, pourrait porter préjudice à la réputation de la Banque. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un employé, toute fraude ou malversation commise par des acteurs du secteur financier auxquels la Banque est exposée, toute diminution, retraitement ou correction des résultats financiers, ou toute action juridique ou réglementaire à l'issue potentiellement défavorable telle que la transaction que la Banque a conclue avec les autorités américaines en raison de la violation des lois et règlements américains relatifs aux sanctions économiques. Ces risques de réputation sont aujourd'hui accrues du fait de l'utilisation croissante des réseaux sociaux par l'ensemble des acteurs de la sphère économique. Tout préjudice porté à la réputation de la Banque pourrait s'accompagner d'une perte d'activité, susceptible de peser sur ses résultats opérationnels et sa situation financière.

***Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques de la Banque, pourrait provoquer des pertes significatives d'informations relatives aux clients, nuire à la réputation de la Banque et provoquer des pertes financières.***

Comme la plupart de ses concurrents, la Banque dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information. Cette dépendance s'accroît depuis la généralisation des services bancaires mobiles et de banque en ligne, et le développement du cloud computing. Toute panne, interruption ou défaillance de ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de services et/ou de traitement des prêts. La Banque ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate. Au cours des dernières années, un nombre croissant de sociétés (y compris des institutions financières) ont fait l'objet d'intrusions ou de tentatives d'intrusion de leurs systèmes de sécurité informatique, parfois dans le cadre d'attaques complexes et hautement ciblées des réseaux informatiques. Les techniques mises en œuvre pour pirater, interrompre, dégrader la qualité des services fournis, dérober des données confidentielles ou saboter des systèmes informatiques se sont perfectionnées et sont en constante évolution, et il est souvent impossible de les identifier avant le lancement d'une attaque. La Banque pourrait donc ne pas être en mesure de se prémunir contre de telles techniques ou de mettre en place rapidement un système de contre-mesures approprié et efficace. Toute panne ou interruption des services informatiques de la Banque et toute divulgation d'informations confidentielles des clients, contreparties ou salariés de la Banque (ou toutes autres personnes) qui pourrait en résulter, ou toute intrusion ou attaque contre ses systèmes et réseaux de communication, pourraient causer des pertes significatives et seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la réputation, les résultats opérationnels et la situation financière de la Banque.

***Des événements externes imprévus pourraient provoquer une interruption des activités de la Banque et entraîner des pertes substantielles ainsi que des coûts supplémentaires.***

Des événements imprévus tels qu'un changement défavorable d'environnement politique, militaire ou diplomatique, des troubles politiques et sociaux, une catastrophe naturelle d'envergure, une pandémie, des attentats, des conflits armés, des cyber-attaques ou



toute autre situation d'urgence, pourraient affecter la demande des produits et services offerts par la Banque ou provoquer une brusque interruption des activités de la Banque en France ou à l'étranger et entraîner des pertes substantielles qui ne pourraient pas nécessairement être couvertes par une police d'assurance. Ces pertes peuvent concerner des biens matériels, des actifs financiers, des positions de marché, des données personnelles ou des collaborateurs clés. De tels événements pourraient également engendrer une suspension des activités, temporaire ou de plus long terme, des coûts supplémentaires (liés notamment au déplacement du personnel concerné) et alourdir les charges de la Banque (en particulier les primes d'assurance).

## PASSAGE DU BILAN COMPTABLE CONSOLIDE AU BILAN PRUDENTIEL

Actualisation du tableau n° 6 du Document de référence 2016 p. 254.

En millions d'euros	30 septembre 2017			
	Périmètre comptable	Retraitements des sociétés d'assurance	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation <sup>(*)</sup>	Périmètre prudentiel
<b>ACTIF</b>				
Caisse, banques centrales	224 917	-	403	225 320
Instruments financiers en valeur de marché par résultat				
Portefeuille de titres de transaction	178 034	-	-	178 034
Prêts et opérations de pensions	211 885	5 186	-	217 071
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	96 515	(95 890)	-	625
Instruments financiers dérivés	241 399	(314)	(9)	241 076
Instruments financiers dérivés de couverture	15 245	(55)	3	15 193
Actifs financiers disponibles à la vente	241 972	(112 985)	3 413	132 400
Prêts et créances sur les établissements de crédit	46 741	(1 052)	(3 695)	41 994
Prêts et créances sur la clientèle	711 589	676	5 999	718 264
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 194	-	-	3 194
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 803	(4 240)	-	563
Actifs d'impôts courants et différés	7 727	10	38	7 775
Comptes de régularisation et actifs divers	129 279	(6 358)	313	123 234
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 727	4 758	(596)	10 889
Immubles de placement	1 924	(1 470)	-	454
Immobilisations corporelles	23 776	(395)	38	23 419
Immobilisations incorporelles	3 120	(167)	25	2 978
Ecarts d'acquisition	9 653	(221)	4	9 436
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 158 500</b>	<b>(212 517)</b>	<b>5 936</b>	<b>1 951 919</b>
<b>DETTES</b>				
Banques centrales	6 141	-	-	6 141
Instruments financiers en valeur de marché par résultat				
Portefeuille de titres de transaction	91 873	-	-	91 873
Emprunts et opérations de pensions	260 001	-	-	260 001
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	54 660	(786)	-	53 874
Instruments financiers dérivés	239 238	(337)	(8)	238 893
Instruments financiers dérivés de couverture	16 624	(5)	10	16 629
Dettes envers les établissements de crédit	101 164	(3 378)	(45)	97 741
Dettes envers la clientèle	793 163	(5 211)	4 834	792 786
Dettes représentées par un titre	152 910	2 615	938	156 463
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 738	-	2	2 740
Passifs d'impôts courants et différés	2 922	7	64	2 993
Comptes de régularisation et passifs divers	103 500	(2 590)	103	101 013
Provisions techniques des sociétés d'assurance	201 438	(201 438)	-	-
Provisions pour risques et charges	10 464	(309)	37	10 192
Dettes subordonnées	16 458	(934)	1	15 525
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 053 294</b>	<b>(212 366)</b>	<b>5 936</b>	<b>1 846 864</b>
Capital et primes	27 070	-	-	27 070
Titres propres	(149)	-	-	(149)
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	7 820	10	-	7 830
Réserves non distribuées	55 839	-	-	55 839
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	3 631	-	-	3 631
Résultat de l'exercice part du Groupe	6 333	-	-	6 333
Intérêts minoritaires	4 661	(160)	-	4 501
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS</b>	<b>105 206</b>	<b>(151)</b>	<b>-</b>	<b>105 055</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 158 500</b>	<b>(212 517)</b>	<b>5 936</b>	<b>1 951 919</b>

(\*) Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel, mises en équivalence dans le périmètre comptable.

	31 décembre 2016			
	Périmètre comptable	Retraitements des sociétés d'assurance	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation <sup>(*)</sup>	Périmètre prudentiel
<i>En millions d'euros</i>				
<b>ACTIF</b>				
Caisse, banques centrales	160 400	(1)	246	160 645
Instruments financiers en valeur de marché par résultat				
Portefeuille de titres de transaction	123 679	-	-	123 679
Prêts et opérations de pensions	152 242	5 345	-	157 587
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	87 644	(86 231)	-	1 413
Instruments financiers dérivés	328 162	(264)	(14)	327 884
Instruments financiers dérivés de couverture	18 133	(50)	-	18 083
Actifs financiers disponibles à la vente	267 559	(113 969)	4 096	157 686
Prêts et créances sur les établissements de crédit	47 411	(1 159)	(3 350)	42 902
Prêts et créances sur la clientèle	712 233	1 313	4 855	718 401
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 664	-	-	4 664
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 100	(5 546)	-	554
Actifs d'impôts courants et différés	7 966	4	42	8 012
Comptes de régularisation et actifs divers	115 967	(5 919)	323	110 371
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 910	4 150	(563)	10 497
Immubles de placement	1 911	(1 354)	-	557
Immobilisations corporelles	22 523	(398)	3	22 128
Immobilisations incorporelles	3 239	(216)	7	3 030
Ecarts d'acquisition	10 216	(222)	-	9 994
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 076 959</b>	<b>(204 517)</b>	<b>5 645</b>	<b>1 878 087</b>
<b>DETTES</b>				
Banques centrales	233	-	-	233
Instruments financiers en valeur de marché par résultat				
Portefeuille de titres de transaction	70 326	-	(23)	70 303
Emprunts et opérations de pensions	183 206	-	-	183 206
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	54 076	(645)	(1)	53 430
Instruments financiers dérivés	318 740	(337)	(14)	318 389
Instruments financiers dérivés de couverture	19 626	(28)	17	19 615
Dettes envers les établissements de crédit	75 660	(2 721)	(158)	72 781
Dettes envers la clientèle	765 953	(5 466)	4 693	765 180
Dettes représentées par un titre	153 422	2 140	894	156 456
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 202	-	-	4 202
Passifs d'impôts courants et différés	3 087	(71)	88	3 104
Comptes de régularisation et passifs divers	99 407	(2 404)	117	97 120
Provisions techniques des sociétés d'assurance	193 626	(193 626)	-	-
Provisions pour risques et charges	11 801	(319)	32	11 514
Dettes subordonnées	18 374	(893)	-	17 481
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 971 739</b>	<b>(204 370)</b>	<b>5 645</b>	<b>1 773 014</b>
Capital et primes	26 995	-	-	26 995
Titres propres	(82)	-	-	(82)
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	8 430	11	-	8 441
Réserves non distribuées	51 451	-	-	51 451
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	6 169	-	-	6 169
Résultat de l'exercice part du Groupe	7 702	-	-	7 702
Intérêts minoritaires	4 555	(158)	-	4 397
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS</b>	<b>105 220</b>	<b>(147)</b>	<b>-</b>	<b>105 073</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 076 959</b>	<b>(204 517)</b>	<b>5 645</b>	<b>1 878 087</b>

(\*) Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel, mises en équivalence dans le périmètre comptable.

## FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Actualisation du tableau n° 8 du Document de référence 2016 p. 260.

En millions d'euros	30 septembre 2017 <sup>(*)</sup>		31 décembre 2016	
	Phasé	Dispositions transitoires <sup>(**)</sup>	Phasé	Dispositions transitoires <sup>(**)</sup>
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves</b>				
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	27 070		26 995	
<i>dont actions ordinaires</i>	27 070		26 995	
Bénéfices non distribués	56 363	-	52 070	-
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	3 631		6 169	
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidé)	2 457	453	2 837	854
Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible	3 038	-	3 979	-
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AVANT AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES</b>	<b>92 559</b>	<b>453</b>	<b>92 051</b>	<b>854</b>
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements réglementaires</b>	<b>(16 955)</b>	<b>(141)</b>	<b>(17 976)</b>	<b>(341)</b>
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>75 604</b>	<b>312</b>	<b>74 075</b>	<b>513</b>
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments<sup>(***)</sup></b>	<b>8 018</b>	<b>597</b>	<b>8 809</b>	<b>1 414</b>
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements réglementaires</b>	<b>(393)</b>	<b>(353)</b>	<b>(732)</b>	<b>(719)</b>
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)</b>	<b>7 625</b>	<b>244</b>	<b>8 077</b>	<b>695</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)</b>	<b>83 229</b>	<b>557</b>	<b>82 152</b>	<b>1 208</b>
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions</b>	<b>13 241</b>	<b>(395)</b>	<b>13 218</b>	<b>(389)</b>
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires</b>	<b>(3 276)</b>	<b>380</b>	<b>(2 917)</b>	<b>767</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)</b>	<b>9 965</b>	<b>(15)</b>	<b>10 302</b>	<b>378</b>
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)</b>	<b>93 194</b>	<b>542</b>	<b>92 454</b>	<b>1 585</b>

(\*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du règlement (UE) n°575/2013.

(\*\*) Montant soumis à traitement préréglément ou montant résiduel en vertu du règlement (UE) n° 575/2013, conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 applicables en 2019.

(\*\*\*) Actualisation de la note annexe 4.i du Document de référence 2016 p. 182.

BNP Paribas a demandé l'annulation de l'autorisation de la Banque Centrale Européenne pour procéder au rachat de CASHES (autorisation accordée le 8 juillet 2016 dans la limite totale de 200 millions d'euros de nominal). La Banque Centrale Européenne a approuvé cette annulation en août 2017. Au 30 septembre 2017, la dette est admise en fonds propres prudentiels Tier 1 pour 205 millions d'euros (compte tenu des dispositions transitoires et de l'annulation de cette autorisation).

Au 30 septembre 2017, hors prise en compte des résultats du 3ème trimestre, les fonds propres de base de catégorie 1 phasés s'élèvent à 74 582 millions d'euros, les fonds propres de catégorie 1 phasés s'élèvent à 82 208 millions d'euros et le total des fonds propres phasés à 92 173 millions d'euros.

## EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDERES AU TITRE DU PILIER 1

Actualisation du tableau n° 12 du Document de référence 2016 p. 264.

### ► EU OV1 : ACTIFS PONDERÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres
	30 septembre 2017	31 décembre 2016	30 septembre 2017
<b>1 Risque de crédit</b>	<b>501 674</b>	<b>494 433</b>	<b>40 134</b>
2 dont approche standard	207 451	210 564	16 596
4 dont approche basée sur les notations internes - avancée (AIRB)	250 788	238 693	20 063
5 dont participations en actions traitées en méthode de pondération simple ou en approche de modèle interne	43 435	45 175	3 475
<b>6 Risque de contrepartie</b>	<b>29 148</b>	<b>33 168</b>	<b>2 332</b>
7 dont méthode de l'évaluation au prix du marché	3 024	3 876	242
10 dont méthode du modèle interne	22 936	23 860	1 835
11 dont CCP - contributions au fonds de défaillance	1 184	1 085	95
12 dont CVA	2 005	4 347	160
<b>14 Positions de titrisation du portefeuille bancaire</b>	<b>5 217</b>	<b>8 463</b>	<b>417</b>
15 dont approche fondée sur les notations (IRB)	2 391	5 438	191
16 dont méthode de la formule prudentielle (SFA)	1 974	2 201	158
17 dont approche d'évaluation interne (IAA)	67	68	5
18 dont approche standard	785	755	63
<b>19 Risque de marché</b>	<b>18 471</b>	<b>22 529</b>	<b>1 478</b>
20 dont approche standard	3 240	1 763	259
21 dont approche par modèle interne (IMA)	15 231	20 766	1 218
<b>23 Risque opérationnel</b>	<b>64 682</b>	<b>63 527</b>	<b>5 175</b>
24 dont approche de base	4 950	6 044	396
25 dont approche standard	10 496	9 581	840
26 dont approche par mesure avancée (AMA)	49 236	47 902	3 939
<b>27 Montants inférieurs aux seuils de déduction (pondérés à 250 %)</b>	<b>16 626</b>	<b>18 553</b>	<b>1 330</b>
<b>29 TOTAL</b>	<b>635 818</b>	<b>640 673</b>	<b>50 865</b>

En tenant compte des dispositions transitoires, le montant des actifs pondérés du Groupe s'élève à 634,5 milliards d'euros au 30 septembre 2017.

## RATIO DE LEVIER

Actualisation du tableau n° 21 du Document de référence 2016 p. 271.

En milliards d'euros	30 septembre 2017	31 décembre 2016
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) plein <sup>(*)</sup>	83	81
Total expositions de levier	2 003	1 860
<b>RATIO DE LEVIER</b>	<b>4,1 %</b>	<b>4,4 %</b>
Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Plein <sup>(*)</sup>	Plein <sup>(*)</sup>

(\*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du règlement (UE) n° 575/2013, conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 applicables en 2019.

## 4. Informations complémentaires

### 4.1 Accessibilité de l'actualisation du Document de référence au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de BNP Paribas : 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet :

- de l'Autorité des Marchés financiers : ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et,
- de BNP Paribas ([www.invest.bnpparibas.com](http://www.invest.bnpparibas.com))

### 4.2 Passifs éventuels : procédures judiciaires et d'arbitrage

Le liquidateur de la société Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (ci-après « BLMIS ») a intenté un certain nombre de recours contre la Banque et certaines de ses filiales, auprès du tribunal des faillites américain (United States Bankruptcy Court Southern District of New York). Ces recours, connus sous le nom de demandes de « clawback », s'apparentent aux divers recours introduits par le liquidateur de BLMIS à l'encontre de nombreuses institutions, et vise au recouvrement de fonds prétendument transférés aux entités du Groupe BNP Paribas par BLMIS ou indirectement par le biais de fonds liés à BLMIS et dans lesquels des entités du Groupe BNP Paribas détenaient des participations. Le liquidateur de BLMIS prétend qu'en vertu du droit fédéral américain des procédures collectives et du droit de l'Etat de New York, les paiements effectués en faveur des entités du Groupe BNP Paribas sont nuls et recouvrables. Au total, ces recours visent au recouvrement d'une somme d'environ 1,3 milliard de dollars américains. BNP Paribas dispose d'arguments très solides à opposer à ces recours, et se défend vigoureusement dans ces instances. Le 22 novembre 2016, le tribunal des faillites américain a rendu une décision sur la capacité du liquidateur de BLMIS à recouvrer auprès de parties situées à l'étranger des fonds transférés depuis l'étranger. Cette décision a eu pour conséquence le rejet de l'essentiel des actions intentées à l'encontre des entités du Groupe BNP Paribas, lesquelles actions correspondent à la majeure partie des sommes que le liquidateur de BLMIS cherchait à recouvrer. Le rejet de ces actions est susceptible d'appel.

Plusieurs litiges et investigations sont en cours relatifs à la restructuration du groupe Fortis, aujourd'hui Ageas, dont BNP Paribas Fortis ne fait plus partie, et à des événements intervenus avant que BNP Paribas Fortis ne fasse partie du Groupe BNP Paribas. Parmi ces litiges figurent des actions engagées aux Pays-Bas et en Belgique par des groupes d'actionnaires à l'encontre d'Ageas et, entre autres, à l'encontre de BNP Paribas Fortis, en raison de son rôle de coordinateur global de Fortis (aujourd'hui Ageas) dans le cadre de son augmentation de capital réalisée en octobre 2007, pour le financement partiel de l'acquisition d'ABN Amro Bank N.V. Ces groupes d'actionnaires prétendent notamment qu'il y a eu une défaillance dans la communication financière comme, entre autres, la révélation relative à l'exposition aux subprimes. Le 14 mars 2016, Ageas a annoncé avoir conclu avec les représentants de certains groupes d'actionnaires une proposition de règlement des procédures civiles liées à l'ancien groupe Fortis pour les événements de 2007 et 2008. Ce règlement s'adresse à tous les actionnaires Fortis qui ont détenu des actions entre le 28 février 2007 et le 14 octobre 2008, peu importe qu'ils fassent ou non partie d'un groupe d'actionnaires représenté lors de la négociation du règlement. Les parties ont demandé à la Cour d'Appel d'Amsterdam de déclarer le règlement contraignant pour tous les actionnaires Fortis qui peuvent y participer, conformément à la loi néerlandaise sur le règlement collectif des dommages de masse (« Wet Collectieve Afwikkeling Massaschade » ou « WCAM »). BNP Paribas Fortis pourra se prévaloir de ce règlement, s'il devient définitif. A l'heure actuelle, les procédures civiles impliquant BNP Paribas Fortis eu égard à son rôle susmentionné, pendantes aux Pays-Bas et en Belgique, sont suspendues. Le 16 juin 2017, la Cour d'Appel d'Amsterdam a rendu une décision selon laquelle les requérants ont la possibilité de soumettre une proposition de règlement modifiée pour le 17 octobre 2017 au plus tard ; la proposition de règlement actuelle n'a pas été déclarée contraignante par la Cour. Le 16 octobre 2017, Ageas a annoncé qu'un délai supplémentaire avait été demandé à la Cour.

Une action judiciaire est également en cours en Belgique à la requête d'actionnaires minoritaires de Fortis contre la Société fédérale de Participations et d'Investissement, Ageas et BNP Paribas, demandant notamment la condamnation de BNP Paribas à des dommages et intérêts à titre de restitution par équivalent d'une partie des actions de BNP Paribas Fortis qui lui ont été apportées en 2009, au motif que le transfert de ces actions serait nul. Le Tribunal de Commerce de Bruxelles a décidé, le 29 avril 2016, de surseoir à statuer jusqu'à l'issue de la procédure pénale en cours en Belgique dans le dossier Fortis. BNP Paribas ne dispose pas d'éléments tangibles permettant d'évaluer la durée probable de cette suspension.

Les autorités de régulation et judiciaires de plusieurs pays mènent actuellement des enquêtes ou procèdent à des demandes d'informations auprès d'un certain nombre d'institutions financières concernant les opérations sur les marchés des changes, et en particulier sur une éventuelle collusion entre les institutions financières pour manipuler certains taux de change de référence. La Banque a reçu à ce jour des demandes d'informations à ce sujet de la part des autorités de régulation et judiciaires du Royaume-Uni, des États-Unis, de plusieurs pays de la région Asie-Pacifique ainsi que de la Direction Générale de la Concurrence de la Commission européenne. La Banque a coopéré aux enquêtes et a répondu aux demandes d'informations. En novembre 2014 le Financial Conduct Authority au Royaume-Uni, en décembre 2014 le Hong Kong Monetary Authority, en octobre 2015 la Financial Services Agency au Japon, le 17 novembre 2016 la US Commodity Futures Trading Commission, et le 22 mars 2017 le US Department of Justice « Fraud Section », ont indiqué avoir interrompu leur enquête à l'égard de BNP Paribas. En ce qui concerne les États-Unis, la Banque a maintenant terminé sa revue interne dont les conclusions ont été présentées aux autorités américaines concernées (le US Department of Justice "Antitrust Division", la Federal Reserve Bank of New York et le New York Department of Financial Services). Il est à noter que des revues similaires concernant des opérations sur les marchés des changes ont été engagées dans de nombreuses institutions et ont souvent conduit à des accords transactionnels comprenant notamment la reconnaissance de culpabilité et le paiement d'amendes ou de pénalités d'un montant significatif en fonction des circonstances propres à chaque institution.

Le 24 mai 2017, le New York Department of Financial Services (« DFS ») a notamment imposé une amende de 350 millions de dollars américains à BNP Paribas dans le cadre de l'accord conclu avec la Banque en raison des manquements à la loi bancaire de l'État de New York résultant de l'activité de son département des changes. La Banque s'est également engagée à renforcer les procédures et contrôles applicables à ses activités de change dans le cadre de cet accord. La Banque a coopéré avec le DFS en vue de résoudre ce dossier et a pris des mesures de remédiation destinées à mettre un terme aux problèmes liés à ses activités de change avant comme après que le DFS ait commencé son enquête.

Le 17 juillet 2017, le Board of Governors of the Federal Reserve System (« FED ») a notamment imposé une amende de 246 millions de dollars américains à BNP Paribas et certaines de ses filiales américaines dans le cadre de l'accord conclu avec la Banque en raison de pratiques non-sécurisées et inappropriées (*unsafe and unsound practices*) sur le marché des changes. La Banque s'est également engagée à renforcer les procédures et contrôles applicables à certaines activités de marché convenues avec la FED, dont ses activités de change, dans le cadre de cet accord. Comme elle l'a fait avec les autres autorités américaines concernées, la Banque a coopéré avec la FED en vue de résoudre ce dossier, et a pris des mesures de remédiation destinées à mettre un terme aux problèmes liés à ses activités de change avant comme après que la FED ait commencé son enquête.

La Banque continue de coopérer aux enquêtes et, en particulier, avec le U.S Department of Justice Antitrust Division des États-Unis.

### **4.3 Changement significatif**

Aucun changement significatif de la situation financière du Groupe BNP Paribas, autre que ceux mentionnés dans le présent document, n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

### **4.4 Tendances**

Se reporter à la rubrique 12 de la table de concordance figurant au chapitre 7 du présent document.



## 5. Responsables du contrôle des comptes

<b>Deloitte &amp; Associés</b>	<b>PricewaterhouseCoopers Audit</b>	<b>Mazars</b>
185, avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex	61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie

– Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2012 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006. Deloitte & Associés est représenté par M. Damien Leurent.

*Suppléant :*

Société BEAS, 195, avenue Charles de Gaulle, Neuilly-sur-Seine (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

– PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2012 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994. PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par M. Etienne Boris.

*Suppléant :*

Anik Chaumartin, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

– Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2012 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000. Mazars est représenté par M. Hervé Hélias.

*Suppléant :*

Michel Barbet-Massin, 61, rue Henri Regnault, Courbevoie (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

## **6. Responsable de l'actualisation du document de référence**

### **PERSONNE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SES ACTUALISATIONS**

M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général

### **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SES ACTUALISATIONS**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de la présente actualisation.

Fait à Paris, le 31 octobre 2017,

Le Directeur Général

Jean-Laurent BONNAFÉ

## 7. Table de concordance

	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 31 octobre 2017	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 31 juillet 2017	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 3 mai 2017	Document de référence déposé auprès de l'AMF le 7 mars 2017
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES</b>	98	195	92	550
<b>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</b>	97	194	91	548
<b>3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES</b>				
3.1. Informations historiques	4-73	4-68	3-64	4
3.2. Informations intermédiaires	4-73	4-68	3-64	NA
<b>4. FACTEURS DE RISQUE</b>	77 ; 79-89	71 ; 159-167	68-73	238-383
<b>5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</b>				
5.1. Histoire et évolution de la société	3	3	3	5 126 ; 214-215 ; 451 ; 531
5.2. Investissements				
<b>6. APERÇU DES ACTIVITÉS</b>				
6.1. Principales activités	3	3	3	6-15 ; 162-164 ; 532-538
6.2. Principaux marchés				6-15 ; 162-164 ; 532-538
6.3. Événements exceptionnels				104-105 ; 116 ; 130 ; 161
6.4. Dépendance éventuelle			90	530
6.5. Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle				6-15 ; 104-115
<b>7. ORGANIGRAMME</b>				
7.1. Description sommaire	3	3	3	4
7.2. Liste des filiales importantes				222-230 ; 448-450 ; 532-537
<b>8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS</b>				
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée				189 ; 432
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles				511-518
<b>9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT</b>				
9.1. Situation financière	4-73 ; 76	4-68 ; 76	3-64 ; 67	134 ; 136 ; 414-415
9.2. Résultat d'exploitation	62-73	57-68	16-17 ; 56-64	104 ; 106-116 ; 124-125 ; 134 ; 414
<b>10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX</b>				
10.1. Capitaux de l'émetteur	57 ; 76 ; 90-92	50 ; 76 ; 78-79 ; 141-144 ; 158 ; 171 ; 183		138-139 ; 444
10.2. Source et montant des flux de trésorerie		77		137
10.3. Conditions d'emprunt et structure financière	5 ; 19 ; 27 ; 59	5 ; 14, 21, 53		128 ; 360-371
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influé sensiblement sur les opérations de l'émetteur				NA
10.5. Sources de financement attendues				NA
<b>11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES</b>				NA
<b>12. INFORMATION SUR LES TENDANCES</b>	96	193		127-128
<b>13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</b>				NA

	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 31 octobre 2017	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 31 juillet 2017	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 3 mai 2017	Document de référence déposé auprès de l'AMF le 7 mars 2017
<b><u>14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE</u></b>				
14.1. Organes d'administration et de direction	78	72		30-42 ; 102
14.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction				43-60 ; 65-66 ; 78-79
<b><u>15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES</u></b>				
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature			74-88	43-60 ; 200-209
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages			74-88	43-60 ; 200-209
<b><u>16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</u></b>				
16.1. Date d'expiration des mandats actuels				30-41
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration				NA
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations				67-74
16.4. Gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur				61
<b><u>17. SALARIÉS</u></b>				
17.1. Nombre de salariés	3	3	3	4 ; 487-488
17.2. Participation et stock options				43-60 ; 155 ; 495-496
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur				440
<b><u>18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</u></b>				
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote		183		16-17
18.2. Existence de droits de vote différents		183		16
18.3. Contrôle de l'émetteur				16-17
18.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle				17
<b><u>19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS</u></b>				
	77		68	43-60 ; 219-220 ; 544-546
<b><u>20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR</u></b>				
20.1. Informations financières historiques	4-73 ; 76	4-68 ; 73-155	4-64 ; 67	4 ; 21 ; 103-130 ; 134-231 ; 414-451
20.2. Informations financières pro-forma				306 ; 311 ; 315 ; 337
20.3. Etats financiers	76	74 ; 76	67	131-231 ; 413-451
20.4. Vérification des informations historiques annuelles				232-233 ; 452-453
20.5. Date des dernières informations financières				134 ; 413
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	4-73 ; 76	4-68 ; 73-155	4-64 ; 67	NA
20.7. Politique de distribution des dividendes				21 ; 24-25 ; 105 ; 446
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	94-95	145-146	89	161 ; 213
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	96		90	531
<b><u>21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</u></b>				
21.1. Capital social		183-185		16 ; 210-213 ; 433-435 ; 539
21.2. Acte constitutif et statuts		183-192		539-543
<b><u>22. CONTRATS IMPORTANTS</u></b>				530

	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 31 octobre 2017	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 31 juillet 2017	Actualisation déposée auprès de l'AMF le 3 mai 2017	Document de référence déposé auprès de l'AMF le 7 mars 2017
<b><u>23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS</u></b>				NA
<b><u>24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC</u></b>	94	193	89	530
<b><u>25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS</u></b>		150-155		188 ; 222-230 ; 448-450 ; 532-537